

LA  
**FAUTE INEXCUSABLE**  
dans la **LÉGISLATION**  
des Accidents du Travail  
des Maladies Professionnelles  
et  
des Inscrits Maritimes

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit  
le *Vendredi 7 Janvier 1938, à 15 heures*

PAR

**Joseph BIENVENU**

Chef de Contentieux à la Mutuelle Générale Française

---

**JURY D'EXAMEN**

---

*Président* : M. LEMONNIER, *professeur.*

*Suffragants* : { M. FREJAVILLE,  
M. SAINT-GERMÈS, } *professeurs.*

---

LE MANS  
IMPRIMERIE - EDITIONS M. VILAIRE  
11-13-15, RUE SAINT-JACQUES, 11-13-15

---

1937



THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

# UNIVERSITÉ DE CAEN - FACULTÉ DE DROIT

Année Scolaire 1937-1938

## *Doyen :*

M. HENRY NÉZARD, (\*, I. ☉)

## *Doyen honoraire :*

M. EUSTACHE PILON (O. \*, I. ☉)

## *Assesseur du Doyen :*

M. GOMBEAUX (\*, II. ☉)

## *Professeurs honoraires :*

MM. CABOUAT (O. \*, I. ☉)

DEGOIS (I. ☉)

## *Professeurs :*

MM. NÉZARD (\*, I. ☉), professeur de Droit administratif, chargé du Cours de Législation Minière ;

GOMBEAUX (\*, I. ☉), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Droit international privé ;

BRIDREY (\*, I. ☉), professeur de Droit romain, chargé du Cours d'Histoire du Droit Public ;

LEPARGNEUR (\*, I. ☉), professeur de Droit commercial ;

LEMONNIER (I. ☉), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Législation Industrielle ;

PERREAU (\*, ☉), professeur de Droit criminel, chargé du Cours de Droit civil approfondi et comparé ;

LAMPUÉ (☉), professeur de Droit international public et de Droit constitutionnel ;

YVER (☉), professeur d'Histoire du Droit français et d'Histoire du Droit privé, chargé du Cours d'Histoire de la Coutume de la Normandie ;

PRUD'HOMME (\*, ☉, ☉), professeur de Procédure civile et de Voies d'Exécution.

FRÉJAVILLE, professeur de Droit civil ;

BESNIER, professeur de Droit Romain ;

LEDUC, professeur d'Economie Politique, chargé du Cours d'Histoire des Doctrines Economiques et du Cours de Législation Financière ;

SAINT-GERMÈS, professeur d'Economie politique ;

PERCEROU, agrégé, chargé du Cours de Droit Maritime.

## *Secrétaire :*

M. ROUX (I. ☉, ☉, ☉), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

---

*La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

LA  
**FAUTE INEXCUSABLE**  
dans la **LÉGISLATION**  
des Accidents du Travail  
des Maladies Professionnelles  
et  
des Inscrits Maritimes

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

le *Vendredi 7 Janvier 1938*, à 15 heures

PAR

**Joseph BIENVENU**

Chef de Contentieux à la Mutuelle Générale Française

---

**JURY D'EXAMEN**

---

*Président* : M. LEMONNIER, *professeur*.

*Suffragants* : { M. FREJAVILLE, }  
                  { M. SAINT-GERMÈS, } *professeurs*.

---

LE MANS  
IMPRIMERIE - EDITIONS M. VILAIRE  
11-13-15, RUE SAINT-JACQUES, 11-13-15

---

1937



# INTRODUCTION

---

Le fait de la victime est souvent engagé dans la réalisation du dommage dont elle souffre. S'il en est la cause unique, elle ne peut s'en prendre qu'à elle-même. Cette règle logique a encore été formulée par POMPONIUS pour la victime qui ne fait que concourir au préjudice : « *Quod si quis ex culpa sua damnum sentire non intellegitur damnum sentire* ».

Le système édifié par notre jurisprudence proportionne, au contraire, la responsabilité à la gravité respective des fautes commises. La faute de la victime n'écarte pas la responsabilité de l'auteur du dommage, si celui-ci a également commis une faute causale. Elle a seulement pour effet d'entraîner un partage de responsabilité.

A ce système, une dérogation importante est apportée par le Législateur en matière d'accident du travail : si la faute intentionnelle supprime toute indemnité, la faute légère ou lourde n'a pas d'influence sur le droit à réparation. C'est le « risque professionnel » qui explique une telle solution : l'ouvrier renonce à une fraction de la réparation exigible en cas de faute prouvée du patron et par réciprocité le patron abandonne le bénéfice du droit commun en cas d'accident non imputable à sa faute. Hormis le cas de faute inexcusable prévu à l'art. 20 de la loi du 9 avril 1898.

Une abondante jurisprudence s'est instituée sur cette notion de faute inexcusable qui constitue, dans l'économie générale de la Loi, une survivance du droit commun. En effet, tandis que le principe de l'obligation nouvelle imposée au chef d'entreprise repose sur une idée absolument étrangère à notre ancien Droit basé

sur la responsabilité délictuelle ou quasi délictuelle, l'art. 20 permet, dans des cas exceptionnels, de faire état de la faute de l'employeur ou de l'employé pour majorer ou au contraire diminuer l'indemnité forfaitaire et transactionnelle entre le capital et le travail. Mais parce qu'il s'agit là d'une dérogation à la règle nouvelle, d'une survivance partielle d'un régime juridique désormais condamné entre salariants et salariés, la faute inexcusable ne doit être retenue qu'à bon escient. Elle est elle-même le fruit de laborieuses transactions entre deux principales tendances, une concession arrachée par les défenseurs de l'ordre aquilien aux adeptes du *risque professionnel*.

Ce dernier a paru quelque chose d'absolument étrange au Législateur de 1880, en contradiction avec la responsabilité telle qu'elle était conçue jusqu'alors. Léon SAY déclarait même que c'était une idée très fausse au regard du progrès de l'humanité que de prétendre qu'on peut découvrir un principe nouveau au fur et à mesure qu'il se produit un progrès dans la manière dont se manifeste l'activité humaine. S'est-on préoccupé, disait-il, d'établir la statistique des ouvriers morts pendant la construction des Pyramides... Ce langage d'un libéral suscitait l'ironie de ceux qui rappelaient qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Le risque professionnel a en effet existé dès la plus haute antiquité. Si les esclaves étaient les producteurs, leurs maîtres assumaient, par contre, le risque professionnel : en cas d'accident, le maître les faisait soigner ; s'ils mouraient, il s'occupait de leur femme et de leurs enfants. Sous le régime féodal, les seigneurs prenaient à leur charge les risques d'accidents survenant aux serfs. L'ordonnance de 1681 consacrer même le risque professionnel, en disposant que les matelots blessés au service du navire, ou malades, devaient être soignés gratuitement et recevoir, des armateurs, une indemnité. Le Code de Commerce a donné droit d'asile à cette disposition dans les art. 262 et suiv. Mais ce fut dans le domaine administratif que la théorie

fut introduite. Un décret du 8 janvier 1813, pour les mines, mettait les exploitants dans l'obligation d'organiser des secours médicaux et pharmaceutiques. Un arrêté ministériel du 15 décembre 1848 tendait à assurer, dans les entreprises de travaux publics, les secours dont les ouvriers pouvaient avoir besoin, par suite d'accidents ou de maladies contractées dans les travaux.

Non seulement la théorie du risque professionnel, on le voit, n'était pas neuve, mais le système en vigueur n'était ni rationnel ni équitable. Il suscitait, à juste titre, les sarcasmes des réformateurs. Sans doute la Loi actuelle, disaient-ils, l'art. 1382, est vénérable par son antiquité, puisqu'à travers la loi Aquilia elle remonte à l'an 468 de la Fondation de Rome. Il était inconcevable qu'elle fût encore appliquée à l'industrie et au travail modernes ! A l'époque du Code, l'ouvrier, maître de l'outil qu'il dirigeait à son gré, n'avait qu'à compter sur sa force et sur son adresse. Mais aujourd'hui l'ouvrier est moins le conducteur que le serviteur de la machine. Il est pratiquement désarmé devant la nocivité accrue du machinisme ; il a besoin d'une plus grande sécurité. C'est ce souci de protection de la victime qui a inspiré l'élaboration pénible de la loi de 1898.

Les travaux préparatoires montrent combien l'incidence sur le risque professionnel, des fautes commises par le patron et l'ouvrier, a préoccupé vivement le Parlement. Un premier système supprimait la difficulté en indemnisant toute faute, même la plus lourde ; un second la laissait, au contraire, sous le régime du droit commun.

« La question de la faute lourde, disait en 1893 le  
« caustique rapporteur à la Chambre, M. MARUEJOULS,  
« est une de celles qui ont fait dépenser le plus d'encre  
« et de salive dans les temps modernes. Les Assemblées  
« politiques l'ont retournée de toutes les façons ; les  
« jeunes avocats stagiaires la discutent fréquemment,  
« les académiciens se font des politesses en s'envoyant

« des mémoires sur la faute lourde et ce grand railleur  
« de Rabelais n'aurait peut-être pas manqué de dire  
« que les abstrauteurs de quintessence s'en pourlèchent  
« les babines... »

Le rapporteur ne manquait pas de rappeler que quatre ans auparavant une très vive discussion avait divisé la Chambre aux deux lectures du projet, que ce fut l'occasion « d'un choc formidable d'arguments, d'une véritable chevauchée de Walkyries juridiques, mettant pendant quelques jours tous les juristes en liesse ». Ces distinctions entre la faute légère, la faute lourde, la faute inexcusable apparaissaient comme des subtilités et une mine inépuisable de richesses litigieuses. Au demeurant, on avouait que les balances de Thémis n'étaient pas si sensibles qu'elles pouvaient peser exactement le poids d'une faute...

Ce langage choquait, à juste titre, les conceptions morales et philosophiques de ceux qui estimaient que la responsabilité personnelle ne devait pas être abolie entièrement, qu'il y avait danger et injustice à couvrir de l'immunité du risque professionnel l'auteur d'une faute lourde ou inexcusable, de lui permettre de trouver le principe d'une indemnité dans un acte absolument répréhensible, sans excuse, engageant sa responsabilité personnelle au summum.

De ce conflit, qui a persisté pendant près de vingt ans, est sorti un compromis, l'actuel art. 20, dont voici les trois paragraphes :

« ARTICLE 20.

Paragr. 1. — « Aucune des indemnités déterminées par la  
« présente loi ne peut être attribuée à la victime qui a  
« intentionnellement provoqué l'accident ».

Paragr. 2. — « Le Tribunal a le droit, s'il est prouvé que  
« l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de  
« diminuer la pension fixée au titre premier ».

Paragr. 3. — « Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû  
« à une faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est  
« substitués dans la direction, l'indemnité pourra être majo-  
« rée mais sans que la rente ou le total des rentes allouées  
« puisse dépasser soit la réduction, soit le montant du  
« salaire annuel ».

\*

\* \*

A être resté si longtemps sur le métier, l'art, 20 doit satisfaire la curiosité de l'interprète. La critique des travaux parlementaires apparaît, a priori, comme susceptible d'éclairer la route. Aussi, en dehors de l'intérêt qui s'attache à tout rappel historique, notre première tâche était de rechercher dans le travail législatif le fil conducteur permettant de caractériser les contours de la faute inexcusable et peut-être d'en donner la définition.

Notre CHAPITRE PREMIER est donc consacré à l'*Histoire des Travaux Parlementaires*, qui s'étend sur la période de 1880 à 1898. Deux principaux systèmes, on l'a vu, se partagent, par un mouvement de balancier, les faveurs de la Chambre et du Sénat et tous deux ont le même enjeu : la faute inexcusable, à exclure ou non du risque professionnel. Les travaux préparatoires, à cause de leur durée particulièrement longue, ne permettent pas malheureusement, à notre avis, de poser un critérium sûr. Ils fournissent sans doute de précieuses indications, mais ne suffisent pas à préciser les caractères d'une notion pourtant nouvelle dans notre droit civil.

Force nous a été de recourir à l'étude de la jurisprudence et de la doctrine qui prennent, de ce chef, une importance capitale. Nous avons consacré le CHAPITRE DEUXIÈME à la recherche du critérium. Nous avons d'abord dégagé succinctement les idées acquises lors de la critique des travaux préparatoires, puis nous avons examiné l'opinion d'une abondante jurisprudence, soumise depuis quelques années seulement à l'épreuve du contrôle qu'exerce la Cour de Cassation sur la quali-

fication de la faute inexcusable. Il nous a été possible enfin d'apprécier la valeur des systèmes édifiés par la doctrine et de conclure à l'adoption du critère qui nous a paru le plus exact.

L'instrument de mesure déterminé, il nous a paru utile de rassembler dans un CHAPITRE TROISIÈME les circonstances les plus variées qui sont génératrices d'une faute inexcusable tant de la part du patron que de l'ouvrier et d'examiner, à ce propos, une opinion que nous repoussons, suivant laquelle la faute inexcusable pourrait être postérieure à l'accident lui-même.

La notion de faute inexcusable entièrement dégagée dans ses caractères et ses applications, il nous restait à en calculer les effets sur le droit de l'ouvrier à réparation. L'incidence de la faute est différente suivant qu'elle émane de la victime ou de l'employeur. L'objet de notre CHAPITRE QUATRIÈME est d'étudier les répercussions de la faute inexcusable sur la procédure de l'action en indemnité et sur le quantum de cette indemnité elle-même dans des hypothèses déterminées.

Mais l'art. 20 sanctionne, outre la faute inexcusable du patron, celle de ses « substitués dans la direction ». Nous avons jugé opportun de réserver un CHAPITRE CINQUIÈME à cette catégorie de préposés. Les travaux préparatoires les concernant sont si homogènes que nous avons préféré les passer sous silence dans l'historique général où ils risquent de ne pas être en valeur. Du reste la doctrine et la jurisprudence qui se sont appliquées à définir l'expression nouvelle, se basent étroitement sur ces travaux préparatoires et il nous a paru impossible de dissocier ces trois sources qui composent le développement du chapitre. Une autre raison nous incitait à sauvegarder l'unité de ce dernier. La jurisprudence, en effet, a toujours assimilé le patron emprunteur de main-d'œuvre à un « substitué » de l'employeur habituel, donc répondant de sa faute inexcusable, selon l'art. 20.

La faute inexcusable n'avait, de bien longtemps, été étudiée dans son ensemble (1). Il nous a semblé que notre étude serait judicieusement couronnée par un examen de cette même notion dans deux autres législations de réparation. Nous avons donc consacré deux titres distincts à l'étude de la faute inexcusable dans la législation des maladies professionnelles et dans celle des inscrits maritimes. L'idée de faute inexcusable y fait de larges emprunts à la théorie de la loi de 1898. Mais nous avons noté au passage les similitudes et les différences qui se rapportent aux caractères de la faute comme à ses effets sur le droit à réparation (2).

Sans avoir eu la prétention d'épuiser la matière d'un article cependant peu étoffé, nous avons conclu au maintien dans sa forme actuelle de l'art. 20 de la loi du 9 avril 1898 qui est une survivance légitime du droit commun dans le risque professionnel.

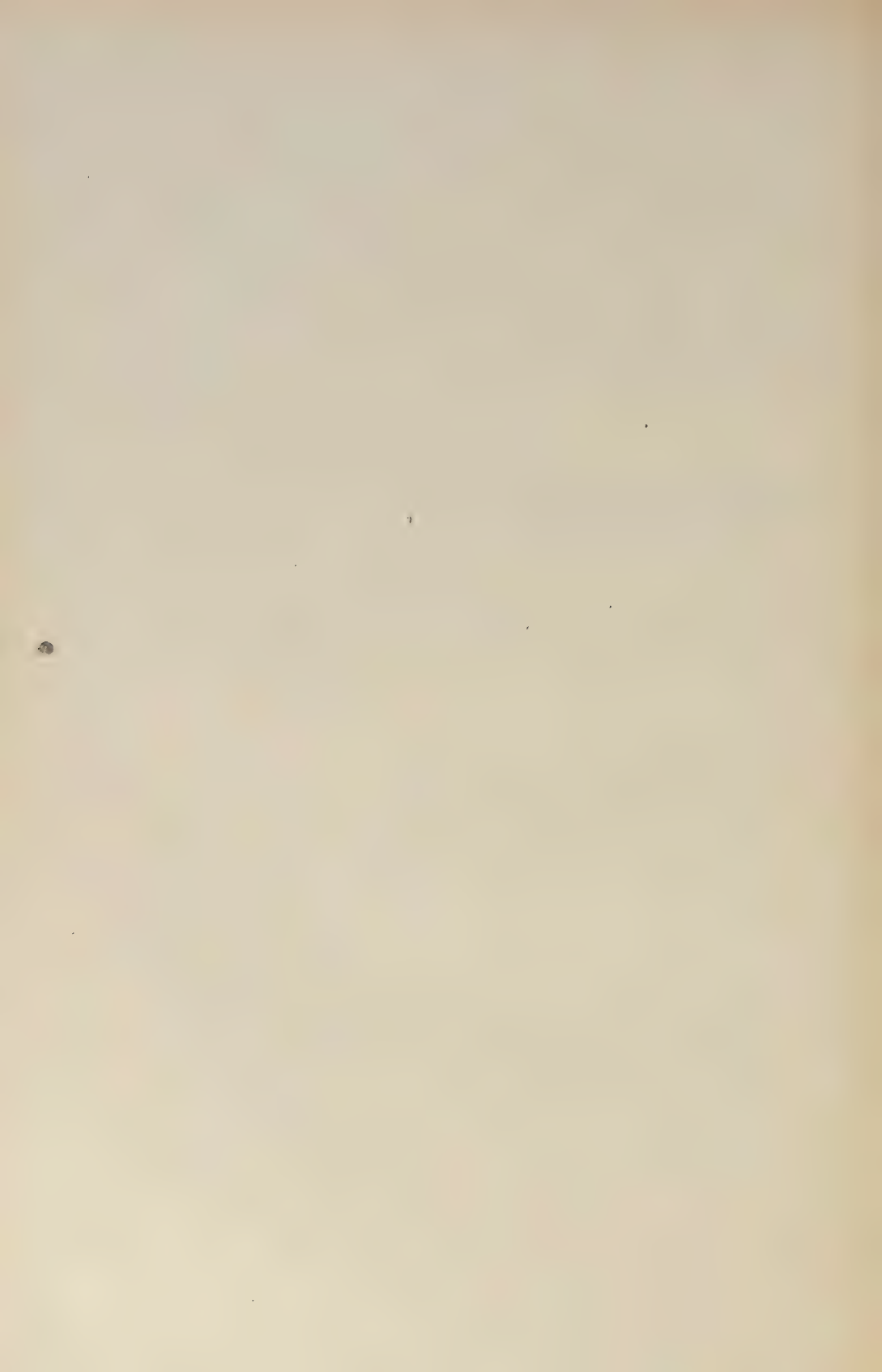
---

(1) A. LIDON. — De l'influence de la faute lourde sur le risque professionnel. Thèse Paris 1903.

H. BIENVENU. — Le dol et la faute lourde dans le domaine de la loi de 1898. Thèse Paris 1909.

G. BRAVARD. — La faute inexcusable en matière d'accidents du travail. Thèse Paris 1909.

(2) Le législateur n'a pas consacré finalement cette même notion de faute inexcusable dans l'article 12 de la loi du 13 juillet 1930 relative au Contrat d'Assurance. Le cas de dol de l'assuré est seul exclu de l'assurance. Mais les divers projets de loi depuis 1906 rejetaient de la garantie non seulement la faute intentionnelle, mais encore la faute inexcusable de l'assuré par un emprunt évident aux dispositions de la loi du 9-4-98. L'introduction en matière d'assurance d'une notion encore mal définie parut toutefois dangereuse comme susceptible d'être fréquemment soulevée par des assureurs de mauvaise foi. Aussi le projet de 1920 ne visait plus que la faute intentionnelle. Dans l'esprit de la Commission de la Chambre, la faute inexcusable occupait le rang le plus proche du dol dans l'échelle des fautes, ce vocable ayant été substitué par elle à celui de faute lourde prévu à l'article 20 du projet de 1904.



## TITRE PREMIER

---

# La Faute inexcusable dans la législation des accidents du travail

---

## CHAPITRE PREMIER

### Les Travaux Préparatoires

---

Dans le cours des travaux préparatoires trois systèmes ont été proposés pour discriminer l'incidence sur le risque professionnel des diverses fautes commises par le patron et par l'ouvrier. Le premier consistait à soutenir que le bénéfice du nouveau droit ne pouvait être altéré par aucune espèce de faute. C'était la conception du risque professionnel intégral que la Chambre admit en 1888. Le second système, voté par le Sénat en 1890 et 1896, laissait au contraire sous le régime des articles 1382 et suiv. du Code Civil les accidents dus à la faute lourde du patron et de l'ouvrier. Les deux Assemblées suivaient ainsi des routes parallèles et n'avaient aucune chance de se rencontrer. C'est l'habileté de M. RICARD qui permit, dès 1893, l'adoption par la Chambre d'un texte transactionnel. Ce troisième système incorporait bien la faute lourde dans le risque professionnel mais avec ce correctif que l'indemnité pouvait être majorée ou diminuée selon que la faute inexcusable provenait du patron ou de l'ouvrier. Il fut voté en 1895 par le Sénat et rejeté l'année suivante par ce dernier dans une deuxième lecture. La Chambre le reprenait de nouveau en 1897 et le Sénat, plus conciliant, le votait en 1898.

Tels sont les grands courants que nous a permis de dégager l'étude attentive des travaux préparatoires. On aurait tort cependant de croire que dans la réalité ces systèmes se sont affirmés avec autant de netteté ; leurs contours n'ont jamais été bien nets et des théories secondaires en ont obscurci le dessin. Ce serait sortir de notre sujet que de suivre pas à pas les phases par lesquelles la conception du risque professionnel a passé dans les travaux parlementaires et comment elle s'est dégagée de son origine pour aboutir à une forme si éloignée de l'idée délictuelle qu'on a pu affirmer, à juste titre selon nous, l'épanouissement d'un droit nouveau.

Notre objet est de rechercher l'histoire mouvementée de la faute inexcusable, notion nouvelle qui a donné lieu aux plus rudes batailles, ainsi que l'on doit s'attendre à propos de toute idée qui touche profondément la responsabilité personnelle.

Le système de la couverture de la faute lourde et celui de son exclusion du risque professionnel ont connu alternativement le succès et l'échec. Ce sont leurs phases parlementaires que nous avons choisies pour entreprendre l'histoire de la faute inexcusable.

#### CHAMBRE DES DÉPUTÉS (1880-1888)

##### VOTE DU RISQUE PROFESSIONNEL INTEGRAL

Lorsqu'en 1880 le Parlement fut saisi, l'opinion dominante préférerait ne pas s'écarter des principes généraux alors appliqués, mais les adapter aux exigences de l'époque. La première proposition de Loi émanait de M. MARTIN-NADAUD (1) et n'avait qu'un seul article.

*« Lorsqu'un homme louant son travail à un autre  
« homme s'est blessé ou tué à son service, l'employeur  
« sera de plein droit responsable, à moins qu'il ne*

---

(1) Proposition MARTIN-NADAUD (annexe n° 2.660, J. O. du 6 juin 1880, page 6.179). MARTIN-NADAUD, député de la Creuse, qui n'est plus pour nous qu'une station du Métro, fit en 1833 une grave chute d'échafaudage. Cet épisode de sa vie ouvrière illustre symboliquement la proposition de loi qu'il déposa à l'âge de 65 ans.

*« prouve que l'accident a été le résultat d'une faute commise par la victime ».*

L'influence de ce texte, manifestement inspiré des récents travaux de la doctrine, aurait été la reconnaissance d'une simple présomption de faute contre l'employeur.

Il faut attendre la proposition de M. PEULEVEY (1) pour trouver un texte qui tranche sur le Droit Commun de l'article 1382.

Son système est le suivant : ou l'accident est le résultat d'un cas fortuit, de force majeure ou de l'imprévoyance légère de l'ouvrier et alors le Tribunal Civil se bornera à renvoyer la victime se pourvoir devant une commission administrative qui chiffrera l'indemnité sans que celle-ci puisse dépasser 800 francs — ou l'accident a eu pour cause la faute ou la négligence de l'employeur et alors la responsabilité pèsera tout entière sur ce dernier, selon le Droit Commun ; — ou enfin il y a eu faute grave de la victime et celle-ci n'aura droit qu'aux secours provisoires. La faute légère de l'ouvrier est ainsi opposée à sa faute lourde, exonérant l'employeur du risque professionnel.

L'inconvénient de ces dispositions résidait cependant dans l'arbitraire auquel seraient sujets les tribunaux dans l'estimation de la faute.

La deuxième proposition substantielle dont fut saisie la Chambre est celle de M. Félix FAURE qui a eu le mérite de poser le principe de la réparation forfaitaire en déterminant par avance les limites de la responsabilité de l'employeur, tandis que les propositions antérieures faisaient dépendre l'étendue de la réparation de l'issue d'un procès, c'est-à-dire de l'appréciation du juge ! (2)

---

(1) Proposition PEULEVEY, 14 janvier 1882 (annexe n° 283, J. O. du 1<sup>er</sup> février 1882, p. 144).

(2) Proposition Félix FAURE du 11 février 1882 (annexe n° 399, J. O. des 26 et 28 février 1882, p. 357).

Cette proposition était conçue en neuf articles dont le premier portait :

*« Le chef de toute entreprise industrielle, commerciale ou agricole est responsable du dommage causé à tout ouvrier... Il ne sera fait d'exception à cette règle que pour les faits criminels ou délictueux dont l'auteur reste responsable suivant les principes du Droit Commun ».*

La faute du patron susceptible d'engager sa responsabilité dans les termes des articles 319 et 320 du Code Pénal constituait donc le seul îlot soumis à l'empire du Droit Commun. La proposition semblait donc couronner la thèse du risque professionnel intégral. A la vérité, les faits constitutifs d'un délit ou d'un crime étaient fréquents et les poursuites faciles en pareil cas, ce qui restreignait considérablement le champ d'application du risque professionnel.

\*

\* \*

La première Commission chargée de présenter à la Chambre ces propositions avait pour rapporteur M. Alfred GIRARD qui devait jouer dans l'élaboration de la Loi, un rôle de premier plan (1). Le rapport fit la discrimination qui était évidente : M. MARTIN-NADAUD prenait les articles 1382 et suivants du Code Civil pour point de départ de l'innovation législative qu'il préconisait et au contraire MM. Léon PEULEVEY et Félix FAURE se plaçaient en dehors de la Législation existante et établissaient à côté une législation parallèle. D'une part, on assistait à une réforme du Droit existant, de l'autre on inaugurait un Droit nouveau dans une pensée de solidarité et d'assistance sociale. Pendant longtemps en effet les propositions de loi qui se succéderont s'efforceront d'établir, à côté de la législation de Droit

---

(1) Rapport M. GIRARD, 28 mars 1882 (annexe n° 694, J. O. du 21 avril 1882, p. 1008).

Commun basée sur les art. 1382 et suiv. une législation parallèle basée en général sur le risque et dont l'application uniforme ne le céderait qu'en des cas particuliers à la vieille législation.

Finalement l'art. 1<sup>er</sup> de la proposition de loi présentée par le rapporteur était conçu comme suit :

« *Le patron est présumé responsable. Cette présomption cesse lorsque le patron fournit la preuve ou que l'accident est arrivé par force majeure ou cas fortuit qui ne peuvent être imputés ni à lui ni aux personnes dont il doit répondre, ou bien que l'accident a pour cause la propre imprudence de la victime* ».

On aboutissait en somme au seul renversement de la preuve tout en se plaçant sur le terrain de la Législation existante.

La Chambre qui espérait mieux manifesta aux premiers débats publics (1) son attrait pour la proposition de M. Félix FAURE qui se plaçait franchement sur le terrain nouveau du risque professionnel. Elle renvoya donc tous les projets à la Commission qui démissionna.

La nouvelle Commission ne sembla pas du tout vouloir changer d'attitude. Le rapport de MM. GIRARD et MARTIN-NADAUD (2) n'innova donc pas et reprit le système de la présomption légale pesant sur le patron pour aboutir au renversement de la preuve. C'est que les rapporteurs étaient fort embarrassés par l'accueil qu'il convenait de faire, dans un projet de loi, à l'idée de faute lourde.

« Pour la définir, disaient-ils dans leur rapport, nous n'avons point la ressource de nous en référer aux principes généraux de la responsabilité. C'est au contraire un principe général que toute faute, abstraction faite de sa gravité, contraint celui qui l'a commise à l'obligation de la réparer.

---

(1) Première délibération et renvoi à la Commission le 13 mai 1882 (Débats parlementaires J. O. du 14 mai 1882).

(2) Annexe n° 2634, J. O. des 25 et 26 mars 1884, p. 250.

« Pour retrouver trace de la faute lourde, force nous  
« est de remonter jusqu'aux disputes scolastiques de  
« notre Ancien Droit et, parvenus là, d'exhumer le  
« système de la division tripartite des fautes que quel-  
« ques-uns de nos vieux commentateurs avaient édifié  
« de toutes pièces, par une interprétation erronée d'un  
« petit nombre de fragments, d'ailleurs tronqués, des  
« lois romaines.

« Quant à la faute délictuelle ou quasi délictuelle, à  
« aucune époque, ni en droit romain (1), ni dans notre  
« ancien droit (2), ni dans notre droit moderne (3), on  
« ne l'a soumise à ces dispositions. Elle existe ou elle  
« n'existe pas. Il n'y a pas ici de terme moyen. Et quand  
« elle existe, toujours elle implique responsabilité.

« S'il en est ainsi, cette faute lourde que sans la défi-  
« nir on appelle pour la première fois à régler les consé-  
« quences civiles des délits ou quasi-délits, à quels  
« signes caractéristiques la découvrira-t-on ? »

Dans son impuissance à caractériser la faute lourde, la Commission préférerait donc s'en tenir au système de l'article 1382 avec renversement de la preuve au profit de l'ouvrier. Nous constatons ainsi qu'après quatre ans la nouvelle législation n'avait marqué aucun progrès sur la première proposition de M. MARTIN-NADAUD...

La thèse de la Commission fut présentée à la Chambre le 20 octobre 1884 (4) et malgré l'intervention de M. PEULEVEY qui aurait désiré faire consacrer le prin-

---

(1) « *In lege Aquilia et levissima culpa venit* » (L. 44 ff. *Ad. leg. Aquil.*).

(2) Toutes les pertes, tous les dommages qui peuvent arriver par le fait de quelque personne, soit imprudence, légèreté, ignorance de ce qu'on doit savoir, ou autres fautes semblables, si légères qu'elles puissent être, doivent être réparées par celui dont l'imprudence ou autre faute y a donné lieu. C'est un tort qu'il a fait, quand même il n'aurait pas l'intention de nuire (Domat, Livre 2, titre 8, section 4).

(3) Rapport de Bertrand de Greuille au Tribunat, dans la séance du 16 pluviôse, an 12 (6 février 1801). Loqué, Législation civile, C<sup>1</sup>e t. 12, p. 40, n° 9).

(4) Suite de la première délibération et adoption des 20, 21 et 23 octobre 1884.

cipe du risque professionnel avec toutefois l'exclusion de la faute lourde, la Chambre des Députés adopta par 313 voix contre 33 l'article 1<sup>er</sup> du futur projet de loi :

« *Le chef d'entreprise est présumé responsable...*  
« *Cette présomption cesse lorsqu'il fournit la preuve*  
« *ou bien que l'accident est arrivé par force majeure*  
« *ou cas fortuit qui ne peuvent être imputés ni à lui*  
« *ni aux personnes dont il doit répondre, ou bien que*  
« *l'accident a pour cause exclusive la propre impru-*  
« *dence de la victime* ».

La troisième Législature s'achevait donc sur l'échec complet des partisans du risque professionnel avec recours subsidiaire au Droit Commun pour raison de faute lourde. La conception qui triomphait était la plus paresseuse : celle qui conservait le Droit Commun pur et simple avec renversement de la preuve.

\*  
\* \*

La quatrième Législature, comme il fallait s'y attendre, vit un effort considérable des partisans du risque professionnel. L'une des premières propositions fut celle de MM. de MUN et FREPPEL (1) qui posaient d'une façon absolue et très large le principe avec ses conséquences forfaitaires : « La théorie du risque professionnel, disaient-ils, nous semble juste et nous ne faisons pas de difficulté d'en accepter les conséquences. Nous pensons même qu'il convient d'élargir la mesure et de toujours allouer une indemnité à l'ouvrier lorsque l'accident est dû à un cas fortuit ou de force majeure, à la négligence et à l'imprudence légères de la victime ».

Cette proposition de loi partageait les accidents en trois catégories dont la troisième comprenait : « *ceux*  
« *provenant d'une faute grave, de l'état d'ivresse ou*  
« *d'un acte délictuel ou criminel de l'ouvrier. Les acci-*

---

(1) Annexe n° 391, J. O. des 27 et 28 juillet 1886, p. 891.

*« dents de la troisième catégorie ne donnant lieu ni à « pension ni à indemnité ».*

Plus vigoureuse encore une nouvelle proposition de M. Félix FAURE (1) qui était le tenant du risque professionnel intégral — y compris la faute lourde — duquel il excluait seulement la faute intentionnelle, en vertu de cet axiome juridique que la fraude fait exception à toutes les règles.

Cette thèse excessive fut enregistrée par la Commission que présidait M. DUCHE et qui comprenait dans son sein des représentants de tous les systèmes comme MM. MARTIN-NADAUD, RICARD et Albert de MUN.

Les esprits avaient évolué et acceptaient dans son principe le risque professionnel. Pour M. DUCHE, il découlait tout naturellement des conditions spéciales de la grande industrie. Le risque professionnel, c'était le cas fortuit ou de force majeure se produisant dans des entreprises où des forces élémentaires formidables sont enchaînées au service de l'homme, mais toujours prêtes à manifester leur aveugle puissance (2).

L'art. 1<sup>er</sup> du projet de la Commission accordait donc une indemnité lors de tout accident « sauf le cas où la « victime aurait volontairement provoqué l'accident, « parce qu'alors le fait des choses lui-même ne peut « plus être invoqué ».

Mais comme l'accident peut reconnaître pour cause immédiate non seulement le fait des choses, lequel existe dans tous les cas mais encore le fait des personnes et qu'il ne convient pas que le sentiment de responsabilité personnelle de l'ouvrier dans son travail disparaisse entièrement, il parut nécessaire à la Commission de laisser le montant de l'indemnité varier d'un minima à un maxima suivant la part de l'ouvrier

---

(1) Annexe n° 884, J. O. du 8 janvier 1887, p. 147.

(2) Rapport DUCHE, annexe n° 2.150, J. O. des 15, 18, 19 décembre 1887, p. 386. Nouvelle rédaction proposée par la Commission et présentée par M. RICARD, le 15 mai 1888, à la suite du décès de M. DUCHE.

ou du patron, ou des deux, fixée par le juge. La Jurisprudence d'ailleurs avait établi cette distinction en admettant la responsabilité simultanée du chef d'entreprise et de l'ouvrier.

L'article 9 du projet prévoyait en cas de condamnation pénale du patron le retour au Droit Commun en faveur de l'ouvrier.

Le rapport DUCHE qui adoptait donc le risque professionnel intégral avec ce correctif que la faute, quelle qu'elle soit, serait appréciée par le juge, fut accueilli par la Chambre (1) au milieu de la plus vive effervescence.

De nombreuses protestations s'élevèrent des rangs de ceux qui, non seulement restaient réfractaires au principe nouveau du risque professionnel, mais surtout ne pouvaient admettre que la responsabilité personnelle de l'ouvrier ou du patron, en cas de faute lourde prouvée exerçât une influence négligeable sur le montant de la réparation.

M. CAMESCASSE fut le grand orateur de l'opposition. Nous croyons intéressant de reproduire un passage de son intervention. C'est naturellement l'objection de la faute lourde qu'il soulève :

« Cette théorie (du forfait) a le grand inconvénient  
« de tuer chez les uns et chez les autres le principe de  
« la responsabilité de la personne humaine et par  
« conséquent de la dignité humaine. Nous sommes  
« obligé, dans une certaine mesure, de tenir compte des  
« facultés de chacun, du degré de sagesse, de pré-  
« voyance, d'expérience de chaque homme. Il n'est pas  
« possible de mettre sur le même pied l'ouvrier impru-  
« dent, téméraire, et l'ouvrier expérimenté, sage ; il  
« n'est pas possible de mettre sur la même ligne le  
« patron qui a fait tout ce qu'il a pu pour mettre ses

---

(1) 1<sup>re</sup> Délibération les 17, 18, 19, 22, 24, 26, 28, 29 mai 1888. —  
2<sup>e</sup> Délibération : 21, 23, 25, 26, 28, 30 juin — 2, 5, 7, 10 juillet 1888. —  
Adoption le 10 juillet 1888.

« ouvriers à l'abri des accidents et le patron qui, par  
« son laisser-aller, aura pu les y amener au moins  
« indirectement. Il faut donc tempérer le principe de la  
« loi. Si on appliquait trop brutalement la loi, on arri-  
« verait à tuer chez l'homme tout esprit de prudence  
« et de prévoyance ».

A cette thèse, Albert de MUN répliqua aussitôt en déclarant qu'il ne lui semblait pas opportun de faire intervenir dans la loi la culpabilité du patron ou celle de l'ouvrier ; qu'en un mot, la voie du progrès qui était ouverte permettait d'envisager le problème non pas seulement comme une évolution industrielle, mais comme une évolution sociale. C'est pourquoi Albert de MUN, et de bons esprits avec lui, adoptaient le système du risque professionnel intégral.

« Il ne s'agit pas ici, disait l'éloquent orateur, de  
« culpabilité ni de preuve à faire contre les uns ou  
« contre les autres. La question est tout autre ; elle est  
« bien autrement large : c'est une question sociale dont  
« la solution ne peut se trouver que dans une concep-  
« tion généreuse de la situation qui est faite aux tra-  
« vailleurs par les conditions mêmes de l'industrie...  
« L'imprudence ? Elle est forcée, inévitable, elle résulte  
« du travail lui-même : l'ouvrier, une fois qu'il est au  
« travail, est exposé au péril à tout instant : il n'y  
« songe pas, il n'y peut songer ; s'il y songeait, il ne  
« l'affronterait pas. Ce que je dis de l'ouvrier, je le dis  
« du patron ; il a pris toutes les mesures nécessaires et  
« cependant l'accident arrive par un cas fortuit que  
« personne n'explique. Tous deux subissent une néces-  
« sité de l'industrie, mais c'est l'ouvrier qui est victime ;  
« il doit être protégé ».

Une conception aussi généreusement sociale du problème ne manquait pas d'attacher les sympathies à un système que des juristes considéraient comme le seul susceptible de satisfaire le but recherché.

A cette même séance du 17 mai 1888 l'argumentation d'Albert de MUN fut donc renforcée par les interven-

tions de MM. Félix FAURE et de LAMARZELLE et même de M. RICARD, rapporteur, qui reconnaissait le lendemain que « la base du système de la Commission avait été exposée en des termes très charmants et très intéressants par M. le Comte de MUN ». A la place du principe de la responsabilité causée par la faute, la Commission persistait à instituer celui de la responsabilité qui a pour base le risque professionnel.

Les craintes des défenseurs de l'article 1382 n'étaient donc pas vaines et à la séance du 19 mai, M. THELLIER DE PONCHEVILLE présentait un amendement à l'article 1<sup>er</sup>, divisant les accidents en trois catégories :

— *ceux dus à la faute lourde du patron et dont celui-ci reste responsable conformément à l'article 1382 C. Civ.*

— *ceux dus à la faute lourde de l'ouvrier et qui restent légalement à sa charge,*

— *ceux dus à toute autre cause.*

« *La preuve de la faute lourde sera à la charge de celui qui en allèguera l'existence* ».

Mais comment apprécier la nature de la faute lourde ? Voici la définition qu'en donne l'orateur : « Ce sera une « faute patente, évidente ; quand le patron, par exemple, aura commis une de ces imprudences tellement « graves qu'elles devaient fatalement entraîner un accident. C'est sinon l'intention formelle de provoquer « l'accident, ce qui sera bien rare, tout au moins une « faute tellement grave qu'elle se rapprochera de l'intention coupable, dolosive, frauduleuse ».

On le conçoit, cet amendement original bouleversait le système du risque professionnel intégral et M. Félix FAURE, au nom de la Commission, demanda à la Chambre de le repousser. Mis aux voix, l'amendement fut effectivement rejeté.

La discussion allait reprendre plus serrée sur l'amendement de M. CAMESCASSE (1) qui s'était déjà signalé par son opposition.

---

(1) Séance du 22 mai 1888

« *Il ne sera dû aucune indemnité à la victime qui  
« aurait agi dans une intention criminelle ou dont l'im-  
« prudence ou la négligence INEXCUSABLE...* »

C'est bien la première fois que la célèbre formule était prononcée.

La Commission repoussa aussitôt l'amendement par l'organe de M. JUMEL. Elle voyait en effet, dans son auteur, un adversaire du risque professionnel intégral : « Permettez-moi, disait M. JUMEL, de vous dire que le « mot « inexcusable » est un mot qui s'emploie en « matière correctionnelle et criminelle et qui ne s'em- « ploie pas dans d'autres cas. Par conséquent, votre « amendement n'améliore en aucune façon la rédac- « tion de la Commission... Si le Tribunal pense que « l'ouvrier n'est pas entièrement excusable, il peut lui « infliger deux ou trois jours de prison, ce qui, d'après « votre rédaction, suffit pour lui enlever le droit à « l'indemnité ; tandis que dans le système de la Com- « mission, pour qu'il perde ce droit, il faut que la « condamnation soit d'un mois de prison. Donc, nous « laissons une marge plus large à l'indulgence et à la « bienfaisance du juge ».

La Commission commettait elle-même une confusion en identifiant la faute lourde et la condamnation correctionnelle à plus d'un mois de prison. Elle ne concevait pas qu'on puisse invoquer une faute lourde ou inexcusable au civil, puisque, d'après elle, la faute inexcusable serait reconnue par là même qu'il y aura condamnation correctionnelle à plus d'un mois de prison : d'où privation de toute indemnité. Nous saisissons là sur le vif les contradictions inhérentes aux deux grands systèmes qui ont eu tour à tour les faveurs des deux Assemblées. En l'espèce, la Commission se déclarait partisan du risque professionnel intégral, mais elle ajoutait ce correctif que la loi ne jouait pas au profit d'un ouvrier qui, en raison de l'accident, aurait été condamné à plus d'un mois de prison. Or il était fait observer, à juste titre, qu'une condamnation à un mois

de prison pouvait être appliquée pour des faits résultant d'imprudences extrêmement légères...

Malgré cette obscurité dans la thèse de la Commission, la Chambre repoussa l'amendement de M. CAMESCASSE, nonobstant l'appui que lui avait apporté M. Frédéric PASSY dans une intervention qui précisait, selon nous, la question de la manière la plus heureuse :

« La question qui se pose est celle-ci : peut-il, doit-il y  
« avoir, indépendamment de l'intention criminelle, de  
« la volonté de faire le mal, des cas de faute tellement  
« grave, tellement lourde, qu'elle doive priver celui qui  
« s'en est rendu coupable du bénéfice de la loi que nous  
« discutons ? Je demande s'il n'y a pas des cas telle-  
« ment graves, bien qu'il n'y ait pas eu d'intention, dans  
« lesquels je ne dirai pas seulement l'imprudence, mais  
« la faute absolument inexcusable — pour reprendre  
« l'expression de M. CAMESCASSE — est tellement évi-  
« dente qu'il y a quelque chose qui choque l'équité la  
« plus vulgaire, qui doit entraîner une sorte d'aberra-  
« tion du sens moral, à ne pas tenir compte de ces cas  
« pour ceux qui s'en seront rendus coupables dans une  
« situation différente de ceux qui auront commis une  
« simple imprudence ».

La Chambre était ainsi partagée en deux camps et il était bien difficile de pronostiquer le vainqueur. Il était évident, cependant, que la thèse du risque professionnel gagnait du terrain.

Ses adversaires, au cours de la deuxième délibération (1), rouvrirent la discussion sur l'idée de faute lourde, ce nuage qui planait éternellement sur l'Assemblée. Nous reconnaissons, d'ailleurs, que la thèse du risque professionnel intégral choquait la morale et l'équité et que le débat opposait la philosophie la plus ancienne et la plus élevée au Droit nouveau. A ce point de vue, le discours de Mgr FREPPEL résume avec beaucoup de force les arguments de l'opposition : « Je dis

---

(1) Séance du 25 juin 1888.

« que dans ce pays de bon sens, de logique, de ferme  
« raison, d'honnêteté chrétienne, vous ne ferez jamais  
« accepter à la conscience publique un système qui  
« consiste à dire qu'une faute grave, une faute lourde,  
« doit être supportée exclusivement par celui qui a tout  
« fait pour la prévenir et doit profiter à celui qui l'a  
« commise. Jamais vous ne ferez admettre dans ce pays  
« une pareille énormité... La question, la vraie question  
« est de savoir si, quand un ouvrier commet une faute  
« grave, une faute lourde, sans avoir l'une de ces inten-  
« tions criminelles dont la Cour d'Assises est seule juge,  
« si dans ce cas c'est le chef d'entreprise qui seul doit  
« subir les conséquences de la faute après avoir fait tout  
« ce qui était en son pouvoir pour la prévenir. Voilà  
« ce que vous dites dans votre projet de loi, et c'est  
« pourquoi je le repousse. Il heurte de front la morale  
« et la conscience publique. »

Après huit ans de discussion, M. MARTIN-NADAUD, l'auteur de la première et modeste proposition de Loi, pouvait émettre avec désenchantement ses impressions sur la gestation pénible du projet : « Après quinze jours  
« de discussions et de fatigue, permettez-moi de vous  
« dire que je ne vois pas, en présence de nouveaux  
« amendements qui sont journellement présentés, quand  
« nous pourrons achever cette loi. Moi qui ai pris en  
« mains cette question depuis sept ou huit ans, moi qui  
« croyais qu'elle aurait pu être votée en deux ou trois  
« jours, et qui vois depuis huit ans le vote perpétuel-  
« lement ajourné... je suis fatigué, ennuyé, honteux des  
« grands discours qui se prononcent ici ».

Comme si la Chambre eut compris cet avertissement, le projet de loi fut enfin voté dans la séance du 10 juillet 1888 par 351 voix contre 78. Ses dispositions visant la faute avaient le texte suivant :

« Art. 1<sup>er</sup>. — ...*Toutefois, aucune indemnité ne sera due  
« à la victime qui aura intentionnellement provoqué  
« l'accident* ».

« Art. 13. — *La responsabilité résultant des art. 1382 et suiv. du C. Civ. est limitée dans tous les cas prévus à l'article 1<sup>er</sup> par les dispositions de la présente loi. Néanmoins cette limitation n'est pas applicable lorsqu'une condamnation pénale a été directement prononcée contre le chef d'entreprise à raison de l'accident. Les dommages-intérêts alloués à la suite de cette condamnation pourront dépasser les indemnités prévues par la présente loi, mais ne pourront se cumuler avec elles* ».

Ainsi triomphait le risque professionnel intégral. Mais il fonctionnait à sens unique, car si la Commission le professait pour l'ouvrier, elle ne l'admettait pas quand il s'agissait du patron, puisque le Droit Commun survivait à la charge de ce dernier en cas de condamnation pénale.

SENAT (1888 à 1890)

#### **VOTE DU SYSTÈME EXCLUANT LA FAUTE LOURDE DU RISQUE PROFESSIONNEL**

Le projet voté par la Chambre fut présenté au Sénat par M. LEGRAND, Ministre du Commerce et de l'Industrie, le 17 juillet 1888 (1). Ce projet, on l'a vu, mettait de plein droit à la charge du chef d'entreprise les conséquences de tous les accidents, à l'exception de ceux qui auraient été intentionnellement provoqués par la victime ; le retour au Droit Commun n'était envisagé qu'en cas de condamnation pénale de l'employeur.

La Commission du Sénat eut la sagesse d'admettre sans équivoque le principe du risque professionnel. Le rapporteur M. TOLAIN (2) admit même délibérément le risque professionnel intégral à l'exception de deux hypothèses : la faute intentionnelle de l'ouvrier et la

---

(1) Annexe n° 552, J. O. du 1<sup>er</sup> janvier 1889, p. 437.

(2) Rapport TOLAIN, 24 janvier 1889 (annexe n° 9, J. O., 14 mai et 3 juin 1889, p. 21).

condamnation correctionnelle du patron à plus de 8 jours de prison faisant présumer une incurie impardonnable.

Mais c'était ne pas compter avec la vigilance des Pères Conscrits, défenseurs de l'ordre établi par l'article 1382.

Plusieurs sénateurs tels que MM. LACOMBE, FOUCHER DE CAREIL, BÉRENGER, CORDELET, sénateur de la Sarthe, s'insurgèrent contre le texte de la Chambre que l'on osait proposer au Sénat sans grande modification (1).

Ils exprimèrent l'avis que lorsque la faute atteint certaines limites, qu'elle devient inexcusable ou lourde, il était absolument impossible que les conséquences en restent à la charge du patron. La minorité de la Commission elle-même protestait qu'elle ne pouvait accepter le dogme de l'irresponsabilité absolue de l'ouvrier et M. BÉRENGER lançait sa flèche qui fit fortune : « L'ouvrier, cause d'un accident par son imprudence pourra être poursuivi correctionnellement. Il sera condamné, mais au sortir du Tribunal correctionnel, il demandera au civil une réparation que les juges ne pourront refuser d'imposer à son patron : il sera *« condamné et pensionné »* !... »

L'opinion du Sénat était faite, tous les contre-projets furent renvoyés à la Commission.

Celle-ci passa alors d'un extrême à l'autre : après avoir essayé vainement de faire voter le risque professionnel intégral, elle présenta, docile aux injonctions de la majorité, une nouvelle rédaction de l'article 1<sup>er</sup> selon laquelle, en cas de faute lourde, l'ouvrier n'avait droit à aucune indemnité et le patron retombait sous le Droit Commun de l'article 1382.

Après quelques escarmouches sur la nature et la définition de la faute lourde que d'aucuns assimilaient au dol, le Sénat, sur un incident créé par le dépôt d'une

---

(1) Première, délibération les 8, 9, 12, 14, 19, 21, 22, 25 mars 1889. 1<sup>er</sup> avril, 1<sup>er</sup> et 2 juillet 1889 et renvoi à la Commission.

contre-proposition de M. Félix MARTIN renvoya l'ensemble du projet à la Commission qui devint démissionnaire.

Le nouveau rapporteur, M. BARDOUX (1), s'empessa d'adopter le seul article du projet, le plus important de tous, qu'avait déjà voté le Sénat :

*« Le chef d'entreprise est responsable de tout accident... à moins qu'il ne prouve que cet accident est survenu par la faute lourde de l'ouvrier ou employé.*

*« Dans le cas où l'accident serait dû à la faute lourde du chef d'entreprise ou de ses préposés, la réparation comprendra la totalité du dommage causé conformément aux articles 1382 et suivants du Code Civil.*

*« Si l'accident est dû à une imprudence ou à une négligence légère du patron ou de ses préposés ou de l'ouvrier, à un cas fortuit ou de force majeure ou si la cause est inconnue, l'indemnité est à la charge du chef d'entreprise ».*

Le vote sur l'ensemble fut acquis le 20 mai 1890 par 167 voix contre 7 (2).

Comparer ce texte avec celui qu'avait adopté la Chambre en 1888, c'est constater le désaccord profond des deux Assemblées. Tandis que la Chambre, dans sa conception du risque professionnel intégral, indemnisait la faute lourde, le Sénat la rejetait avec force pour l'abandonner aux rigueurs de l'article 1382. Le conflit était patent. Qui ferait se rejoindre les deux routes désespérément parallèles ; qui concilierait les deux thèses en apparence irréductibles ?

CHAMBRE DES DÉPUTÉS (1890-1893)

#### VOTE D'UN SYSTÈME TRANSACTIONNEL

A la suite de leur échec au Sénat, les partisans du risque professionnel intégral s'avérèrent d'une intran-

---

(1) Rapport BARDOUX du 27 janvier 1890, annexe n° 6, J. O. des 10, 17, 18, 19 mai 1890, p. 23.

(2) Suite de la première délibération les 6, 7, 13 février 1890. — Deuxième délibération les 21, 24, 25, 27 mars, 8, 12, 13, 19, 20 mai 1890. Adoption et modification le 20 mai 1890.

sigeance absolue. Devant cet état d'esprit, le rapporteur, M. RICARD (1) eut l'habileté de rejeter, à la fin du projet, toutes les dispositions ayant trait à la faute. Il pensait avec juste raison que la marche législative des deux Assemblées avait sans cesse été entravée par les controverses qu'elles avaient soulevées et qu'une fois les autres articles votés le Parlement aurait hâte d'en finir par un vote sur l'ensemble. La Commission n'abandonnait pas pour autant le concept de la faute, mais, ainsi que nous le disions, elle en reportait l'étude aux derniers articles de la loi. La loi nouvelle, déclarait le rapporteur, doit être une loi de justice, mais ne pas dégénérer en oreiller de paresse pour tous les intéressés.

Le projet de M. RICARD, dont voici le texte, se rapproche singulièrement de notre article 20 actuel :

Art. 30 du projet. — *« Aucune des indemnités déterminées par la présente loi ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident ».*

Art. 31. — *« Le Tribunal a le droit, s'il est prouvé par le patron que l'accident est dû à une faute lourde de l'ouvrier, de diminuer ou même de refuser toute pension à la victime ou à ses représentants. »*

Art. 32. — *« Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute lourde du chef d'entreprise ou de l'un de ceux qu'il a préposés à la direction ou à la surveillance des travaux, le Tribunal arbitral peut majorer les indemnités du titre premier ».*

La discussion sur le rapport RICARD s'ouvrit le 18 mai 1893 (2).

L'hostilité de la Chambre ne tarda pas à se manifester.

---

(1) Rapport RICARD, 25 février 1892, annexe n° 1926, J. O., 25, 26, 27 avril 1892, p. 301.

(2) Déclaration d'urgence, discussion et adoption : 18 mai, 3, 5, 6, 8, 10 juin 1893. Adoption avec modifications.

ter en raison de la faveur qu'elle avait toujours marquée au risque professionnel intégral et aussi des difficultés que présentaient la définition et les caractères de la faute lourde.

M. MARUEJOULS, le nouveau rapporteur et M. RICARD, devenu garde des sceaux, insistèrent alors sur le caractère transactionnel du texte de la Commission. Il fallait absolument, sous peine de demeurer dans une dualité sans issue avec le Sénat, faire des concessions à l'admission de la faute lourde que réclamait la Haute Assemblée. Et M. RICARD d'ajouter habilement que le projet de la Commission ne fait pas jouer la faute lourde pour les cas d'incapacité temporaire, c'est-à-dire pour 80 % des accidents, mais seulement pour les accidents graves. Encouragé par cette observation, M. JOURDE déposa un amendement qu'accepta la Commission et que vota la Chambre par 435 voix contre 7, suivant lequel en cas de faute lourde de l'ouvrier, le Tribunal pourrait seulement diminuer la pension de la victime, sans jamais la supprimer ainsi que le marquait le projet en discussion. C'était une concession opportune aux partisans du risque professionnel intégral.

Aussi bien, l'ensemble du projet de loi fut voté à la majorité de 510 voix contre 6.

La Chambre, grâce à la fermeté et à la souplesse du rapporteur et du Garde des Sceaux, établissait donc, en définitive, un système transactionnel entre les projets irréductiblement opposés votés par la Chambre en 1888 et par le Sénat en 1890. Le texte de 1893, qui réalisait un heureux compromis, ressemble étrangement, avons-nous souligné, à celui de l'article 20 actuel. Il fallut cependant attendre encore cinq ans pour qu'il fût consacré sans retour...

SÉNAT (1893-1895)

## VOTE du SYSTÈME EXCLUANT la FAUTE INEXCUSABLE DU RISQUE PROFESSIONNEL

Cependant rien ne laissait prévoir un tel atermolement. Le rapporteur au Sénat, M. POIRRIER (1) se félicitait même de l'accord des deux Assemblées sur le principe du risque professionnel. S'il évoquait avec mélancolie les divergences qui les avaient longtemps séparées à propos de la faute lourde, il pouvait constater aujourd'hui que la Chambre, dans son dernier vote, avait manifestement tenu compte des préoccupations légitimes du Sénat à cet égard. Le rapporteur ne faisait donc pas de difficulté pour reproduire intégralement, dans l'article 28 de son projet, le texte des articles 31 et 32 du projet qu'avait adopté la Chambre en 1893.

Tout nuage paraissait dissipé et cependant dès la première délibération (2) le Sénat ordonna le renvoi du projet à la Commission dont le Président et tous les membres démissionnèrent. Cette manœuvre, provoquée par les adversaires du risque professionnel intégral permit à l'un d'eux de déposer un amendement demandant au Sénat de revenir à son ancienne rédaction de 1890 : « *Le chef d'entreprise est responsable, à moins qu'il ne prouve que l'accident est survenu par la faute lourde de la victime* ».

M. GRIVARD justifiait ainsi son attitude : « La faute lourde est celle qui consiste dans une imprudence, dans une négligence grossière ; c'est celle que la personne la moins soigneuse, la moins intelligente, peut et doit éviter ; c'est celle qui, au moment où se produit le malheur, fait dire à ceux qui en sont témoins : mais il l'a donc fait exprès ? Il fallait qu'il fût fou ! »

« La faute lourde confine au dol ; et, au point de vue

---

(1) 3 avril 1895, annexe n° 73, J. O. 23, 26, 27 juin, 6 juillet 1895, p. 268.

(2) Première délibération : 9, 10, 11, 13 juin et renvoi à la Commission de l'amendement de M. BÉRENGER.

« des effets juridiques, elle y a toujours été assimilée.  
« Elle s'en distingue en ce que, dans le dol, il y a un élément mauvais qui est l'intention de nuire, dont la faute lourde est exempte ; or, de tout temps, les jurisconsultes ont soigneusement distingué la faute lourde de la faute ordinaire et ils y ont attaché des conséquences sur lesquelles je vous demande la permission d'ap-  
« peler un instant votre attention.

« Il serait contraire à l'ordre public qu'on pût s'affranchir de la responsabilité de ses fautes grossières, de ses fautes sans excuse.

« Il y aurait là une excitation à l'imprudence injustifiable, à la négligence inexcusable : ce serait un véritable danger social. Le Sénat avait donc raison, en 1890, de distinguer entre la faute légère et la faute  
« lourde ».

M. GRIVARD admettait d'ailleurs qu'en cas de faute lourde du patron il n'y avait pas lieu à majoration de rente, mais bien à un retour pur et simple au droit commun. C'était le système du tout ou rien. En ce qui concerne son amendement sur la faute lourde de l'ouvrier qui privait également celui-ci de toute indemnité, le rapporteur objecta que le juge placé entre la loi et sa conscience fermera les yeux sur la faute lourde et accordera l'indemnité intégrale. Au contraire, le projet de la Commission était équilibré car le magistrat aura légalement le droit de diminuer l'indemnité.

M. RICARD, garde des sceaux, appuya ces observations :

« Il y a déjà un principe fondamental sur lequel le Sénat et la Chambre des Députés sont d'accord, c'est le risque professionnel. Il en reste un second, celui de la faute lourde. Si vous vous montriez intransigeants sur ce point, si vous vouliez revenir au texte qui a été voté par vous en 1890, ce serait en quelque sorte recommencer la discussion, réintroduire par une autre porte l'art. 1382 qui a été écarté par l'adop-

« tion des premiers articles du projet en discussion. Je  
« supplie donc le Sénat de bien vouloir adopter l'art. 18  
« comme un texte transactionnel sur lequel, dans les  
« deux Assemblées, il sera possible de réunir une ma-  
« jorité ».

Le Sénat, par 170 voix contre 53, repoussa l'amendement GRIVARD et vota le texte de la Commission.

Nous rappelons que ce texte, présenté par le Rapporteur, était identique à celui qu'avait voté la Chambre en 1893. L'accord paraissait donc réalisé et le système transactionnel allait donc triompher tant à la Chambre qu'au Sénat.

Hélas, au cours de la deuxième délibération (1) un incident se produisit sous la forme d'un contre-projet présenté par M. BÉRENGER que, dans un scrutin de surprise, le Sénat adopta par 91 voix contre 76. Aussitôt la Commission présidée par M. BARDOUX démissionna. Le succès de la thèse transactionnelle fut donc sans lendemain.

Le nouveau rapporteur, M. THEVENET (2) entendait l'application du risque professionnel de la manière la plus large, sans toutefois sacrifier l'incorporation de la faute inexcusable. Voici l'exposé des motifs de la Commission :

« Nos honorables collègues de l'ancienne Commis-  
« sion n'avaient parlé de la faute lourde que dans l'ar-  
« ticle 18 de leur projet en laissant aux Tribunaux le  
« soin de fixer quand même une indemnité. Nous avons  
« pensé, au contraire, qu'il convenait de poser, dès le  
« début de la loi, ce principe que le risque profes-  
« sionnel n'existait plus avec ses conséquences lorsque l'ac-  
« cident aurait été causé par une faute lourde, soit de

---

(1) Deuxième délibération : 24, 28, 30 janvier 1896. Renvoi à la Commission et démission des membres de la Commission. Renvoi au Bureau pour la nomination d'une nouvelle Commission, le 3 février 1896.

(2) Rapport THEVENET, 2 mars 1896, annexe n° 48, J. O., 27 mai 1896, p. 118.

« la part de l'ouvrier, soit de la part du patron. L'expression « faute lourde » n'ayant pas dans notre langue judiciaire une signification très précise, et les Tribunaux pouvant qualifier ainsi de simples négligences ou des manquements aux règlements tolérés par les usages de l'atelier, nous avons pensé que la faute devait être de telle gravité qu'elle fût sans excuse et nous avons ajouté à l'article 1<sup>er</sup> ces expressions « *à moins qu'il n'y ait eu faute inexcusable* », entendant ainsi que le risque professionnel soit appliqué de la façon la plus large ».

Ce langage du rapporteur présente pour notre étude l'intérêt d'une précision de la faute inexcusable qui est d'un degré au-dessus de la faute lourde, d'une exceptionnelle gravité, à tel point que si elle est démontrée elle supprime radicalement toute indemnité. Entendu dans une acception très voisine du dol, le système de la Commission n'était pas si éloigné de celui de la Chambre, mais la difficulté qu'éludait le rapporteur était l'arbitraire auquel fatalement arriveraient les Tribunaux dans l'appréciation de cette faute inexcusable.

Le nouveau projet de loi portait :

Art. 1<sup>er</sup>. — « *Les accidents... donnent droit à une indemnité à la charge du chef d'entreprise, à moins qu'il n'y ait eu faute inexcusable de la part de l'ouvrier* ».

Art. 3. — « *Si l'accident a eu pour cause la faute inexcusable du chef d'entreprise, il n'est en rien dérogé à l'art. 1382 du Code Civil* ».

C'était revenir purement et simplement au texte de 1890, c'est-à-dire au Droit Commun en cas de faute inexcusable de l'ouvrier ou de l'employeur.

Cette régression ne fut pas goûtée par tous les sénateurs, alors surtout que la Chambre avait manifesté l'esprit le plus conciliant dans son texte de 1893.

Dans la séance du 19 mars 1896, M. BERNARD proposa un amendement sur l'article 1<sup>er</sup>, précisant qu'en

cas de faute lourde le Tribunal réduirait ou majorerait l'indemnité.

Cet amendement, qui s'inspirait du texte voté par la Chambre, fut cependant repoussé par 159 voix contre 94.

L'hésitation et les contradictions du Sénat proviennent toujours, d'ailleurs, de l'extrême difficulté à préciser la nature de la faute lourde. Sans cesse des explications sont proposées. A M. LECOMTE qui prétendait que les termes faute « *lourde* », « *grossière* », « *inexcusable* », se ressemblaient étrangement et qu'il ne fallait pas s'abandonner aux « verbalités stériles », le rapporteur, M. THEVENET, répliquait en rassurant ceux qui pensaient que la Commission n'acceptait pas le principe du risque professionnel largement compris :

« Nous avons pensé, dit-il, que l'expression de « *faute* » « *lourde* » ne traduisait pas exactement notre pensée, « qu'elle ne caractérisait pas suffisamment la faute qui « devait être commise par l'ouvrier pour que le risque « professionnel ne fût pas appliqué. Lorsque M. le Ministre du Commerce a été entendu par la Commission « dans sa séance du 26 février, il a convenu avec nous « que ces mots élargissaient le risque professionnel, bien « loin de l'amoinrir et qu'ils étaient plus précis que les « mots « *faute lourde* » employés dans la première rédaction. Il faut que la faute soit sans excuse pour que la « loi ne s'applique pas à l'ouvrier. Cela suffit amplement à rassurer tous ceux qui pensent que le risque « professionnel doit être interprété largement ».

Dans cet esprit le Sénat vota le 23 mars un texte qui indiquait qu'en cas de faute inexcusable il n'était pas dérogé à l'article 1382.

L'ensemble du projet de loi est d'ailleurs adopté par 235 voix contre 2.

En somme le Sénat revint à son texte de 1890, mais les explications données par le Rapporteur sur la nature de la faute inexcusable permettaient de penser qu'il envisageait néanmoins très compréhensivement

l'application du droit nouveau. Il est certainement regrettable que le Sénat n'ait pas considéré que ses bonnes intentions pouvaient être déformées par l'arbitraire du juge, qui pouvait ne pas classer la faute inexcusable tout près du dol, mais la rapprocher de la faute lourde et parfois même de certaines fautes légères. Où était alors le bénéfice de ce risque professionnel que l'on se vantait de vouloir appliquer largement ?

COMPROMIS ENTRE LA CHAMBRE (1897)

ET LE SENAT (1898)

L'ARTICLE 20 ACTUEL

Devant les incertitudes que laissait planer le projet du Sénat, le rapporteur à la Chambre, M. MARUEJOULS (1) proclama que la Commission ne pouvait l'accepter alors qu'il était si nettement dissemblable de celui qu'avait voté la Chambre en 1893 à une imposante majorité. Le principal élément du désaccord, c'était l'éternelle question de la faute lourde. « Nous consentons volontiers  
« disait-il, à l'appeler désormais faute inexcusable par  
« égard pour les scrupules de linguiste de nos éminents  
« collègues du Sénat, car il ne nous paraît pas que la  
« faute inexcusable ait dans le langage courant, aussi  
« bien que dans le langage judiciaire, un sens beau-  
« coup plus précis que la faute lourde ».

Aussi la Commission propose-t-elle le texte suivant :  
« *Le Tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident*  
« *est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de dimi-*  
« *nuer la pension fixée au titre I<sup>er</sup>. Lorsqu'il est prouvé*  
« *que l'accident est dû à la faute inexcusable du patron*  
« *ou de ses préposés, l'indemnité peut être majorée,*  
« *mais sans que la rente viagère ou le total des rentes*  
« *viagères allouées puisse dépasser le montant du*  
« *salaire annuel* ».

---

(1) Rapport MARUEJOULS, 7 juillet 1897 (annexe n° 2624, J. O. du 31 décembre 1897, p. 1509).

Ces dispositions sont insérées dans l'art. 21 du projet de loi.

Cet article est purement et simplement adopté dans la séance du 28 octobre 1897 et le projet dans son ensemble est voté par la Chambre par 529 voix contre 13.

La Chambre marquait donc sa fidélité au système transactionnel qu'elle avait adopté en 1893.

Devant la volonté de la Chambre, réitérée par deux fois, le Sénat ne pouvait que s'incliner sous peine de voir échouer une législation en chantier depuis 20 ans et si impatiemment attendue (1).

Il n'empêche qu'un sénateur, M. GARREAU, dépose un amendement laissant la faute inexcusable sous l'empire de l'article 1382. Les esprits qui ont heureusement évolué font mauvais accueil à ce revenant et l'amendement est repoussé par 172 voix contre 72.

Mais un scrupule retient encore M. Théodore GIRARD sur la nature de la fameuse faute inexcusable :

« Elle se rapproche, dit-il, tellement de la faute intentionnelle et du délit qu'on se demande véritablement  
« si bien souvent il sera facile d'en saisir la différence.  
« Nous n'avons qu'à ouvrir le dictionnaire de la langue  
« française et nous verrons que la faute inexcusable  
« est une faute sans excuse, une faute qui ne peut s'excuser. Or si vous êtes en présence d'une faute sans  
« excuse en vertu de quel droit et en vertu de quelle  
« logique voulez-vous que l'auteur de cette faute ait  
« droit à des dommages-intérêts ? »

C'était évidemment soulever à la dernière heure, une fois de plus, une difficulté qui avait été la pierre d'achoppement de l'admission du risque professionnel. Le Législateur n'a pas voulu prendre parti sur la nature

---

(1) Rapport THEVENET et annexé à ce rapport, 25 janvier 1898 (annexe n° 15, J. O., du 19 mai 1898, p. 55).

Première délibération, 3, 4, 7 mars 1898.

Deuxième délibération, 15, 18, 19 mars 1898.

Adoption : 19 mars 1898.

et la définition de la notion nouvelle qu'il introduisait dans notre Droit, il s'est contenté de comparaisons et d'exemples. Il était peut-être plus sage, et c'est notre avis, de laisser aux Tribunaux le soin d'appliquer une notion aussi délicate sur laquelle des juristes, pourtant avertis, n'avaient pu se mettre d'accord durant 20 ans.

Aussi bien semble-t-il inopportun de s'attarder à des discussions sans issue et le rapporteur répliqua à M. GIRARD qu'il était urgent d'en finir sur un texte d'esprit transactionnel comme celui qui était soumis au Sénat. « Nous faisons, dit-il, une part à ce passé dont « nous sommes encore imprégné et à ce redoutable « article 1382 qui vous tient tant au cœur ; nous recon- « naissons que la faute inexcusable doit être retenue, « mais nous disons que dans ce cas le Tribunal arbi- « trera ».

L'amendement de M. GIRARD fut repoussé par 196 voix contre 65.

L'ensemble du projet fut enfin adopté. Dans la navette du projet à la Chambre, celle-ci incorpora la faute inexcusable dans l'article 20 sans modifier aucunement le texte du Sénat.

M. MARUEJOULS (1) montra dans quel esprit transactionnel le Sénat avait sagement admis le texte proposé par la Chambre en 1893 et réaffirmé en 1896. Finalement, dans la séance du 26 mars 1898 l'article 20 était adopté et l'ensemble du projet mis aux voix définitivement voté par 520 voix contre zéro.

Une simple rectification matérielle au texte du projet est opérée sur l'article 20 dans la séance du 30 mars suivant :

M. LE PRÉSIDENT. — « *La dernière partie de ce texte « doit être rectifiée par la suppression du mot « via-*

---

(1) Rapport MARUEJOULS, 24 mars 1898 (annexe n° 3.160, J. O. du 11 mai 1898, p. 930.

Discussion et adoption le 26 mars 1898.

Rectification matérielle au texte de l'art. 20 le 30 mars 1898.

« gère » *introduit par erreur* ». On sait en effet que la loi n'accorde des pensions aux mineurs que jusqu'à l'âge de 16 ans.

Ainsi se terminèrent les débats longs et passionnés sur la faute lourde qui allait acquérir dans le droit civil une signification autre, sous le vocable de faute inexcusable, signification marquée par l'élévation d'un degré dans l'échelle des fautes.

\*

\* \*

Si le familier du Palais peut puiser dans les travaux Parlementaires des arguments étayant les thèses les plus contradictoires, par contre le juriste n'a pas la satisfaction d'y trouver une théorie cohérente et claire. Sans doute l'autorité des travaux préparatoires est reconnue en Jurisprudence. Mais c'est le cas de rappeler, avec M. François GENY, qu'ils ne doivent être accueillis, comme illustration du texte, et pour son interprétation intrinsèque, qu'autant que les idées qu'on y puise ont été exprimées sans contradiction notable. Une loi comme celle du 9 avril 1898 qui a été discutée à des reprises éloignées et sous des Législatures différentes peut difficilement ne pas dérouter l'interprète. Mais l'importance et la nouveauté du sujet qui suscita d'après controverses à l'époque nous ont fait consentir un large crédit aux délibérations de la volonté collective qui crée la Loi. Nous croyons avoir trouvé dans la pensée du Législateur, du moins de celui qui a définitivement mis au point la loi et l'a votée, des directives suffisamment explicites sur notre notion pour que la Jurisprudence et la doctrine aient pu laborieusement construire le critérium de la faute inexcusable dont les éléments, nous le verrons, réalisent assez les espérances législatives.

## CHAPITRE II

### Les Éléments distinctifs de la Faute inexcusable

---

Pour dégager le critérium de la faute inexcusable, nous n'avons pas la ressource de nous appuyer sur les travaux préparatoires, du moins dans l'ensemble. Nous ne pouvons cependant abandonner quelques traits significatifs qui résument la pensée du législateur, et avant d'aborder l'examen de la Jurisprudence qui va nous permettre de discerner les signes distinctifs de notre notion nous extrairons la quintessence des travaux parlementaires.

Après 40 ans d'application de la loi, la Jurisprudence doit manifestement s'accorder avec les vues des promoteurs de la nouvelle Législation ou s'en écarter. Nous verrons que l'exercice par la Cour de Cassation en 1932 de son pouvoir de contrôle sur la qualification de la faute inexcusable a mis fin de la façon la plus heureuse aux variations des Tribunaux. La doctrine de son côté a édifié un critère qui, si imparfait soit-il, a les faveurs de la Cour Suprême. Le présent chapitre consacré à la recherche d'un critérium se trouve donc divisé naturellement en plusieurs sections d'après les sources qui peuvent le déterminer.

#### SECTION I

##### *RAPPEL DES TRAVAUX PRÉPARATOIRES*

Les débats parlementaires, nous l'avons vu, ont été longs et une lumière absolument pure n'a pas jailli des discussions. La notion de « faute lourde » elle-même n'était pas bien définie au regard des délits et quasi-délits. « Cette faute lourde que, sans la définir, on appelle

« pour la première fois à régler les conséquences civiles  
« des délits et quasi-délits, à quels signes caractéristi-  
« ques la découvrira-t-on ? » (Rapport GIRARD et MAR-  
TIN-NADAUD, 16 février 1884).

Sous le bénéfice du rappel que l'expression de « *faute lourde* » revient plus souvent, lors des débats, que celle de « *faute inexcusable* » trouvée plus tardivement, nous rappellerons d'abord l'intervention de M. PEULEVEY à la séance du 20 octobre 1884 : « La responsabilité du  
« maître, dit-il, ne peut demeurer indéfinie que pour le  
« cas de faute lourde, telle que celle qui résulte d'une  
« négligence ou d'un refus d'aviser quand le danger est  
« connu ou signalé ». La connaissance du danger, voilà un des éléments du critérium.

« La caractéristique de cette faute, dira M. CAMESCASSE, c'est l'erreur grossière, l'insouciance coupable » (Séance 17 mai 1888).

Pour M. THELLIER DE PONCHEVILLE, « ce sera une faute  
« patente, évidente : quand le patron, par exemple,  
« aura commis une de ces imprudences tellement grave  
« qu'elle devait fatalement entraîner un accident. C'est,  
« sinon l'intention formelle de provoquer l'accident,  
« tout au moins une faute tellement grave qu'elle se  
« rapprochera de l'intention coupable, dolosive, frau-  
« duleuse ». (Séance du 19 mai 1888). N'est-ce pas déjà le langage que tiendra une nombreuse Jurisprudence ? La distinction qui vient d'être faite d'avec la faute intentionnelle, comme aussi le caractère volontaire de l'acte ou de l'omission qui est heureusement souligné, ne sont-ce pas là également les prémisses du critérium actuel ?

Quelques jours plus tard, M. CAMESCASSE insérait pour la première fois dans un amendement le vocable « inexcusable ». La formule fit quelque bruit, car la notion de faute inexcusable, admissible en droit pénal, paraissait déplacée dans une loi de Droit Civil. Il n'empêche qu'elle fut reprise plus tard parce que la notion de faute lourde ne satisfaisait pas pleinement les auteurs de la loi.

M. Frédéric PASSY posait à nouveau la question sur son véritable terrain : « Peut-il, doit-il y avoir, indépendamment de l'intention criminelle, de la volonté de faire le mal, des cas de faute tellement grave, tellement lourde, qu'elle doive priver celui qui s'en est rendu coupable du bénéfice de la loi que nous discutons ? »

A la séance du 9 mars 1889, M. le Sénateur LACOMBE : « Lorsque la faute atteint certaines limites, lorsqu'il s'agit soit d'une faute grossière, soit d'une faute inexcusable — vous l'appellerez comme vous voudrez — lorsqu'il s'agit de la faute lourde, il est absolument impossible que les conséquences restent à la charge du patron ».

Et M. Félix MARTIN de proposer un exemple : « La désobéissance formelle à des règlements établis par le patron et dont il ne tolère pas qu'on s'écarte, voilà évidemment la faute lourde ». Et encore : « Un mineur qui dévisse sa lampe dans l'intérieur de la mine ».

Un projet gouvernemental de M. ROCHE (annexe n° 746 J. O., 18 octobre 1890) donne le même exemple : « La faute lourde est une désobéissance sans excuse aux prescriptions formelles du patron ».

M. Paul GUIEYSSE : « La faute lourde se sent, elle peut s'apprécier dans chaque cas particulier, mais elle ne peut recevoir une définition générale ».

Parce qu'il était possible d'envisager l'arbitraire des Tribunaux, le rapport de M. POIRRIER (Sénat 3 avril 1895) s'efforce, au contraire, d'esquisser un critérium : « D'une façon générale, lisons-nous dans le rapport, nous pouvons poser ce double principe : « La faute de l'ouvrier apparaîtra toutes les fois qu'il y aura eu de sa part un manquement grave aux règles ou aux prescriptions verbales formelles. La faute lourde du patron apparaîtra toutes les fois qu'il aura gravement contrevenu aux dispositions des lois et règle-

« ments sur l'installation de son outillage et le fonctionnement de ses appareils ». Ce texte s'explique, sans doute, par l'importance attachée aux méfaits de l'outillage. Aussi M. GRIVARD demande-t-il au Sénat d'esquisser une définition plus générale : « La faute « lourde, dit-il, est celle qui consiste dans une imprudence, dans une négligence grossière ; c'est celle que « la personne la moins soigneuse, la moins intelligente « peut et doit éviter ; c'est celle qui, au moment où se « produit le malheur fait dire à ceux qui en sont « témoins : « Mais, il l'a donc fait exprès ? Il fallait « qu'il fût fou ! » On ne saurait exprimer d'une façon plus saisissante la distinction entre la faute inexcusable et le dol, celui-ci comportant l'intention de nuire dont l'autre est exempte.

La conception finale du Législateur étant d'imputer très largement aux employeurs la responsabilité issue du risque professionnel, la signification de la faute inexcusable se précisait comme une survivance rigoureusement exceptionnelle du Droit Commun. C'était bien la pensée de l'un des derniers rapporteurs au Sénat, M. THEVENET : « L'expression « faute lourde » « n'ayant pas dans notre langue judiciaire une signification très précise et les Tribunaux pouvant qualifier « ainsi de simples négligences ou des manquements aux « règlements tolérés par les usages d'ateliers, nous avons « pensé que la faute devait être de telle gravité qu'elle « fût sans excuse et nous avons ajouté à l'art. 1<sup>er</sup> ces « expressions : « A moins qu'il n'y ait eu faute inexcusable » entendant ainsi que le risque professionnel « soit appliqué de la façon la plus large ».

Nous allons voir qu'en son dernier état la Jurisprudence de la Cour de Cassation a rempli les vœux du rapporteur, mais avant, nous avons à rechercher comment la Jurisprudence qui a suivi immédiatement l'application de la loi a pris conscience de la notion nouvelle consacrée par l'art. 20.

## SECTION II

### LA JURISPRUDENCE

La Jurisprudence primitive a eu, en effet, le mérite, joint à la difficulté, d'interpréter, parmi les articles de la loi de 1898, celui qui avait soulevé les controverses les plus passionnées comme les moins décisives. Il apparaît, du dépouillement des nombreuses décisions qui se sont succédé jusqu'en 1914-1918 que les parties ont trop fréquemment soulevé l'imputation de faute inexcusable et que les Tribunaux ont également perdu de vue le caractère anormal et exceptionnel que devait avoir ce retour au Droit Commun. A cet égard, la Jurisprudence contemporaine est parvenue à une réalisation plus exacte des espérances législatives. Un moment viendra où la Cour de Cassation pourra déterminer le critérium de la faute inexcusable, alors surtout que depuis 1932 elle exerce son contrôle sur la qualification du degré de gravité de la faute.

Deux courants se sont immédiatement dessinés lors des premières applications de l'art. 20.

Un parti soutenait que la faute inexcusable était équivalente à la faute lourde. Cette opinion s'appuyait sur certains passages des travaux préparatoires et sur l'anomalie que constituait en matière de délits et quasi-délits l'appréciation de la gravité de la faute :

T. Civ. Versailles, 21-12-1899 :

« La faute inexcusable prévue par l'art. 20 est l'équivalent de la faute lourde puisque, si elle était plus grave, « elle se confondrait avec la notion intentionnelle ou cons- tituerait bien inutilement un nouveau degré de faute ». (Rec. som. 1900, n° 4.872 — T. Civ. Reims, 30-12-1904 (Gaz. Trib. 1905).

Cette opinion n'a pas prévalu et une Jurisprudence abondante a consacré la distinction de la faute lourde et de la faute inexcusable.

Il n'est pas sans intérêt de relever comment les Tribunaux Civils, puis les Cours d'Appel, ont reconnu les éléments constitutifs de la faute et de dégager leur

orientation jusqu'à ce que la Cour Suprême eût mis un terme à l'appréciation souveraine des Juges du fond.

Nous avons retenu, parmi les plus typiques :

**T. Civ. Chambéry, 11 janvier 1900 :**

« La f. i. (1) se rapproche de l'intention criminelle et ne peut consister dans la simple omission de précautions, « conséquence d'un moment d'inattention ». (Gaz. Tr. 1900).

**T. Civ. Alais, 16 janvier 1900 :**

« La loi s'est intentionnellement servie non des mots « faute lourde » mais bien de l'expression « faute inexcusable » afin de viser la faute due à une négligence, à une imprudence telles que ces dernières puissent être assimilées au dol. (Rec. s. 1900-1518) ;

**T. Civ. Château-Thierry, 17 janvier 1900 :**

« La f. i. est celle que le patron ou l'ouvrier devait éviter « s'il n'avait pas fait preuve d'une négligence ou d'une incurie en quelque sorte coupable et que tout homme soucieux de la vie de ses semblables ou de la sienne ne doit pas commettre ». (Gaz. Tr. 1900) ;

**T. Civ. Béthune, 18 janvier 1900 :**

« La f. i. n'est pas la faute lourde et grossière, mais celle qui va jusqu'à la méchanceté et le mauvais vouloir ». (Gaz. Tr. 1901) ;

**T. Civ. Aix, 19 février 1900 :**

« La f. i. découle d'un fait volontairement accompli en connaissance du danger sans qu'une utilité ou une nécessité industrielle l'explique ou le justifie. (Gaz. Tr. 1901) ;

N'est-ce pas, à plus de 30 ans de distance, le langage de la Cour de Cassation ?

**T. Civ. Dijon, 21 mars 1901 :**

« Pour qu'il y ait faute inexcusable il faut : un acte qui, sans révéler chez son auteur l'intention de provoquer l'accident, soit cependant le produit de sa libre volonté — que cet acte soit d'une gravité exceptionnelle et de nature à amener presque fatalement l'accident et qu'il ait été commis sans motif légitime, c'est-à-dire en dehors des circonstances exceptionnelles pouvant justifier, dans une certaine mesure, soit l'omission d'une précaution, soit la violation d'un règlement ». (Rec. som. 1901-5051).

---

(1) Nous désignons par l'abréviation « f. i. » la faute inexcusable.

Les caractéristiques de la faute ont ici un relief remarquable.

**T. Civ. de la Seine, 8 avril 1911 :**

« La f. i suppose de la part de son auteur un acte volontaire avec conscience du danger couru ou tout au moins une imprudence et une témérité telles qu'il ne lui fût pas possible de se méprendre sur ses conséquences ». (Villetard 1911) ;

**T. Civ. Dunkerque, 24 octobre 1912 :**

« La tolérance d'habitude et l'accoutumance au danger enlèvent à l'acte de l'ouvrier cette volonté d'omettre une précaution recommandée et d'agir avec la connaissance d'un danger certain qui pourrait constituer la f. i. ». (Rec. som. 1913, n° 2.736) ;

**T. Civ. Toulouse, 30 janvier 1913 :**

« La f. i est celle qui témoigne, de la part du patron, d'une insouciance de ses devoirs les plus élémentaires, un mépris visible de la sécurité des ouvriers et qui confine à une sorte de délit industriel commis pour ainsi dire de parti pris ». (Villetard 1913) ;

**T. Civ. Saint-Etienne, 3 mars 1913 :**

« Attendu que, suivant la doctrine, la f. i. de l'ouvrier implique chez son auteur plusieurs éléments, à savoir :  
« 1° La volonté d'agir ou d'omettre,  
« 2° La connaissance du danger pouvant résulter de l'action ou de l'omission,  
« 3° L'absence d'excuse ou de cause ;  
« 4° L'absence de nécessité ou d'utilité ». (Villetard 1915) ;

**T. Civ. Toulouse, 26 décembre 1918 :**

« En créant la f. i. l'art. 20 de la loi de 1898 a ajouté une troisième faute à la classification de faute légère et de faute lourde déjà édictée par le C. Civ. et par les art. 319 et 320 du C. Pénal. Elle consiste dans une négligence d'une gravité exceptionnelle que le patron ne commettrait pas s'il avait le moindre souci de la vie de ses ouvriers ». (Rec. som. 1919, n° 327) ;

**T. Civ. Cosne, 19 février 1923 :**

« La f. i. est celle qui suppose chez son auteur une claire conscience du danger couru et une témérité telles qu'il ne lui a pas été possible de se méprendre sur les conséquences inévitables de sa faute ; l'acte incriminé ne doit point avoir été commandé par une sorte de nécessité ou d'utilité pressantes auxquelles l'ouvrier a obéi dans une

« impulsion irréfléchie et spontanée susceptible d'altérer  
« sa claire conscience du danger ». (Cantinau, 1923 — 184);

**T. Civ. Briey, 1<sup>er</sup> février 1926 :**

« La f. i. est celle qui, en dehors de toute intention dolo-  
« sive, révèle chez son auteur la volonté d'omettre ou d'agir  
« avec connaissance d'un danger certain ». (Cantinau,  
1927 — 155);

**Voir également avec quelques variantes :**

Tr. Civ. Corbeil, 19 avril 1928 (Gaz. Tr. avril 1931) ; Tr.  
Auxerre, 20 mars 1929 (Gaz. Tr. juillet 1929) ; Tr. Civ. du  
Mans, 2-1-1930 (Villetard, avril 1930) ; Tr. Civ. Caen, 10 mars  
1930 (Cantinau 1930) ; Tr. Civ. Béthune, 6 nov. 1931 (Canti-  
niau, juillet 1932) ; Tr. Civ. Orange, 4 novembre 1932 ; Tr.  
Civ. Arras, 10 mai 1933 (Gaz. Tr., juillet 1933) ; Tr. Civ.  
Lyon, 24 juillet 1933 (D. H. 1933 - 552) ; Tr. Civ. Caen, 23 juil-  
let 1935 (Gaz. Pal., janvier 1936) ; Tr. Civ. Tours, 24 juillet  
1936 (MILOVANOVITCH c/ RAYMOND, Rec. M. G. F.) ; Tr.  
Civ. Saint-Brieuc, 17 février 1937 (Gaz. Pal., 1937) ; Tr. Civ.  
Fontainebleau, 28 avril 1937 (SOPINSKI c/ Sté MENARD,  
Recueil M. G. F.).

**Du côté des Cours d'Appel voici quelques décisions  
significatives :**

**Nancy, 14 mars 1900 :**

« La f. i. est plus qu'une faute lourde, Elle n'existe que  
« lorsque la négligence qui a causé l'accident est presque  
« volontaire et peut être considérée comme dolosive ». (Gaz. Tr. 1902) ;

**Douai, 7 novembre 1900 :**

« La f. i. est la négligence coupable et intentionnelle  
« résultant d'une volonté réfléchie et consciente, que n'au-  
« rait pas commise tout homme soucieux de la vie de ses  
« ouvriers ». (Gaz. Tr. 1902) ;

**Toulouse, 10 janvier 1901 :**

« La f. i. plus grave que la faute lourde suppose de la  
« part de son auteur un acte volontaire ou tout au moins  
« une témérité ou une imprudence telle qu'il ne fut pas  
« possible de se méprendre sur ses conséquences ». (Rec.  
som. 1901 - 2.977) ;

**Grenoble, 25 mai 1901 :**

« La f. i. s'entend de la faute lourde, aggravée de l'élé-  
« ment intentionnel portant non sur l'accident lui-même,  
« ce qui constituerait une faute délictuelle mais sur le fait  
« qui a entraîné l'accident ; en d'autres termes, de la faute

« grave qui, en dehors de toute intention dolosive révèle  
« chez son auteur la volonté d'agir ou d'omettre avec  
« connaissance d'un danger certain et qu'aucune considé-  
« ration ne peut expliquer ni excuser (Gaz. Pal., 1901);

**Caen, 6 février 1902 :**

« La f. i. est la faute plus que lourde, présentant un carac-  
« tère particulier de gravité, qu'aucune circonstance ne peut  
« atténuer ni excuser ». (Rec. som. 1902-1615);

**Pau, 27 mars 1903 :**

« La f. i. est celle qui, en dehors de toute intention dolo-  
« sive révèle chez son auteur la connaissance d'un danger  
« auquel il exposera autrui ». (Gaz. Tr. 1903);

**Rouen, 13 août 1903 :**

« La f. i., laquelle doit être plus que lourde, et pour ainsi  
dire assimilable au dol ». (Gaz. Tr. 1905);

**Paris, 26 mars 1904 :**

« La f. i. est la faute exceptionnelle, plus que lourde, en  
« quelque sorte coupable, qui se rapproche de l'intention  
« criminelle ». (Rec. som. 1906 - 3.031);

**Limoges, 27 juillet 1905 :**

« La f. i. existe toutes les fois que l'on se trouve en pré-  
« sence d'une faute, d'une négligence ou d'une imprudence  
« d'une gravité exceptionnelle que ne peut atténuer ni une  
« nécessité impérieuse, ni l'ignorance des conséquences  
« qu'elle pouvait entraîner ». (Rec. som. 1906 - 1.613);

**Riom, 28 juillet 1910 :**

« La f. i. implique une omission d'une gravité excep-  
« tionnelle, accomplie en connaissance du danger, au mépris  
« d'instructions impératives ». (Rec. som. 1910 - 5.229);

**Dans le même sens, consulter également :**

Lyon, 11 nov. 1910 (Rec. s. 1911 - 3.715); Paris, 27 déc.  
1910 (Villetard 1911); Bordeaux, 4 déc. 1911 (Villetard  
1911); Bordeaux, 2 avril 1919 (Rec. s. 1920 - 848); Nancy,  
24 déc. 1920 (Cantiniau 1920 - 63); Lyon, 23 juin 1921 (Rec.  
s. 1921 - 3.129); Lyon, 21 juin 1922 (Villetard 1922 - 331);  
Riom, 5 juillet 1924 (Cantiniau 1924 - 297); Toulouse, 2 fév.  
1925 (Rec. s. 1925 - 2.056); Poitiers, 1<sup>er</sup> avril 1925 (Gaz. Tr.  
18-5-1925); Douai, 10 nov. 1925 (Rec. s. 1926 - 491); Paris,  
3 mai 1926 (Gaz. Tr. 17 sept. 1926); Dijon, 23 nov. 1926 (D. H.  
1927 - 6); Aix, 22 déc. 1926 (Villetard, avril-mai 1927);  
Dijon, 27 déc. 1926 (Rec. s. 1927 - 1.326); Dijon, 20 oct. 1927,  
Villetard, janv.-fév. 1928); Lyon, 24 oct. 1927 (Cantiniau  
1927-28); Lyon, 28 nov. 1927 (Gaz. Tr. 20 mai 1928) Douai,

15 déc. 1927 (Cantiniau 1927-28); Dijon, 8 mai 1928 (Dalloz 15-11-1928); Nancy, 25 juillet 1928 (Rec. s., août 1929); Lyon, 14 mars 1929 (Gaz. Pal. 30-12-1929); Caen, 3 juin 1929 (Rev. Gén. des Ass. Terrestres, janv.-fév. 1930); Rennes, 22 juillet 1929 (Gaz. Palais 11-10-1929); Toulouse, 22 juillet 1929 (Cantiniau 1929-30); Lyon, 2 déc. 1929 (R. H. Dalloz, 6-3-1930); Lyon, 6 janv. 1930 (Gaz. Pal. 11-1-1931); Dijon, 4 mars 1930 (R. S. juillet 1930); Angers, 21 mai 1930 (Villetard, juin 1930); Paris, 25 juillet 1930 (Gaz. Tr. 8 mars 1931); Dijon, 20 janv. 1931 (Rev. Gén. des Ass. Terr. 1931 - 645); Bordeaux, 28 janv. 1931 (Gaz. Pal. 9-10-1931); Lyon, 17 juin 1931 (Gaz. Pal. 23-11-1932); Riom, 22 oct. 1931 (Gaz. Pal. 9-3-1933); Riom, 5 nov. 1931 (Cantiniau, fév. 1932); Douai, 14 mars 1932 (Gaz. Palais, mars 1933 - 3); Angers, 16 mars 1932 (Rev. des Ass. Terr. 1932 - 894); Caen, 23 nov. 1932 (Rec. som., nov. 1933 - 657); Douai, 22 mars 1933 (Gaz. Palais 17-1-1934); Rennes, 18 mai 1933 (Gaz. Pal. 23-10-1934); Paris, 19 nov. 1934 (Villetard, fév. 35 - 73); Amiens, 5 nov. 1935 (Cantiniau, juin 1936, p. 243); Amiens, 27 mars 1936 (Cantiniau, juin 1936, p. 263); Paris, 30 nov. 1936 (Villetard, mai 1937); Rouen, 14 janv. 1937 (Villetard, juillet 1937).

Nous n'avons cité que les décisions les plus caractéristiques des Tribunaux et des Cours sur la définition de la faute inexcusable se rapprochant le plus, à notre sens, de l'esprit de la loi. Mais nombreuses aussi sont celles qui ont tranché la question sans éclat et dont il est bien difficile de percevoir le sentiment. Au surplus, les décisions qui nous ont paru poser heureusement les principes ne les ont pas toujours appliqués avec un égal bonheur aux multiples circonstances génératrices de faute inexcusable que nous étudierons dans le prochain chapitre. Nous avons seulement voulu retenir l'intérêt qu'offre la Jurisprudence primitive pour la formation d'un critérium.

Les Cours d'Appel ont d'ailleurs élevé un barrage beaucoup plus cohérent et restrictif que celui des Tribunaux. C'était d'autant plus utile que la Cour de Cassation elle-même reconnaissait la pleine liberté des Juges du fond. Sans doute craignait-on que la Cour Suprême ne jouât inutilement le rôle d'une troisième juridiction en appréciant à nouveau les faits sous couleur de leur

donner une qualification légale. Et cependant l'utilité d'un contrôle était à notre avis nécessaire, comme le seul moyen de relever les erreurs que pouvaient commettre les juridictions du second degré qui prenaient soin de motiver vraiment *en fait* leurs décisions.

L'intervention de la Cour de Cassation ne pouvait que faire cesser l'incertitude du droit et uniformiser les solutions. Le contrôle pouvait d'autant mieux être accueilli que, depuis de nombreuses années, la Cour Suprême l'exerçait sur la qualification de la faute en général. Une regrettable exception abandonnait tout à fait aux Juges du fond l'appréciation de la faute inexcusable de la loi de 1898. Nous allons suivre cette évolution de la Cour de Cassation qui nous mènera à la construction du critérium.

### SECTION III

#### LE CONTROLE DE LA COUR DE CASSATION SUR LA QUALIFICATION DE FAUTE INEXCUSABLE

Le pouvoir de la Cour de Cassation est notamment limité par l'interdiction de statuer sur un moyen de fait, ce qui pose le problème de la distinction du *fait* et du *droit* (1).

Le Juge du fond est souverain pour constater l'existence matérielle des faits allégués. Il doit ensuite les apprécier, c'est-à-dire leur donner une qualification légale. La question est de savoir si cette qualification tombe sous le contrôle de la Cour de Cassation.

M. MARTY a montré, dans sa thèse, l'évolution de la Cour Suprême depuis un demi-siècle environ. A l'heure actuelle, en règle générale, les Juges du fond constatent souverainement les faits de la cause, mais ne les apprécient que sous le contrôle de la Cour de Cassation.

En matière de *dol*, proposée ici comme exemple, la

---

(1) Gabriel MARTY. — La Distinction du Fait et du Droit. — Thèse Toulouse, 1929.

Chambre des Requêtes a longtemps manifesté sa volonté d'exclure le contrôle. C'est seulement à la fin du xix<sup>e</sup> siècle que la Chambre Civile a fait la distinction du fait dont l'appréciation appartient souverainement aux Juges du fond et du droit qui est la qualification du fait, sujette à contrôle. Plus tard, par un arrêt de Cassation du 4 Novembre 1913 elle a posé rigoureusement le principe de son contrôle en déclarant « qu'il appartient à la Cour de Cassation d'exercer son contrôle sur le caractère légal de ces faits, c'est-à-dire si les moyens employés par l'une des parties doivent ou non être qualifiés de manœuvres illicites ».

Si la Cour de Cassation a eu quelque peine à dégager son véritable rôle à l'occasion d'une notion telle que le dol, définie par le Code Civil en son art. 1116, on conçoit les difficultés qu'elle a rencontrées dans l'extension de son contrôle à la *faute* qui fournit l'exemple d'une notion qui n'est pas définie par l'art. 1382 et qui paraît, au surplus, difficilement susceptible d'une définition a priori.

La même évolution a marqué cependant l'emprise du contrôle de la Cour de Cassation sur la faute. Pendant la première moitié du xix<sup>e</sup> siècle, les juges du fond ont apprécié souverainement les faits constitutifs de la faute et du préjudice. C'est par l'arrêt du 15 avril 1873 que la Chambre Civile inaugure son contrôle. Depuis lors elle a toujours maintenu sa jurisprudence en posant le principe « que la qualification légale des faits est « soumise au contrôle de la Cour de Cassation, à « laquelle il appartient de vérifier si, en droit, ils consistent en une faute ». Plus tardivement, la Chambre des Requêtes fit sienne cette jurisprudence (Req. 16 avril 1920, Gaz. Pal., 1920-2-23 — Crim. 7 décembre 1929, Gaz. Pal. 1930-1-77 — Crim. 21 février 1931, Gaz. Pal. 1931-1-70 — Civ. 17 novembre 1936, Gaz. Trib. 1937-1-18).

Il est important d'observer que la Cour de Cassation n'a pas borné son pouvoir à la qualification de la faute,

mais encore l'a étendu au *degré de gravité* que celle-ci peut présenter.

Sur ce contrôle de la gravité de la faute, la jurisprudence a longtemps hésité. De nombreux arrêts ont d'abord été favorables à l'appréciation souveraine. (Req. 18 avril 1882, Sirey 1882-1-245 — Req. 26 avril 1887, Sirey 87-1-471). Par un arrêt du 13 janvier 1892 (Dall. 1892-1-157) la Chambre Civile a nettement posé le principe du contrôle : « Attendu que cette résistance aux injonctions de ses chefs, que le jugement qualifie lui-même d'acte d'insubordination, constituait une faute dont la Cour de Cassation a le pouvoir de déterminer le caractère et qu'elle doit être qualifiée de faute grave ». De nombreux arrêts plus récents ont confirmé ce droit de contrôle sur le caractère de gravité attribué à une faute (notamment Cass. Civ. 15 janvier 1929, Gaz. Pal. 1929-1-492) : « Attendu que l'arrêt attaqué se bornant à déclarer que la police faite pour tous risques, sans autre précision, couvrirait même la faute de l'assuré, sans indiquer les éléments nécessaires pour apprécier le degré de gravité de cette faute afin de permettre à la Cour de Cassation d'exercer son contrôle, n'a pas donné une base légale à sa décision ».

Par contre, avons-nous déjà remarqué, jusqu'à l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 22 février 1932, et par une solution peu logique, la Cour abandonnait aux juges du fond l'appréciation du *caractère inexcusable de la faute en matière d'accident du travail*.

Notamment :

Civ. 21 janvier 1903, D. P. 1903-1-405 — Civ. 8 juillet 1903, D. P. 1903-1-570. « Que ledit arrêt déclare qu'eu égard aux « circonstances de la cause, la faute de ces deux agents est « inexcusable ; que son appréciation à cet égard est sou- « veraine et échappe au contrôle de la Cour de Cassa- « tion » ; Cass. Req. 9-3-1904 (Rev. Jud. des A. T. 1904).

Req. 2 août 1904 (Gaz. Trib. 1905) : « Attendu que si les « juges, appréciant la faute commise par la victime, déclaraient que tous les éléments de la faute inexcusable se « trouvent réunis dans la circonstance, ils peuvent déduire

« de cette constatation et appréciation souveraine du fait, « qu'il y a lieu de diminuer le chiffre de la pension » ; Cass. Civ. 31-7-1906 (Rec. Som. 1908-3089).

Req. 8 février 1908 (Dalloz 1910-1-314); Req. 15-7-1908 Rec. Som. 1908-5888); Civ. 23 avril 1912 (Dalloz, 1913-5-13); Req. 17-2-1914 (Villetard 1914); Req. 8 janvier 1918 (D. P. 1921-1-81); Req. 26 janvier 1927 (Rev. Gén. des A. T. 1927, p. 298) : « Les juges du fond usent de leur pouvoir souverain d'appréciation en admettant la faute inexcusable » ; Req. 9 mai 1927 (Villetard, juin 1927); Req. 8 janvier 1929 (Cantinau 1929); Cass. req. 15 juin 1931 (Villetard, nov. 1931).

L'importance de la question avait passé inaperçue lors de la discussion de la loi de 1898 au Parlement. Cette omission s'expliquait suffisamment par le pouvoir souverain que la Cour de Cassation reconnaissait elle-même aux juges du fond. Un motif supplémentaire pouvait être invoqué, celui d'une procédure peu diligente et onéreuse. C'est en effet la raison qui apparut au Sénat, lors de l'unique intervention d'un sénateur sur la question.

M. VOLLAND : « Je suis très frappé de ce fait que une fois que le juge aura déclaré l'existence d'une faute lourde, les droits les plus graves de la victime peuvent être compromis. Voilà une simple déclaration du juge dans laquelle il ne prend pas le soin de nous dire en quoi consiste à ses yeux la faute lourde : cette simple déclaration de juge va changer le droit pour l'ouvrier.

« Cela me paraît d'autant plus grave que quand le juge aura déclaré qu'il y a faute lourde, il y aura un jugement en fait qui, comme tout jugement en fait, échappera au recours en cassation.

« De ce fait, l'ouvrier sera privé du droit si précieux de recours en cassation. J'ai donc, pour corriger ce défaut, l'honneur de présenter l'amendement suivant :

« Le Tribunal sera tenu, dans les considérants du jugement, lequel pourra toujours être soumis à la Cour de Cassation, d'analyser les éléments de la faute lourde... » (*Mouvements divers*).

M. BLATIER (ironiquement). — « C'est pour diminuer les frais... »

LE SÉNAT (impatience). — Aux voix, aux voix ! !...

*L'important arrêt de la Chambre des Requêtes du 22 février 1932* (Rev. Gén. des Assur. Terr. 1932, p. 360) intervenu pour la première fois en matière de faute inexcusable a permis de relier la matière des accidents du travail au grand courant de contrôle que la Cour avait dégagé sur la notion de faute et de ses degrés de gravité. Jusqu'alors la Cour de Cassation, avons-nous vu, reconnaissait aux Juges du fond un pouvoir souverain d'appréciation dans chaque espèce pour savoir s'il y avait ou non faute inexcusable et se retranchait toujours derrière les constatations de fait pour se refuser au moindre contrôle.

Cet arrêt se distingue des précédents en ce que pour rejeter le pourvoi il ne s'abrite pas derrière la formule rituelle du pouvoir souverain d'appréciation des Juges du fond. Après avoir rappelé les motifs de l'arrêt attaqué, il les déclare légalement justifiés et décide en les examinant que les éléments de la faute incriminée ne constituaient pas une faute inexcusable. En cela consiste le revirement de la Cour de Cassation. Voici le texte intégral de l'Arrêt :

« LA COUR. — Sur le moyen unique de la violation des  
« art. 20 de la loi du 9 avril 1898 et 7 de la loi du 20 avril  
« 1810 pour défaut de motifs et manque de base légale ; --  
« Attendu que l'arrêt attaqué constate que le 24 juillet 1928,  
« JACQUIN, sous-gouverneur au service de la Société des  
« Houillères de Saint-Etienne, ordonna à des ouvriers  
« mineurs de déboucher par le bas un plan incliné obstrué  
« depuis la veille et sur lequel s'était accumulée une masse  
« d'eau boueuse ; que la poche d'eau s'étant effondrée pen-  
« dant ce travail, JACQUIN et GISCLON, l'un des ouvriers,  
« furent submergés et ne purent être retirés vivants ; —  
« Attendu que le pourvoi fait grief à l'arrêt attaqué d'avoir  
« refusé de retenir contre le chef d'entreprise, qui s'était  
« substitué JACQUIN, la faute inexcusable résultant des  
« circonstances de l'accident et de nature à motiver au pro-  
« fit de la veuve GISCLON et de ses enfants mineurs, la

« majoration de rente prévue par l'art. 20 de la loi du 9 avril  
« 1898 sous prétexte que l'élément intentionnel, constitutif  
« de cette faute, faisait défaut ; — Mais attendu que, tant  
« par ses motifs propres que par ceux des premiers juges  
« qu'elle adoptait, la Cour de Lyon a déduit des divers élé-  
« ments de fait qu'elle analyse, que « quelque graves  
« qu'aient pu être l'imprudence et la témérité de JACQUIN »,  
« lequel avait prescrit le travail de sa propre initiative et  
« par suite de la nécessité d'éviter l'inondation des gale-  
« ries, la faute qui lui était imputée ne revêtait pas le  
« caractère d'une faute d'une gravité exceptionnelle, équi-  
« valente au dol, et commise sciemment, étant donné qu'il  
« ignorait manifestement le danger auquel il s'exposait  
« avec ses ouvriers ; d'où il suit qu'abstraction faite de  
« motifs surabondants critiqués par le pourvoi, la Cour  
« d'Appel, dont l'arrêt est motivé, a légalement justifié sa  
« décision ;

« PAR CES MOTIFS, rejette. »

L'analyse de l'arrêt fait ressortir :

1° *que la faute inexcusable ne se confond pas avec la faute intentionnelle (solution non douteuse) ;*

2° *que, par nature, elle est une faute d'une gravité exceptionnelle, équivalente au dol (et donc plus que la faute lourde) ;*

3° *qu'elle exige : a) la conscience du danger ; b) l'absence de toute excuse (en l'espèce le caractère indispensable du travail à exécuter).*

La Cour s'est trouvée ainsi amenée à déterminer elle-même les éléments constitutifs de la faute inexcusable et à préparer une définition aussi rigoureuse que possible de cette faute.

Les raisons du contrôle sont pertinemment mises en valeur par M. ROUAST dans une note parue au *Dalloz* sous l'arrêt précité (D. P. 1932-1-25) : « La réapparition  
« de la notion de faute dans un système de responsa-  
« bilité fondé sur le risque, est une anomalie. Elle ne  
« peut être admise qu'avec beaucoup de prudence, sous  
« peine de voir tout le système s'écrouler. Qu'un Tri-  
« bunal vienne à décider qu'une simple imprudence de  
« la victime constitue une faute inexcusable et c'est

« l'idée fondamentale de la loi qui est atteinte : La  
« garantie que le Législateur a voulu étendre aux fautes  
« commises par les victimes disparaît. Inversement,  
« que ce même Tribunal décide avec une extrême faci-  
« lité, que la moindre négligence du chef d'entreprise  
« est une faute inexcusable, et c'est le principe du for-  
« fait qui disparaît pratiquement pour faire place à  
« une responsabilité intégrale, toutes les fois qu'il y a  
« faute patronale prouvée. Le seul moyen d'éviter ces  
« déviations est de délimiter nettement et étroitement  
« le domaine de la faute inexcusable et, pour cela, de  
« la distinguer de la faute simple et même de la faute  
« lourde. C'est dire que la qualification de la faute est  
« un élément essentiel de l'application de la loi et, par  
« suite, qu'elle ne saurait être abandonnée aux appré-  
« ciations variables des Juges du fond. La Cour de Cas-  
« sation doit à sa mission d'exercer son contrôle sur ce  
« point et on peut être étonné qu'elle ne l'ait pas com-  
« pris plus tôt ».

Plusieurs autres arrêts ont manifesté la volonté de la Cour de Cassation de continuer à exercer un contrôle sur les éléments de la faute inexcusable conformément à l'arrêt inaugural du 22 février 1932 et contrairement, avons-nous rappelé, à toute la Jurisprudence antérieure.

Nous mentionnons ces arrêts pour mémoire. La qualification qu'ils attribuent à la faute inexcusable est celle que dégage l'arrêt de principe de 1932 :

Cass. Req. 3 mai 1932 (Rev. Gén. des Assur. Terr. 1932-597). — Cass. Req. 21 juillet 1932 (Rev. Gén. des Assur. Terr. 1932-1063). — Cass. Civ. 24 mai 1933 (LABBE c/ NES-TIER et C<sup>o</sup> « MUTUELLE GÉNÉRALE FRANÇAISE »). — Cass. Req. 15 janvier 1934 (Gaz. Trib. 30 mars 1934). — Cass. Civ. 19 mars 1934 (Gaz. Pal. 13 mai 1934). — Cass. Civ. 26 mars 1934 (GASTON c/ BONHOMMÉ et la « MUTUELLE GÉNÉRALE FRANÇAISE », Gaz. Pal. 13 mai 1934). — Cass. Req. 4 juin 1934 (Villetard, août 1934-261). — Cass. Req. 27 mai 1935 (Villetard, août 1935-309). — Cass. Req. 28 octobre 1935 (Rev. Gén. des Assur. Terr., mars 1936). — Cass.

Req. 5 novembre 1935 (Rev. Gén. des Assur. Terr., mars 1936). — Cass. Civ. 12 novembre 1935 (Rev. Gén. des Assur. Terr. mars 1936). — Cass. Req. 25 novembre 1935 (Villetard, février 1936) — Cass. Req. 26 octobre 1936 (Villetard, janvier 1937, DEVEYRE c/ L'URBAINE et SEINE). — Cass. Req. 26 octobre 1936 (PHILIBERT c/ SOCIÉTÉ DES MINES DE LA LOIRE, Villetard, janvier 1937). — Cass. Req. 27 janvier 1937 (Villetard, avril 1937). — Cass. Req. 19 avril 1937 (Villetard, juin 1937). — Cass. Civ. 4 mai 1937 (Villetard, juillet 1937) Cassation d'un arrêt de la Cour de Douai, en date du 24 mai 1933 qui avait écarté la faute inexcusable du substitué au patron.

### La Cour donne ici une définition littérale :

« La faute inexcusable de l'employeur ou de ses préposés  
« est une faute d'une exceptionnelle gravité, eu égard à la  
« conscience que son auteur devait avoir du danger résultant  
« tant de son acte ou de son omission ; que si une condamnation correctionnelle ne saurait à elle seule établir l'existence d'une faute inexcusable, la faute commise par le  
« contremaître n'en dérivait pas moins d'une omission  
« dont l'extrême danger n'avait pu lui échapper ».

\*

\* \*

## SECTION IV

### *L'ESSAI D'UN CRITERE EN DOCTRINE*

Est-il enfin possible, malgré les vicissitudes de l'art. 20 au cours des travaux préparatoires, de recueillir, dans le développement d'une nombreuse jurisprudence, subordonnée maintenant au contrôle de la Cour de Cassation, les éléments constitutifs de la notion de faute inexcusable ? C'est notre dernière tâche de faire la critique du critérium retenu par la Cour de Cassation et de donner à la doctrine la place qui lui revient et que nous avons ajournée jusqu'alors.

Nous rechercherons le rang occupé par la faute inexcusable dans l'échelle des fautes et ensuite les éléments fonciers qui la caractérisent.

§ 1. — Rang de la faute inexcusable  
dans l'échelle des fautes.

La loi de 1898 ne définit pas la faute inexcusable ; le droit civil l'avait ignorée ; le droit criminel emploie cette expression sans y attacher la même signification. L'art. 20 a-t-il voulu innover ou, au contraire, la faute inexcusable est-elle assimilable soit au dol, soit à la faute lourde ? Quelle est sa place dans l'échelle des fautes ?

Pour apprécier la faute inexcusable, il nous faut examiner tout d'abord la hiérarchie des fautes, la plus communément admise avant la loi de 1898. La faute contractuelle a fait l'objet d'une distinction tripartite célèbre : la faute lourde (*culpa lata*), celle que ne commet pas un homme attentionné et intelligent ; la faute légère (*culpa levis*) celle qui n'est pas commise par le père de famille diligent ; la faute très légère (*culpa levissima*) celle qui peut échapper au plus diligent. Une pareille classification qui n'offre plus guère qu'un intérêt historique n'existait pas dans la faute aquilienne qui fut à l'origine une tentative de généralisation destinée à remplacer des actions diverses contre l'auteur de certains dommages. La « *culpa levissima* » suffisait pour engager la responsabilité de l'agent ; c'est elle qui est passée dans l'art. 1382. La faute aquilienne ne connaît pas de distinction ; elle existe ou elle n'existe pas. Il n'y a pas de terme moyen et quand elle existe elle implique toujours responsabilité.

L'antique trinité des fautes ne pouvait éclairer le législateur en raison des obscurités et des controverses que recélait la matière notamment sur les caractères de la faute lourde. Nous avons pu constater l'égal embarras et des partisans du risque professionnel intégral et de ceux qui voulaient en exclure la faute lourde. A définir cette notion sans cesse fuyante les juristes eux-mêmes avouaient leurs hésitations ; il n'était pas possible que des assemblées délibérantes marquent plus d'assurance.

C'est ce subterfuge qu'employa, au Sénat, le rapporteur, M. POIRRIER, pour sortir de l'impasse. Il mit la Haute Assemblée en présence des contradictions de la doctrine et celle-ci pensa qu'on ne pouvait exiger d'elle sur une matière aussi délicate plus de certitude que n'en professaient les experts les plus compétents. Le jurisconsulte LABBE, que citait M. POIRRIER, n'écrivait-il pas : « Il est très délicat et peu utile dans cette matière  
« de donner des définitions générales ; la variété infi-  
« nie des espèces déjoue la prévoyance, échappe à l'in-  
« flexibilité des règles traitées à l'avance. Nous n'entre-  
« prendrons pas de définir la faute lourde ou grave.  
« Laissons à nos Juges une certaine latitude pour appli-  
« quer cette notion générale et pour distinguer en fait  
« la faute lourde ou grossière (Sirey, 76-1-337).

Il apparaît donc que le Législateur a volontairement reculé devant la difficulté de définir la faute inexcusable.

Mais l'art. 20, dans sa concision, offre tout d'abord l'intérêt capital de distinguer la faute inexcusable de la faute intentionnelle et de la faute lourde à la fois. Le Législateur pose ainsi l'un des éléments du critérium. Il vise la faute intentionnelle de l'ouvrier au § 1<sup>er</sup>, art. 20 et consacre les deux autres paragraphes à la faute inexcusable : par là même le Législateur a nettement *distingué la faute inexcusable du dol*.

Nous avons vu que la Cour de Cassation, au cours de l'exercice de son pouvoir de contrôle, a toujours critiqué les décisions qui, en raison du caractère exceptionnellement grave de la faute soulevée, quasi dolosive disait-on, l'assimilaient pratiquement au dol. Cet élément du critérium, négatif il est vrai, est certain : la faute inexcusable n'est pas la faute intentionnelle.

Le Législateur a également voulu, à notre avis, *séparer la faute inexcusable de la faute lourde*. Il a introduit un vocable nouveau dans le Droit Civil. S'il n'a pas employé l'expression séculaire de faute lourde, c'est

sciemment et les raisons en ont été exposées pertinemment au Sénat par M. THEVENET. C'est bien pour couper court aux interprétations aussi anciennes que variées sur la faute lourde que la loi emploie un autre terme, avec une signification moins vague, plus énergique. Ce fut le sentiment des décisions primitives que nous avons rapportées en jurisprudence.

C'est donc « littéralement » que l'art. 20 distingue la faute inexcusable de la faute lourde, comme de la faute intentionnelle. Il s'agit d'un nouveau degré dans la hiérarchie des fautes. Du moment qu'on lui confère un statut spécial, cette notion a une place originale et occupe un rang supérieur à la faute lourde du Droit Commun, le rang le plus proche du dol.

Ce sentiment propre que nous avons de la question a été partagé de manières diverses par la doctrine. Nous avons, jusqu'à présent, réservé son rôle, non pas que son influence ait été négligeable, tout au contraire. Les traités anciens de MM. CABOUAT et LOUBAT ont consacré des développements importants à notre question.

M. LOUBAT admet que la faute inexcusable marque un pas supérieur sur la faute lourde. M. CABOUAT est d'avis contraire et pense que le Législateur a simplement employé une expression plus forte pour avertir les Juges. Plus près de nous, M. SACHET, dont l'influence a été prépondérante sur la jurisprudence contemporaine, ne reconnaît pas davantage la distinction entre les deux fautes, mais construit un critérium dont la fortune est méritée.

« C'est en vain, dit M. PIC, que la doctrine et la jurisprudence se sont évertuées à définir avec autant de précision que possible les caractères spécifiques de la faute inexcusable. Elle est plus qu'une faute lourde, c'est une faute tellement grossière, que celui qui s'en est rendu coupable est inexcusable de l'avoir commise ». (PIC, Traité de Législation Ind<sup>11e</sup>, n° 1.111).

Avec M. ROUAST enfin, la faute inexcusable est une

variété de faute lourde ; c'est du reste la faute lourde la plus grave.

Quant à la jurisprudence, nous avons déjà relevé que les premières décisions marquaient la supériorité de rang de la faute inexcusable sur la faute lourde. Cette rivalité entre les deux notions ne paraît pas avoir retenu principalement l'attention de la Cour de Cassation, depuis l'arrêt du 22 février 1932, qui s'attache surtout à déterminer les éléments constitutifs de la notion nouvelle. Mais, la pensée de la Cour de Cassation a été exprimée une fois pour toutes, c'est pourquoi elle n'y revient pas : la faute inexcusable est celle qui est la plus proche du dol, foncièrement différente de la faute lourde ordinaire.

Il semble bien que l'analyse des signes distinctifs de la faute inexcusable va confirmer et justifier la position éminente de la faute inexcusable dans la hiérarchie des fautes.

#### § 2. — Caractères de la faute inexcusable

Si le dol est caractérisé par l'intention mauvaise, la faute lourde échappant à une définition précise est d'ordinaire celle qui consiste à n'avoir pas compris ni prévu ce que tout le monde aurait compris et prévu. L'assimilation traditionnelle de la faute lourde au dol ne se justifie nullement par une identité de nature (1). La faute lourde est, au contraire, de même essence que la faute légère dont elle est séparée par une différence de gravité ; elle n'est pas intentionnelle parce que, si grave soit-elle, son auteur n'a pas désiré la réalisation du dommage.

Avec la faute inexcusable, nous sommes en présence

---

(1) Chr. MAZEAUD (D. H. 1933-49). V. également note de M. JOSSE-RAND, D. P. 1933-1-48 et note de M. ESMEIN, S. 1933-1-289. — Ces auteurs dissertent sur le statut juridique toujours incertain de la faute lourde et signalent, au passage, que la faute inexcusable de l'art. 20 de la loi de 1898, tout en ayant des caractères particuliers, ne marquerait pas un degré supérieur.

d'une notion qui ne peut être appréciée qu'en fonction des circonstances les plus variées qui l'ont accompagnée. Contrairement à la faute lourde de Droit Commun, qu'il est d'usage d'estimer *in abstracto*, nous pensons qu'il faut apprécier la faute inexcusable *in concreto*, en fonction du milieu et du sujet.

Plusieurs systèmes ont été construits pour mettre en relief la nature autonome, originale de la faute inexcusable dans notre droit. La tentative ne va pas sans inconvénient, mais elle est louable. Certains auteurs ont crû pouvoir relever plusieurs caractères propres à la notion.

M. LOUBAT a posé un critérium qui a le mérite d'être souple : *la faute légère et la faute lourde peuvent être des actes irréfléchis et, partant, excusables ; la faute vraiment inexcusable est la faute volontaire, réfléchie, commise en dehors de toute intention de nuire*. D'autres ont voulu serrer la notion de plus près. Ils ont d'ailleurs bénéficié, dans leur entreprise, de l'avantage donné par le recul du temps, d'une vue panoramique de la jurisprudence, d'une réglementation du travail engendrée par le progrès incessant du machinisme, cause de responsabilités.

SACHET est l'un des commentateurs les plus autorisés de la Législation des Accidents du Travail. Son influence en doctrine et sur la jurisprudence a été, nous l'avons dit, considérable. Il distingue trois éléments dans la faute inexcusable : 1°) *le caractère volontaire de l'acte ou de l'omission* ; 2°) *la conscience du danger* ; 3°) *le caractère non indispensable du travail*.

Ces trois signes distinctifs ont été repris par M. ROUAST et examinés par lui à la lumière des plus récentes décisions de la Cour de Cassation, notamment à propos de l'arrêt de 1932, inaugurant le pouvoir de contrôle sur la qualification de la faute. M. ROUAST estime que la Cour Suprême entérine le critère de SACHET, déjà adopté dans son esprit, sinon dans sa let-

tre par une nombreuse jurisprudence (1). Mieux, les décisions postérieures de la Cour de Cassation ont renforcé, nous n'avons pas omis de le noter, la volonté de maintenir les trois éléments constitutifs relevés qui paraissent stabilisés (2).

Que vaut, à notre avis, un tel critère qui réunit l'accord complet des auteurs les plus compétents et de la Cour Suprême ?

La notion de faute inexcusable est plastique à l'extrême. Pour emprunter le langage de M. CABOUAT, nous dirons qu'elle doit être considérée à la fois dans ses éléments intrinsèques (faits ou omissions non intentionnels engendrés par les circonstances les plus variées) et dans ses éléments extrinsèques qui sont les facteurs personnels à l'ouvrier (expérience, âge, intelligence, rendement et difficultés du travail). Une telle faute ne semble pouvoir pas donner prise à une définition absolue, irréprochable. Aussi, le critérium de MM. SACHET et ROUAST n'est peut-être pas exempt de critiques qui visent à travers eux la jurisprudence de la Cour de Cassation.

M. VOISENET, dans une thèse importante (3) consacre quelques pages à la réfutation du critère posé par ces auteurs. A son avis, les trois caractères retenus ne sont pas constitutifs de la faute inexcusable en particulier, mais de la faute en général. Le système lui paraît superfétatoire et il enregistre « l'échec d'un des derniers essais de construction de la notion de faute inexcusable ».

---

(1) Note sous Cass. Req., 22 février 1932, D. 1932-1-25.

(2) Un jugement isolé (Trib. Civ. Charleville, 2-4-36. Gaz. Trib., mai 1936) donne une singulière définition de la faute inexcusable, « celle dont on ne serait pas rendu coupable si l'on n'avait pas été assuré ». La notion de faute inexcusable n'a aucune relation avec celle d'assurance ; il n'est pas admissible d'opposer d'une manière aussi absolue qu'arbitraire la prudence de celui qui est assuré et la prudence de celui qui ne l'est pas.

(3) VOISENET La faute lourde en droit privé Français. — Dijon 1934.

La censure nous paraît trop impitoyable... Il est d'abord une critique qui nous paraît excessive. En indiquant comme premier élément du critérium le caractère *volontaire* de l'acte ou de l'omission, les auteurs n'ont jamais entendu confondre la volonté avec l'intention. Tout au contraire, il est impossible de faire ressortir mieux que ne l'a fait M. ROUAST, qu'un point solidement acquis est l'indépendance totale de la faute inexcusable par rapport à la faute intentionnelle. Les derniers arrêts de la Cour de Cassation ne laissent non plus le moindre doute à cet égard. La distinction entre volonté et intention, dira-t-on, est bien délicate, voire subtile. C'est pourquoi nous substituerions volontiers l'expression de « faute réfléchie » à celle de faute volontaire. Cependant, il n'est pas impossible de discerner ces deux dispositions de l'esprit. L'intention consiste à vouloir les conséquences de l'acte que l'on commet. La volonté porte sur l'acte lui-même ; l'intention sur les conséquences de l'acte. La distinction apparaît dans le crime de coups et blessures *volontaires* ayant occasionné la mort sans *intention* de la donner. Dans l'accident dû à une faute inexcusable, l'agent n'a pas voulu l'événement malheureux, mais il a voulu l'état de choses dont est résulté l'accident.

Cette distinction établie, faut-il cependant retenir la critique de M. VOISENET, d'après laquelle l'élément volontaire, qui est celui de la faute en général, est superflète pour caractériser la faute inexcusable ? Toute faute juridique, dit-il, est volontaire par définition même, le Droit supposant le libre arbitre.

Certes la faute inexcusable est d'abord une faute et participe de caractères qu'elle emprunte nécessairement à la théorie générale des fautes. Mais, à notre avis, l'expression étant absolument nouvelle dans notre droit civil, c'est en fonction du risque professionnel qu'il convient de la juger. Dans cette matière spéciale, la faute légère et même beaucoup de fautes lourdes appa-

raissent comme des actes irréfléchis. Elles sont pour cela excusables. L'inexcusabilité ne commence que lorsque l'homme use vraiment de son libre arbitre. La volonté, qui est dans l'homme la faculté maîtresse nous paraît avoir moins un pouvoir absolu qu'une sorte de pouvoir moral. Il y a des quasi-délits causés par l'étourderie, la négligence, l'imprudence courante, c'est-à-dire par des faits que l'on qualifie de fautes parce que l'agent est doué de liberté et dans lesquels, en réalité, la part de la volonté est faible, sinon nulle. Le risque professionnel couvre ces fautes-là et d'autres plus graves, mais il ne peut garantir celle qui procède d'une connaissance réfléchie, laissant se réaliser un état de choses dont peut résulter l'accident. Des premières fautes, nous dirions volontiers qu'elles sont vénielles. C'est le risque quotidien des entraînements, des surprises, des irréflexions légères, en un mot des faiblesses de volonté. Y a-t-il faute ? Il y a bien des motifs d'en douter.

Nous estimons donc que les deux éléments du critérium : acte volontaire et connaissance du danger, ne sont pas absolument superfétatoires ; ils caractérisent, au contraire, la matière si spéciale des accidents du travail. M. VOISENET nous offre lui-même un argument pour démontrer l'exagération de sa critique. Pour lui, il n'y a de véritable faute que la faute lourde (1). La faute est devenue une notion tellement vague, tellement inconsistante, que parfois on a peine à savoir où commence le cas fortuit, où finit la faute simple. On appelle faute par habitude ce que les partisans de la théorie objective nomment plus justement un risque. « Je ne  
« sais rien de faux et parfois d'humiliant, écrivait  
« SALEILLES, comme cette idée de faute mise en avant  
« par les moindres actes de notre activité et les moindres manifestations de notre liberté. On qualifie d'im-  
« prudence ce qui est le fait ordinaire de tous ceux qui

---

(1) VOISENET, op. cit., p. 260.

« agissent ; le malheur qui a fait qu'un accident est survenu devient une faute » (1).

« Il est d'urgence, poursuit M. VOISENET, que la doctrine, comme déjà l'a fait la jurisprudence, comprenne qu'il est des fautes vraiment trop légères pour mériter ce nom, sans quoi la théorie objective qui a trouvé dans les présomptions de fautes un argument déjà considérable, va saper en entier le dernier bastion de la faute, l'art. 1382, si on ne lui fait pas sacrifice de certaines fautes. Qu'on donne franchement au risque sa part, que la théorie classique ne conserve comme faute que des manquements caractérisés (2) ».

Précisément, parce que d'après M. VOISENET la faute lourde n'ayant plus sa place traditionnelle entre le dol et la faute légère, celle-ci ayant sombré dans le risque, occupe le premier échelon d'une nouvelle hiérarchie des fautes, la faute inexcusable, exception remarquable au risque professionnel, peut revêtir des caractères ne participant plus avec autant de rigueur, des signes distinctifs de l'ancienne théorie générale des fautes. Le critérium la définissant peut, à juste titre, être recherché dans l'analyse des circonstances qui la font naître. Elle est inexcusable dans la mesure où la réflexion peut en révéler des conséquences plus ou moins graves. L'absorption dans une nouvelle théorie générale des fautes ou dans le système particulier du risque des fautes légères, irréfléchies, et même pour ce dernier des fautes lourdes, offre un intérêt certain pour la théorie de la faute inexcusable.

Qu'importe que celle-ci accuse les mêmes signes distinctifs que la faute universelle, appliqués à une matière spéciale, pourvu qu'elle les représente au summum, avec des propriétés telles qu'on ne saurait envisager à son encontre le travail de refoulement qui a si bien réussi contre la faute légère et même en partie contre

---

(1) SALEILLES, accidents du travail 1897.

(2) VOISENET, op. cit., p. 263.

la faute lourde. Dans la mesure où reculent les frontières de la faute au profit du risque, la théorie générale de la faute prend une importance plus grande et oblige à une révision des critères. Plus que jamais, celui qu'ont établi MM. SACHET et ROUAST pour la faute inexcusable conserve sa valeur. Du reste, nous ne cachons nullement ce qu'a d'artificiel toute tentative de construction. Depuis des siècles, les juristes ne sont pas d'accord sur le concept de la faute et la nature de la faute lourde en particulier. Il ne peut s'agir que d'un critérium relatif en raison de la complexité et de la variété des espèces.

Aussi bien, opposerions-nous à M. VOISENET les mêmes réflexions sur les deux autres éléments du critérium retenu par la doctrine récente. Toutefois, sur le second élément que constitue la « conscience du danger », M. ROUAST donne un exemple qui va, à notre avis, au-devant de l'objection. « On déciderait de même, » note-t-il, sous l'arrêt du 22 février 1932, que l'architecte d'une maison qui s'écroule et qui y est installé « lui-même n'a pas commis de faute inexcusable, » « quelles qu'aient été ses erreurs techniques. Il n'en » « serait autrement que si l'on pouvait prouver la » « volonté de suicide ». M. VOISENET réplique, à ce propos, que la question de conscience individuelle n'a rien à voir avec la gravité de la faute. Si l'on veut parler de conscience du danger il faut entendre par là la conscience générale collective, mais non la conscience individuelle. La faute inexcusable serait ainsi un fait volontaire, mais sans conscience du danger couru alors que tout le monde en aurait eu conscience. Cette opinion nous paraît juste en l'espèce. La Cour de Cassation a d'ailleurs tranché la controverse contrairement à la pensée de M. ROUAST, en relevant un cumul de fautes « constituant de la part de l'entrepreneur autant » « d'infractions des règles les plus élémentaires de » « l'art de bâtir et ce malgré que l'entrepreneur habitât » « avec sa famille le rez-de-chaussée de la maison effon-

« drée et par suite n'avait pas la connaissance du danger auquel il exposait son ouvrier ». [Cass. Civ. 19 mars 1934, Cantinau août 1934. — Cass. Req. 7-6-37, Villetard septemb. 1937]. — Toutefois, à notre avis, la conscience de la gravité du danger variant avec les techniques, l'intelligence et l'expérience de l'agent, il nous paraît difficile de poser en principe que la conscience collective sera en toute occasion un élément suffisamment judicieux du critérium.

Le troisième élément distinctif de la faute inexcusable vise le cas du patron ou de l'ouvrier accomplissant un acte dangereux afin de conjurer un péril plus grand. La nécessité ou l'utilité serait alors une excuse absolutoire. Sans doute ce signe n'est-il pas davantage particulier à la faute inexcusable, mais il a la propriété d'enlever à la faute son caractère d'inexcusabilité. La faute demeure ; il y a bien quasi-délit, mais celui-ci bénéficie de l'immunité du risque professionnel. L'état de nécessité n'est pas absolument un élément caractéristique de l'absence de faute. Il peut atténuer le degré de gravité d'une faute, transformer une faute inexcusable en faute lourde ou légère.

M. VOISENET reconnaît par ailleurs que le domaine de la faute inexcusable est très réduit ; qu'il se limite à la faute grossière confinant au dol ; que dans le champ de la faute lourde, elle occupe un rang supérieur, le plus voisin du dol.

C'est le langage actuel de la Cour de Cassation. Le fait que notre plus haute juridiction ait fait sienne la doctrine de SACHET permet de penser que ses continuateurs sont dans la bonne voie. Force nous est de considérer les témoignages concordants de la *doctrine* et de la *jurisprudence*, même ancienne, avec les vœux du *législateur*.

M. THEVENET, rapporteur au Sénat, disait en 1898 :  
« Voilà un accident qui a été causé par la faute grave,  
« par une faute inexcusable de l'ouvrier, pour  
« employer les expressions de notre projet de loi, par

« conséquent par la faute qui se rapproche beaucoup  
« de la faute volontaire ».

La Cour d'Orléans, dans un arrêt du 18 décembre 1903 (Gaz. Trib. 1904) décidait : « La faute inexcusable  
« pourrait être placée dans l'échelle des fautes entre  
« la faute civile lourde et la faute pénale ; il semble  
« résulter en effet des travaux préparatoires au cours  
« desquels on substitua à l'expression « faute lourde »,  
« celle de « faute inexcusable », que le Législateur a  
« encore voulu un degré de plus dans la faute et qu'il  
« a entendu qu'elle fût réfléchie et voulue, abstraction  
« faite de toute intention délictueuse ».

La formule de la Cour de Cassation fixe sobrement le statut de notre notion : « Faute d'une gravité exceptionnelle, dérivant d'un acte ou d'une omission volontaire, de la conscience du danger et de l'absence de toute cause justificative ». (Req. 4 juin 1934) (1).

De tels accents ne sauraient tromper. Nous témoignons à la fin de notre étude que la faute inexcusable est pour nous « *la faute réfléchie, faite en connaissance de cause et sans nécessité* ».

Que l'on dise que la faute inexcusable est située à la pointe extrême des fautes lourdes, que c'est la faute lourde la plus grave, ou qu'elle constitue réellement un nouveau degré de faute entre le dol et la faute lourde, nous acceptons l'équivalence. Notre préférence va cependant à une notion originale et parce que, pour nous, la faute inexcusable est la plus voisine du dol, à telle enseigne qu'on l'a souvent qualifiée de quasi dolosive, nous dirons qu'elle est au-dessus de toutes les fautes lourdes et qu'elle marque vraiment un degré de plus dans l'échelle des fautes.

---

(1) Un récent jugement fait application du critérium en ordonnant une expertise technique qui devra déterminer « si l'accident peut être imputé à un fait volontaire de la victime, si celle-ci avait, en accomplissant les actes qui ont produit l'accident, la connaissance du danger auquel elle s'exposait, si l'acte était nécessaire et utile au travail confié à l'ouvrier ». (Trib. Civ. Melun, 12 nov. 1937. Lesaffre c/ Majeswky. Recueil M. G. F.).

## CHAPITRE III

---

### Les Causes génératrices de Faute inexcusable

---

Nous avons expliqué la position actuelle de la Cour de Cassation et essayé de dégager un critérium. Il est tout indiqué d'en faire l'application aux hypothèses déterminées, aux circonstances variées qui sont génératrices de fautes inexcusables. Ce n'est pas, à proprement parler, une étude rétrospective de la Jurisprudence car nous aurions beau jeu à en souligner les errements. Notre but est d'exposer les applications les plus diverses qui se rencontrent dans la vie de travail et de les classer en fonction du critère reconnu.

La faute inexcusable apparaît sans doute comme toujours antérieure au traumatisme. Néanmoins il existe en doctrine et en Jurisprudence des circonstances où la faute inexcusable est proclamée, à tort selon nous, comme pouvant faire suite au traumatisme et se détachant, dans la durée, de celui-ci.

Notre chapitre est ainsi divisé en deux sections : fautes inexcusables antérieures ou postérieures à l'accident.

#### SECTION I

#### *FAUTES INEXCUSABLES ANTÉRIEURES*

##### *A L'ACCIDENT*

Nous pouvons sérier en plusieurs groupes les circonstances où des fautes inexcusables peuvent être relevées à la charge tant de l'ouvrier que du patron. Il convient d'examiner successivement le cas de la victime et de l'employeur.

§ 1. — Fautes inexcusables de l'ouvrier

En voici les principales applications :

a) *Infractions à des prescriptions formelles*

Elles peuvent consister en une désobéissance à la loi pénale, à un règlement d'atelier, à des ordres exprès du patron.

Tout d'abord le domaine de la faute inexcusable est absolument indépendant de la loi pénale. Nous en verrons l'explication, comme les motifs d'une confusion possible, en étudiant les infractions pénales relevées à la charge du patron. Elles sont en effet rarement retenues contre l'ouvrier au point de constituer une faute inexcusable. Le plus souvent, la grave imprudence de l'ouvrier n'a de conséquence que sur lui-même et par suite ne donne pas lieu à l'application des articles 319 et 320 du Code Pénal.

Si une infraction punissable par le Code n'est pas à elle seule constitutive d'une faute inexcusable, il en est à fortiori de même de la contravention à un simple règlement d'atelier. Ce n'est pas de parti pris que les ouvriers négligent les prescriptions visant la prévention et la technique qu'ils peuvent comporter. Les règlements ne sont pas toujours complets ou ils sont trop détaillés et les nécessités du travail y apportent des entorses absolument excusables.

Nous pouvons rappeler, en faveur de l'ouvrier qui souvent n'a péché que par excès de zèle ou de diligence ces paroles de M. CHEYSSON : « Certes, disait-il, les  
« règlements ont du bon et l'on doit se garder d'en  
« médire ; mais ils sont rédigés en vue d'une situation  
« normale. Au premier incident qui en dérrange les  
« prévisions académiques, il faut s'inspirer des néces-  
« sités du travail et des circonstances. L'ouvrier qui a  
« véritablement l'amour du métier ne s'embarrasse pas  
« d'un texte, quand il s'agit d'empêcher la perte d'une  
« coulée, un éboulement, un accident ou d'accélérer  
« une manœuvre d'où dépend le succès d'une opéra-

« tion... Pourquoi cet ouvrier touchait-il cette barre  
« rougie ? Pourquoi cet autre a-t-il sauté du train déjà  
« en marche ? Pourquoi ce troisième a-t-il négligé de  
« placer un boisage dans une galerie ébouleuse ? Pour  
« répondre à ces questions, il faudrait se replacer dans  
« la mêlée ».

Pourtant le Législateur, en quête de concret, a tenté de trouver la faute inexcusable dans un écart sérieux au règlement. M. Félix MARTIN disait au Sénat que la désobéissance formelle à des règlements dont le patron ne tolérerait pas qu'on s'écarte constituait évidemment une faute lourde. Un projet gouvernemental, celui de M. ROCHE donnait précisément comme exemple de faute lourde la désobéissance sans excuse aux prescriptions formelles du patron. Certes, de tels manquements peuvent constituer, en des cas exceptionnels, la faute régie par l'article 20, mais il était vraiment impossible d'en vouloir faire un critérium comme l'a tenté vainement le Législateur.

C'est ainsi qu'il a été jugé que ne constitue pas une faute inexcusable malgré le règlement,

le défaut de port de lunettes protectrices (C. Rennes, 5 nov. 1901, Gaz. Trib. 1902) — ni le fait pour les ouvriers des chemins de fer de traverser des voies ferrées défendues (Trib. Civ. Seine, 24 août 1900, Gaz. Pal. 1901-1-310) — ni le fait pour un ouvrier de prendre un train de marchandises au lieu du train de voyageurs prescrit (Cass. Civ., 27 mars 1934, Cant. 1934) — ni le fait de circuler à motocyclette en contravention du Code de la Route (Trib. Civ. de Charleville, 2 avril 1936, Rev. Gén. A. T., mai 1936).

Par contre, il y a faute inexcusable

si un mécanicien dépasse un train en retard au mépris des règlements (C. Caen, 20 nov. 1912, Villetard 1913) — ou si un laveur de voitures essaie de mettre en marche une automobile contrairement à un règlement formel (Trib. Civ. Seine, 21 déc. 1916, Rec. Som. 1917).

Par opposition au règlement détaillé, il existe des prescriptions individuelles propres à tel ouvrier. Par suite, l'infraction à l'ordre exprès du patron doit être plus sévèrement sanctionnée, car c'est en connaissance

de cause que l'ouvrier y dérogera. Les avertissements ou ordres réitérés n'enlèvent-ils pas à l'ouvrier toute excuse ? La Jurisprudence est bien orientée en ce sens. Il a été jugé qu'il y a faute inexcusable

si un casseur de pierres néglige le port de lunettes malgré des avertissements réitérés (Trib. Civ. Chambéry, 6 avril 1901, Gaz. Trib. 1901) — si un ouvrier est tué en un lieu où défense lui avait été faite de circuler (C. Pau, 13 juillet 1901, Rec. Som. 1902, n° 2257) — si un ouvrier monte sur un wagon en marche malgré un avertissement (Trib. Civ. Mende, 5 fév. 1903, Rec. Som. 1903, n° 4.981) — s'il replace des courroies alors que ce travail lui est interdit (C. Paris, 2 fév. 1909, Rec. Som. 1909) — pour toute désobéissance aux ordres formels du patron (C. Grenoble, Chambres Réunies 12 janv. 1910, Rec. Som.) — si un ouvrier met une machine en mouvement par jeu et malgré une défense formelle (C. Paris, 8 déc. 1913, Villetard 1919) — s'il fait usage d'un mode de locomotion autre que celui commandé par le patron (C. Limoges, 21 janv. 1930, Villetard, mai 1931) — si un employé monte sur le marchepied d'une auto dont le chauffeur l'avait déjà fait descendre et s'il remonte malgré une défense (C. Rennes, 17 juillet 1933, D. H. 20 déc. 1934) — une désobéissance à l'ordre patronal peut, en principe, constituer une faute inexcusable (Cass. Civ. 21 déc. 1936, Gaz. Trib. mars 1937).

Les accidents provoqués dans les carrières par explosion de mines donnent souvent lieu à application de l'article 20 en raison du danger des opérations auxquelles se livre la victime et qu'elle ne peut ignorer.

Il en est ainsi d'un ouvrier débourrant une mine au mépris des ordres et règlements (C. Aix, 6 juin 1902, Rec. Som. 1903, n° 1523) — ou qui pénètre dans une partie de la mine venant d'être débourrée au mépris des avertissements (C. Douai, 13 juin 1904, Rec. Som.) — qui, malgré les défenses réitérées revient avant le délai prescrit vers un coup de mine qui n'a pas éclaté (C. Nancy, 22 mai 1912, Villetard 1913) — ou qui est blessé par l'explosion d'une mine malgré les défenses formelles de sortir de son abri (C. Caen, 10 mars 1930, OLIVIER c/ BALLUE, Recueil M. G. F.).

**Il y a encore faute inexcusable**

au préjudice d'un apprenti qui se blesse avec une machine dont il avait reçu défense d'approcher (C. Nancy,

2 juin 1904, Rev. Jud. des A. T.; C. Douai 27 nov. 1928, Rec. Som., mars 1929 ; contra : T. Civ. Dijon 23 mars 1921, Rec. Som. 1921) ; — pour un ouvrier batteur s'approchant de la machine malgré la défense du patron (Trib. Civ. Langres, 6 avril 1914, Villetard 1914 et C. Caen, 4 mars 1912, Villetard 1913) — pour un garçon d'hôtel à prendre place dans un monte-charge malgré une interdiction formelle (Trib. Civ., Seine, 17 juin 1907, Rec. Som. 1907; Trib. Civ. Marseille, 9 mars 1909, Rec. Som. 1909).

Les désobéissances qui ne constituent que de simples imprudences ne sont pas visées par l'article 20.

C'est le cas d'un ouvrier italien ne pouvant lire les défenses inscrites sur des écriteaux cependant apparents (Trib. Civ. Vienne, 1<sup>er</sup> février 1900, Gaz. Trib. 1900) — du chauffeur qui traverse avec sa voiture une rue interdite par le patron (C. Toulouse, 17 juillet 1907, Rec. Som.) — de la domestique qui utilise l'ascenseur réservé au maître (C. Paris, 19 nov. 1934, Villetard, février 1935).

*b) Actes de témérité ou d'imprudence excessive*

Il s'agit d'actes où l'ouvrier possède une pleine connaissance du danger puisqu'il va même au devant témérairement sans toutefois avoir l'intention de se blesser.

C'est le fait pour un apprenti de se livrer à des manipulations dangereuses sur un détonateur (C. Nîmes, 24 juin 1903, Rec. Som., C. Bordeaux, 24 nov. 1903, Rev. Jud. des A. T.; C. Montpellier, 11 janv. 1913, Villetard 1913 ; Trib. Civ. Lyon, 17 juin 1931, RENAUD c/ FLEURY, Recueil M. G. F.).

**Est également inexcusable :**

l'acte de l'ouvrier qui projetterait dans un foyer allumé une cartouche de dynamite (C. Pau, 7 avril 1925, Gaz. Trib., 11 sept. 1925, Villetard 1925) ou qui fait le geste vraiment insensé d'allumer une cigarette en approchant la flamme d'un briquet de ses deux mains tenant un détonateur (Trib. Civ. Fontainebleau, 23 avril 1937, CARRIÈRES de NEMOURS c/ SOPINSKY, Recueil M. G. F.).

**Constitue encore une faute inexcusable :**

le fait pour des employés de chemins de fer de traverser des voies ferrées par simple témérité ou excès de confiance en eux. Voir notamment : Trib. Civ. Rochefort-sur-Mer, 6 mars 1900, Veuve SALZAR c/ ROUVIER, Gaz. Trib. 1900 ; Trib. Civ. Périgueux, 29 mars 1901, Rec. Som. 1901-3760 ;

C. Douai, 17 nov. 1902, Rec. Som. 1904-1560 ; C. Douai, 30 déc. 1903, Rec. Som. ; C. Douai, 26 oct. 1910, Rec. Som. ; C. Caen, 21 nov. 1910, Rec. Som., *Paudectes* 1912, p. 23 ; C. Montpellier, 4 mars 1914, Cant. 1914 ; C. Paris, 3 mai 1926, *Meuve BONNIER c/ BARRUCAUD et MUTUELLE RICHELIEU*, Gaz. Trib., 17-18 sept. 1926.

### En sens contraire :

Trib. Civ. Saint-Quentin, 5 nov. 1900, Rec. Som. 1901, n° 1582 ; C. Nancy, 29 mars 1907, Rec. Som. 1907 ; C. Chambéry, 11 déc. 1907, Rev. Jud. des A. T. ; C. Paris, 15 mars 1910, Rec. des Som. ; C. Nancy, 18 juillet 1924, Cant. 1923-24 ; C. Lyon, 2 janv. 1925, Villetard ; Trib. Civ. Béthune, 6 nov. 1931, *ACIERIES DE FRANCE c/ LEBRE*, Rev. Gén. des Ass. Soc. et des A. T., juillet-août 1932.

Les actes de témérité doivent être patents et procéder de la volonté de courir un risque sans évidemment en vouloir les effets. C'est ainsi qu'il n'y a pas faute inexcusable :

à ne pas porter des lunettes pour un travail spécial (C. Paris, 5 déc. 1916, Villetard) — et à s'asseoir accidentellement sur un arbre de transmission (C. Caen, 2 déc. 1925, Cant. 1927) — ni à absorber un litre de potassium à la place d'un litre de cidre (C. Limoges, 2 fév. 1926, Rec. Som.) — ni à monter dans un tramway marchant au ralenti (C. Bordeaux, 16 mars 1914, Villetard 1915 ; Trib. Civ. Seine, 2 fév. 1924, Cant. 1923) — ni à se pencher dans un tramway (C. Rennes, 18 juin 1931, Villetard 1932) — ni à pédaler à bicyclette à toute allure sans regarder devant soi et en l'absence de freins (C. Paris, 20 fév. 1912, Villetard 1913) ; Cour Rennes, 18 mai 1933, Gaz. Pal., oct. 1934) — ni à circuler à bicyclette une canne à la main au lieu d'assujettir l'objet à la machine (Cass. Civ., 26 mars 1934, Cant. 1934). Il n'y a pas davantage faute inexcusable pour un agent de police à diriger sur lui le canon d'un revolver qu'il décharge (C. Aix, 12 oct. 1929, Villetard 1930) — ni pour un ouvrier à graisser les rouages d'une machine en marche (Trib. Civ. Cosne, 19 fév. 1923, Villetard 1923) — ni pour une domestique à se pencher imprudemment en nettoyant les vitres d'une fenêtre, à tel point que sa chute a les apparences d'un suicide d'ailleurs non prouvé (Trib. Civ. Bastia, 26 juillet 1935, Rec. M. G. F.).

c) *Ivresse*

L'exclusion du bénéfice de la loi pour cause d'ivresse est apparue pour la première fois dans la proposition d'Albert de Mun (annexe n° 391, J. O. 27 juillet 1886). Ce précédent fut ensuite utilisé à différentes reprises par ceux qui estimaient que le risque professionnel ne pouvait comprendre la faute lourde dont l'ivresse était un exemple patent. Le Législateur a été sage de ne pas viser dans la loi ce cas particulier dont la réglementation dans un texte eût produit un effet fâcheux. S'agissant d'une Législation sociale il était préférable de fermer les yeux sur cette faiblesse humaine dont les causes sont bien diverses, la profession l'excusant parfois. Il valait mieux laisser au juge le soin de l'apprécier, selon les circonstances de la cause.

Cependant nous poserons en principe avec M. LOUBAT que l'ivresse constitue une faute inexcusable, le vice ne pouvant être une excuse.

En fait l'ivresse n'a pas un rôle exclusif dans la réalisation d'un accident ; le plus souvent elle coïncide avec d'autres éléments.

On a voulu soutenir qu'en réalité ce n'est pas l'ivresse qui est une faute inexcusable, mais le fait de s'enivrer, ce fait n'ayant aucun lien avec l'accident (1). On pourrait ajouter aussi que l'ouvrier ivre n'ayant pas la pleine possession de ses facultés n'est pas responsable de l'accident.

L'objection est spécieuse et déraisonnable. L'ouvrier qui s'enivre au cours du travail ou qui se présente sur le chantier en état d'ivresse ajoute au risque ordinaire de la profession un danger particulier dont il est impossible qu'il n'ait pas mesuré la portée. C'est au contraire par un acte conscient et volontaire, mais en dehors de toute intention de nuire, que l'ouvrier ivre encourt un

---

(1) SALVY. — Le Risque professionnel et l'art. 1382. — Thèse Paris 1910.

risque exceptionnel d'accident. Il s'agit au premier chef d'une responsabilité personnelle qui, selon la saine raison, doit recevoir une sanction. L'ivresse dont s'agit doit être accidentelle et nettement caractérisée. L'état alcoolique de la victime, même s'il en est résulté une aggravation des suites de l'accident ne donne pas lieu à l'application de l'article 20 (C. Orléans, 8 déc. 1900, Gaz. Trib. 1902).

L'ivresse doit donc être la cause directe et certaine de l'accident.

La faute de l'ouvrier trouverait toutefois une excuse dans la défaillance du patron ou de ses préposés à la surveillance du travail. C'est ainsi que l'état d'ivresse, même caractérisé, ne constitue pas une faute inexcusable si l'employeur a commis la faute de ne pas interdire tout travail dangereux à l'ouvrier pris de boisson, s'il n'a même l'obligation de le contraindre, au besoin par la force, à évacuer le chantier. Quand l'employeur a pris toutes les précautions qui découlent de ses obligations, il peut invoquer avec succès la faute inexcusable de son ouvrier.

La jurisprudence a fait dès l'origine la distinction.

Sur le principe que l'ivresse constitue une faute inexcusable, consulter notamment :

Trib. Civ. Bordeaux, 16 mai 1900, Gaz. Trib. 1902 ; Trib. Civ. Nantes, 26 juillet 1900, Rec. Som. 1901, 4455 ; C. Paris, 24 nov. 1900, Gaz. Trib. 1902 ; C. Nancy, 27 mars 1901, Rec. Som. 1901, n° 3762 ; C. Rennes, 18 nov. 1901, Rec. Som. 1902, n° 90 ; C. Paris, 3 juin 1902, Gaz. Trib. 1902 ; Trib. Civ. Segré, 30 mai 1905, Rec. Som. 1905, n° 5846 ; C. Bordeaux, 21 avril 1911, Villetard 1911 ; C. Paris, 29 mars 1920 (Cant. 1920) ; Trib. Civ. Nancy, 14 janvier 1926, Villetard, mai 1927 ; Trib. Civ. Thonon-les-Bains, 26 mars 1926, Rec. Som. 1926 ; Cass. Req., 10 mai 1927, Cant. 1927 ; Trib. Civ. Cholet, 24 janvier 1934, SAUPIN c/ BODIN, Recueil M. G. F. ; Trib. Civ. Montdidier, 1<sup>er</sup> mars 1934, DELIGNIÈRES c/ LEMONNIER, Recueil M.G.F.) Trib. Civ. Saumur, 23 juillet 1936, BORDET c/ ROULLEAU, Recueil M. G. F.

Les décisions qui n'admettent pas le principe sont

rares : Trib. Civ. Mayenne, 23 mars 1899, Gaz. Trib. 1900; Trib. Civ. Pontivy, 26 mai 1915, Villetard 1915.

Parmi les décisions qui ont fait une application intéressante de l'idée des devoirs patronaux en cas d'ivresse reconnue de l'ouvrier et qui, de ce chef, ont consacré la faute inexcusable, nous citerons : Trib. Civ. de Lille, 8 fév. 1900, Gaz. Trib. 1901 ; C. Douai, 21 déc. 1903, Rev. Jud. des A. T. ; C. Caen, 7 déc. 1908, Rec. Som.; Trib. Civ. Saint-Nazaire, 20 juillet 1912, Rec. Som.; C. Nancy, 2 déc. 1919, Gaz. Trib. 1920.

Si, au contraire, l'employeur ne congédie pas l'ouvrier en raison de son état d'ivresse il commet une faute et ne peut soulever la faute inexcusable : Civ. 15 nov. 1921, Gaz. Pal. 1922-1-26.

Certaines décisions ont admis à l'extrême qu'il n'y avait même pas lieu à application de la loi de 1898 alors que l'ouvrier, congédié du chantier, y avait cependant été victime d'un accident par suite de son état d'ivresse. Le contrat de travail doit être considéré comme suspendu (C. Amiens, 8 janv. 1914, Villetard 1915 ; C. Bordeaux, 6 décemb. 1929, COLLONGE c/ BOISSEAU, Recueil M. G. F. ; C. Dijon, 28 mars 1928, PECLET c/ REVERBERY, Recueil M. G. F.).

#### d) *Provocation — Rixe*

L'ivresse est souvent à l'origine des rixes qui se produisent sur les chantiers. La rixe peut aussi provenir des motifs les plus futiles et les provocations de la part de la victime constituent une faute inexcusable. Ce point est de jurisprudence constante (C. Grenoble, 6 juillet 1912, Villetard 1912 ; Trib. Civ. Meaux, 25 juill. 1912, Villetard 1913 ; C. Nancy, 12 mai 1928, Cant. 1928 ; Trib. Civ. Muret, 11 juin 1931, GENTY c/ PLA, infirmé par Cour Toulouse, 14 janv. 1932, Recueil M. G. F.; C. Rennes, 8 juill. 1937, DARCEL c/ NOVELLO, Recueil M. G. F.). Cette dernière Cour avait décidé précédemment que la provocation, pour constituer une faute inexcusable, devait

être exceptionnellement vive et motiver nécessairement une riposte violente : 15 oct. 1935, Cant., janvier 1936.

De même que pour le cas d'ivresse, l'employeur engage en totalité ou en partie sa responsabilité s'il n'a pas assumé les devoirs de surveillance qui lui incombent. C'est ainsi qu'il y aura lieu de réduire la rente de l'ouvrier dans une proportion moins forte si l'employeur n'a pas rempli sa mission de surveillance, alors surtout que dans la rixe la victime a joué un rôle moins actif que son antagoniste (Trib. Civ. Charleville, 5 nov. 1936, VIOT c/ C<sup>ie</sup> LLOYD DE FRANCE).

## § 2. — Fautes inexcusables du patron

Les causes génératrices d'une telle responsabilité peuvent se grouper en deux catégories : les infractions à des prescriptions formelles et les actions ou omissions de lourde imprudence.

### a) *Infractions à des prescriptions formelles*

Nous avons signalé, à propos de la faute inexcusable de l'ouvrier survenant à l'occasion de circonstances identiques que le domaine de l'article 20 était indépendant de la loi pénale et cependant une théorie a voulu exclure la condamnation pénale du risque professionnel. C'est surtout à propos de la condamnation correctionnelle du patron que la thèse a été soutenue par de nombreux partisans au cours des travaux préparatoires. Si l'employeur était condamné à une peine d'au moins 8 jours de prison selon les uns et d'un mois selon les autres, il y avait retour pur et simple au Droit Commun au bénéfice de l'ouvrier.

C'était méconnaître la distinction foncière entre l'existence de la faute et son caractère. Après la condamnation pénale, en effet, le juge civil ne peut plus nier l'existence de la faute que le juge pénal a qualifiée d'inexcusable. Sur ce point il y a chose jugée, mais le caractère attribué par le juge pénal à la faute du condamné ne s'impose pas nécessairement au juge civil, notam-

ment pour les contraventions et les délits d'imprudence. Que le juge pénal qualifie en effet de légère ou lourde une faute involontairement commise, cette constatation, sans intérêt pour la solution de l'instance pénale, ne s'impose pas au Civil.

Ces principes ont été appliqués avec une heureuse rigueur par la jurisprudence qui n'a jamais accepté l'assimilation de la faute civile à la faute pénale.

Si la condamnation à une peine correctionnelle peut incontestablement constituer un élément des plus sérieux pour l'application de l'article 20, c'est là tout son rôle.

Quelle que soit donc la gravité de l'infraction pour laquelle une condamnation correctionnelle, peut-être sévère, aurait été prononcée, il ne s'ensuivra pas pour autant que la faute inexcusable est d'ores et déjà établie.

Nous citerons parmi la jurisprudence récente : Trib. Civ. Lisieux, 11 fév. 1930, Recueil de Rouen et Caen, 1930-2-86 ; Trib. Civ. Caen, 10 mars 1930, Cant. 1930 ; Trib. Civ. Lyon, 9 mai 1936, D. H., juill. 1936-374 ; C. Lyon, 23 avril 1923, Villetard 1924 ; C. Nancy, 25 juill. 1928, Rec. des Som., sept. 1929 ; C. Lyon, 2 déc. 1929, D. H., mars 1930 ; C. Paris, 8 juin 1931, Villetard, juill. 1931 ; C. Caen, 13 janv. 1932, Recueil de Rouen et Caen, sept. 1932 ; [Contra. : C. Rennes, 24 mars 1930, Villetard 1931] ; Cass. Req., 5 nov. 1935, Villetard, février 1936 ; Cass. Req., 28 oct. 1935, Villetard, janv. 1936 ; Cass. Req., 26 oct. 1936, D. H. 1936-570.

D'après la jurisprudence la condamnation correctionnelle ne constitue donc pas *ipso facto* le patron en état de faute inexcusable. Il faut encore, selon le critérium habituel, qu'il ait eu conscience du danger auquel il exposait ses ouvriers.

Ce n'est pas seulement à la loi pénale que l'employeur peut contrevenir mais encore à toute prescription formelle émanant d'un règlement ou d'une loi. Il s'agira, par exemple, de dispositions imposant aux employeurs des précautions ou des mesures de protection.

En pareille matière, le pouvoir d'appréciation le plus grand est laissé au juge. La faute sera d'autant plus inexcusable que la mesure de sécurité s'imposait à l'évidence, que des avertissements réitérés avaient été adressés à l'employeur soit par ses préposés, soit par des agents compétents de l'Administration.

C'est dire que la responsabilité du patron n'a pas, en pareille matière, de limites bien précises. Aussi la jurisprudence offre-t-elle, de sa culpabilité, les espèces les plus variées.

Une des circonstances les plus relevées à la charge de l'employeur est certainement le défaut d'appareils protecteurs de l'outillage mécanique. Nous admettons difficilement l'existence d'une faute inexcusable en pareil cas. Le plus souvent il s'agira<sup>\*</sup> d'une simple négligence et non d'un « mauvais vouloir allant jusqu'à la méchanceté, voire jusqu'à l'intention quasi-dolosive » : Ce sera un échafaudage démuné de garde-fou ; un engrenage ou une machine dépourvue d'appareils protecteurs. Dans la majorité des cas, la jurisprudence se refuse à voir dans ces omissions la faute exceptionnelle consacrée par l'article 20. En ce sens : C. Dijon, 23 nov. 1926, D. H. 1927, 4 mars 1930, D. H., mai 1930 ; C. Grenoble, 6 mai 1930, SOCIÉTÉ FORGES ET LAMINOIRS c/ ROSSI, Recueil M. G. F. ; C. Rennes, 23 juill. 1930, Villetard 1931 ; C. Riom, 22 oct. 1931, La Semaine, 8 nov. 1931 ; 5 nov. 1931, Cantiniaux, mars 1932 ; Cass. Req., 5 nov. 1935, Villetard, février 1936, Trib. Civ. Tours 24 juillet 1936, Recueil M. G. F. En sens contraire : C. Bordeaux, 15 fév. 1927, Cant. 1927 ; C. Nancy, 16 mai 1927, Cant. 1929.

Le patron doit également observer les dispositions du Code du Travail interdisant l'emploi de mineurs ou d'apprentis à des machines dangereuses. Il est à remarquer que l'inexpérience de la victime renforce d'autant la responsabilité du chef d'entreprise et sur ce point la jurisprudence est partagée. En faveur de la responsabilité : C. Riom, 3 avril 1925, Villetard 1925 ; Trib. Civ.

Bordeaux, 22 fév. 1926, Cant. 1927 ; C. Rennes, 17 fév. 1930, Cant. 1932 ; Trib. Civ. Dax, 12 juin 1935, Recueil M. G. F. En sens contraire : C. Aix, 22 déc. 1926, Cant. 1927 ; Trib. Civ. de la Seine, 16 janvier 1931 (Recueil M. G. F.) ; C. Bordeaux, 28 déc. 1932 (Recueil M. G. F.).

Il est enfin des professions où l'observation des prescriptions s'impose au plus haut point à l'employeur et corrélativement, ainsi que nous l'avons vu, aux ouvriers.

Il est certain que les risques d'explosion ou d'électrocution menacent à tout instant les ouvriers des carrières ou des entreprises de travaux publics spécialisés. Nous avons remarqué que la jurisprudence était particulièrement sévère pour des infractions aux lois et règlements en vigueur visant l'exercice de ces professions.

**Il y aura faute inexcusable :**

à mépriser systématiquement des mesures de sécurité élémentaires destinées à protéger les carriers (C. Caen, 23 nov. 1932, HEULINE c/ VAUQUET et C<sup>ie</sup> d'ASSURANCES GÉNÉRALES).

**Il y aura faute inexcusable pour le patron ou ses préposés substitués :**

à ne pas interrompre le courant électrique dans la réfection d'une ligne (C. Toulouse, 22 juill. 1929, Gaz. Pal., oct. 1929 ; C. Paris, 25 juill. 1930, Gaz. Trib., avril 1931 ; Trib. Civ. La Châtre, 23 fév. 1933, Recueil M. G. F. D'après cette décision l'imprudence du patron était telle que selon les juges « il aurait lancé le courant en priant les dieux tutélaires qu'aucun mortel ne se trouve sur son passage ». C. Nancy, 17 juin 1932, Société VOSGIENNE D'ELECTRICITÉ c/ CUNY, Recueil M. G. F. ; Cass. Civ. 4 mai 1937, Villetard, juillet 1937.

**En sens contraire il n'y aura pas faute inexcusable :**

à ne pas couper le courant alors que l'ouvrier n'ignore pas le danger et qu'il est très difficile et désastreux, en pratique, d'interrompre le courant électrique (Tr. Civ. de la Sarthe, 2 janv. 1930, Villetard, mai 1930 ; C. Angers, 21 mai 1930, Cant. 1930 ; Trib. Civ. Saint-Dié, 21 fév. 1932, infirmé par C. Nancy précité ; Trib. Civ. Vienne 7 juin 1935, Recueil M. G. F.).

Ces décisions font sagement application de l'obligation de surveillance qui incombe aux ouvriers eux-

mêmes, alors surtout que leurs fonctions leur en font un motif impérieux. Pas plus qu'une condamnation correctionnelle, la violation du Code du Travail ne saurait constituer par elle-même une faute inexcusable.

### *b) Actions ou omissions de lourde imprudence*

Il est des fautes particulièrement graves, téméraires, qui exposent presque sciemment l'ouvrier au danger. De telles fautes, qu'il s'agisse d'actes d'imprudence ou d'omissions de précautions doivent, selon le critérium, être constitutives d'une faute inexcusable.

Là encore les variétés sont nombreuses.

La responsabilité de l'employeur a été retenue :

en cas de rupture d'un câble usé dont le mauvais état lui avait été signalé à plusieurs reprises (Tr. Civ. Saint-Nazaire, 29 avril 1927, Cantiniaux 1927) — en cas d'asphyxie d'un ouvrier descendu dans une fosse sans les précautions requises (C. Caen, 11 juill. 1928, Villetard 1930) ; Cass. Civ. 12 nov. 1935, Villetard 1936) — en cas d'omission volontaire d'échafaudages de sécurité (Trib. Civ. Orange, 4 nov. 1932) — en cas de refus de modification d'un outillage défectueux malgré des observations réitérées (C. Bordeaux, 16 fév. 1932, Villetard 1932) — dans le cas d'un contremaître jetant un journal enflammé, en matière de plaisanterie, au pied d'un ouvrier pour le réveiller (C. Nancy, 17 juill. 1934, Cant. 1932 ; Req. 26 juill. 1933, D. H. 1933-476) — quand le patron emploie un procédé chimique dangereux et connu comme tel (C. Paris, 30 nov. 1936, Villetard, mai 1937) ; — quand le patron néglige de placer un agent chargé d'avertir des ouvriers travaillant sur la voie ferrée (Trib. Civ. de la Seine, 18 juill. 1925, Villetard 1925).

Voici quelques exemples où l'employeur a été déchargé de l'imputation de faute inexcusable :

le fait de n'avoir pas fait porter de lunettes à ses ouvriers, alors que l'accident qui les aurait rendues nécessaires s'est produit d'une manière tout à fait exceptionnelle et que dans les industries similaires les ouvriers ne portent pas de lunettes (T. Civ. Melun, 15 déc. 1927) — lorsqu'un poteau électrique n'est pas haubanné suffisamment (Tr. Civ. Mâcon, Société LA GROSNE c/ SERBY, Recueil M. G. F.) — si un pilote d'avion reçoit l'ordre de départ par un jour de vent,

même s'il ne connaissait pas le chemin (Tr. Civ. de la Seine, 18 fév. 1924, Cant. 1924) — le fait de laisser un pilote monter un avion non conforme aux règlements de sécurité (Tr. Civ. Caen, 23 juill. 1935, Gaz. Pal., janvier 1936) — si un train traverse une gare à une allure trop rapide (Trib. Civ. Caen, 10 mars 1930, Cant. 1930) — si un contremaître envoie un jet d'oxygène dans une cuve éclairée par une lampe à essence (d'où explosion) — s'il n'a pas eu connaissance du danger et si l'acte a été fait pour l'intérêt des ouvriers (Cas. Req. 28 oct. 1935, Villetard 1936) — lorsque l'escalier qui a provoqué la chute était extérieur et utilisé chaque jour par la victime (Trib. Civ. Coutances, 17 avril 1937, Recueil M. G. F.) — le fait de laisser un treuil dépourvu de frein (Cass. Req., 25 nov. 1935, Villetard, février 1936.)

## SECTION II

### *FAUTES INEXCUSABLES POSTERIEURES A L'ACCIDENT*

Nous n'avons envisagé jusqu'à présent la faute inexcusable qu'autant qu'elle est génératrice de l'accident. Peut-elle aussi jouer un rôle dans les suites du traumatisme ? A notre avis, les circonstances génératrices de faute inexcusable doivent toujours être antérieures à l'accident, jamais ultérieures. L'opinion contraire a cependant été soutenue et consacrée en jurisprudence ; nous allons l'exposer sans la partager nullement.

#### § 1. — Fautes inexcusables du patron

Du fait que l'accident est déjà réalisé dans le temps il est bien rare que l'on puisse trouver à la charge de l'employeur un reproche d'une gravité aussi exceptionnelle, susceptible de retentir sur les suites de l'événement.

Le cas qui se révèle dans la pratique le plus fréquent, sinon exclusif, est l'incurie dont témoigne le patron en laissant l'ouvrier blessé sans secours et sans soins.

La thèse a été soutenue devant le Tr. Civ. de Rouen (6 mai 1911, Villetard 1911) qui a retenu la faute inex-

cusable d'une Compagnie de Chemins de Fer qui, avertie à 10 heures du soir qu'un ouvrier avait été trouvé blessé sous un tunnel l'a laissé sur place sans secours et a attendu jusqu'au lendemain matin pour le faire transporter à l'hôpital où il est décédé.

Les ayants-droit soutenaient que « l'accident » devait être entendu dans ses divers éléments essentiels que l'on ne peut isoler les uns des autres, qui forment un tout indivisible et que le Législateur a pris collectivement en considération pour déterminer la responsabilité patronale. L'accident comprendrait donc à la fois l'action soudaine et violente d'une cause extérieure et aussi les lésions corporelles qu'elle détermine. La loi ne ferait pas de distinction entre les divers éléments constitutifs du traumatisme et elle aggraverait la responsabilité par ce fait seul qu'une faute inexcusable aggrave soit la faute, soit les effets de l'accident. N'y aurait-il pas, ajoute-t-on, un véritable déni de justice à ne pas faire état de cette aggravation puisque toute action ultérieure de ce chef basée sur le Droit Commun devra être refusée en vertu des articles 2 et 7 de la loi qui ne donnent à la victime aucune autre action que l'action forfaitaire en indemnité ?

Cette thèse que l'on ne peut repousser au nom seul de l'équité n'est pas juridiquement recevable. La Cour de Rouen qui, dans son arrêt du 29 juillet 1911 (Sirey 1912-2-172, Villetard 1911) a réformé le jugement du Tribunal, a sagement décidé que l'article 20 doit être interprété littéralement.

Cet article 20 n'exprime-t-il pas à la lettre que la faute doit être antérieure au traumatisme : « s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable... »

Il résulte de l'interprétation *littérale* que logiquement la faute dont s'agit est celle qui précède l'accident et en est l'élément générateur.

Cette opinion purement grammaticale se trouve encore confirmée par des travaux préparatoires. Si des diver-

gences se sont élevées sur la gravité objective que devait présenter la faute, le principe d'après lequel la faute inexcusable et l'accident doivent se rattacher l'un à l'autre par un lien étroit de causalité n'a fait l'objet, au cours des débats parlementaires d'aucune contradiction. Il n'est pas davantage possible de dire que l'accident et ses suites forment un tout indivisible. Ce n'est pas le sens qu'il convient de donner au mot « *accident* » dont fait usage l'article 20. Ce terme, qui n'est que la reproduction de celui visé à l'article 1<sup>er</sup> de la loi doit être pris avec la même signification, c'est-à-dire viser uniquement l'événement subit et imprévu qui produit la lésion et non les conséquences de celle-ci.

Il nous paraît donc absolument certain que la faute dont a voulu parler le Législateur ne peut en aucune façon s'étendre aux faits, si regrettables qu'ils puissent être, qui sont postérieurs à l'accident s'ils n'ont eu aucune influence sur son événement et n'ont fait qu'en aggraver les suites.

Nous avons dit que de tels cas de faute inexcusable sont rares dans la pratique et qu'ils visent surtout le refus de soins médicaux. C'est précisément dans cette hypothèse que nous avons relevé dans la jurisprudence une seconde espèce qui adopte la thèse soutenue par le Tribunal de Rouen. Il s'agissait d'un ouvrier qui s'était montré négligent pour se soigner, mais sans avoir agi volontairement, avec la conscience du danger qu'il pouvait courir.

De ce chef, le Tribunal Civil de la Seine (8 nov. 1924, Villetard 1924) ne retient pas la faute inexcusable de l'ouvrier dont l'attitude peut s'expliquer par un excès de courage ou une insouciance assez fréquente, mais le Tribunal pose en principe que l'article 20 régit tout aussi bien la faute commise après le traumatisme et qui en aurait provoqué ou aggravé les conséquences que celle qui a précédé. C'est également en doctrine la thèse de M. GAUGUIER dans son « *Etude critique de Législation*

*et de Jurisprudence sur le risque professionnel* » (P. 177). Il n'y a à cela rien de surprenant puisque M. GAUGUIER présidait le Tribunal de la Seine dont nous venons d'analyser la décision.

La question reste ouverte. La Cour de Cassation ne s'est pas encore prononcée. Nous avons la conviction qu'étant saisie d'un litige de cette sorte elle confirmerait la solution de la Cour de Rouen.

## § 2. — Fautes inexcusables de l'ouvrier

L'espèce tranchée par le Tribunal de la Seine s'est posée fréquemment devant les Tribunaux pendant les premières années d'application de la loi. L'ouvrier est en effet tenu de prendre les soins nécessaires à sa guérison. Il est bien difficile, en cas d'incurie de sa part, de faire supporter au patron l'aggravation qui en résulte dans les conséquences normales et prévisibles de l'accident. Si l'ouvrier augmente volontairement la part du forfait mise par la loi à la charge de l'employeur, il serait contraire à l'équité que celui-ci la supporte. C'est ainsi que la faute de l'ouvrier, au cours du traitement médical, a été assimilée à celle de l'article 20. Il y a là une confusion évidente entre deux situations que ne régissent pas les mêmes principes. La grande similitude qui les apparente explique néanmoins cette erreur.

Si l'ouvrier, par mauvaise volonté ou par incurie repousse un traitement approprié, s'il aggrave même de ce chef une lésion bénigne, sa faute ne constitue nullement la faute inexcusable de l'article 20, mais un fait personnel qui serait susceptible d'engager sa responsabilité selon les règles du Droit Commun : telle est la solution qui n'a pas été dégagée à l'origine.

C'est ainsi qu'il a été jugé que constituait une faute inexcusable :

le fait pour un manœuvre de ne pas porter son bandage

herniaire (Trib. Civ. Nantes, 25 juin 1900, Recueil Som. 1901) — le fait pour un ouvrier de laisser modifier la position de sa jambe cassée dans l'appareil hors la présence du médecin par une tierce personne sans qualité (C. Bordeaux, 15 déc. 1903, Gaz. Trib. 1905).

La jurisprudence ne fut pas très longue à se ressaisir et tout en estimant que des faits de ce genre constituaient des imprudences susceptibles, le cas échéant, de diminuer ou de supprimer l'indemnité, elle ne fit plus appel à la notion de faute inexcusable. La Cour de Grenoble (27 oct. 1908, Recueil Som. 1909, n° 1581) nous paraît avoir donné à cet égard une excellente formule : « Si l'aggravation survenue dans l'état de la victime par l'inobservation volontaire des prescriptions médicales peut ne pas entrer en ligne de compte dans l'évaluation de l'indemnité mise à la charge de l'employeur, c'est à la condition qu'elle ait sa cause exclusive dans un fait personnel de la victime, sans lien de causalité avec l'accident, notamment que la volonté du blessé ait été entièrement libre et n'ait subi aucune altération imputable au traumatisme et aux circonstances extrinsèques qui l'ont accompagné. »

Depuis cette époque la faute de l'ouvrier a été constamment sanctionnée par la jurisprudence suivant le critérium ainsi déterminé (C. Paris, 11 déc. 1916, Villelard 1918; C. Dijon, 22 juillet 1930, Cant. 1932; C. Douai, 17 oct. 1930, Cant., février 1932; C. Douai, 12 oct. 1931, Cant., avril 1932; C. Besançon, 24 fév. 1933, D. H., avril 1933).

Dans toutes ces décisions la faute de l'ouvrier a été appréciée comme résultant non pas d'une faute inexcusable — notion erronée en la matière — mais d'un fait personnel déterminant sa responsabilité sous l'angle du Droit Commun, l'employeur ne pouvant en équité supporter la négligence ou le refus de la victime aggravant pour lui les conséquences du risque professionnel.

## CHAPITRE IV

---

### Les Effets de la Faute inexcusable sur la Réparation

---

Nous avons examiné les caractères distinctifs de la faute inexcusable et les circonstances variées de sa génération.

Il nous reste à envisager l'influence de la faute sur le montant de la réparation. Nous consacrerons deux sections aux effets de la faute inexcusable de l'ouvrier et du patron respectivement.

Si nous observons que l'art. 20 refuse au Président du Tribunal Civil, chargé de favoriser et d'homologuer l'accord des parties sur les éléments ordinaires de la rente, le pouvoir de statuer sur la faute inexcusable lorsque celle-ci est soulevée par l'une des parties (1), nous sommes ainsi amené à conclure que les effets de la faute inexcusable se font d'abord sentir sur la manière dont l'action en majoration ou en diminution de rente est introduite devant le Tribunal Civil, seule juridiction compétente. Nous consacrerons donc une section préliminaire à l'aménagement de la procédure et aux particularités de son développement avant que le Tribunal n'arbitre le quantum de l'indemnité.

---

(1) L'accord des parties vient toutefois d'être récemment consacré (P. V. de conciliation Orléans, 18 nov. 1937, MOREAU c/ DE JÉSUS, Rec. M. G. F.). Il s'agissait d'un ouvrier carrier blessé dans un éboulement provoqué par sa lourde imprudence et au mépris des défenses réitérées de l'employeur. La rente a été réduite d'un tiers d'un commun accord entre les parties

## SECTION I

### *LA PROCÉDURE DE L'ACTION EN INDEMNITÉ*

§ 1. — La faute inexcusable peut-elle être invoquée postérieurement à la signature d'un procès-verbal de conciliation fixant la rente, ou dans une deuxième instance devant le Tribunal, notamment en cas de révision de la rente, ou encore en appel ?

L'art. 16 de la loi de 1898 confère au Président du Tribunal le pouvoir d'homologuer dans une ordonnance l'accord des parties sur les éléments de la rente. Cette ordonnance de conciliation constitue un contrat judiciaire qui n'est susceptible d'être modifié que dans les cas prévus aux art. 1.108 et suivants du Code Civ.

Nous sommes d'avis qu'est par suite irrecevable la demande d'une rente complémentaire formée par la veuve de la victime d'un accident du travail et fondée sur la faute inexcusable du patron, alors que les droits de la demanderesse ont été précédemment fixés par un P. V. de conciliation qui a constaté l'accord des parties (En ce sens : T. C. du Havre, 12 nov. 1936, Gazette Palais, janvier 1937).

Vainement le demandeur objecterait-il avoir à sa disposition deux actions distinctes : l'une tendant à l'obtention de la rente selon l'art. 3 de la loi et l'autre à l'allocation de la majoration selon l'art. 20. Il s'agit, en effet, d'une même rente et d'une même action. Nous ne pouvons davantage admettre l'assimilation du cas de l'art. 7 de la loi à celui de l'art. 20, par. 3 : l'art. 7, en effet, distingue nettement l'action du Droit Commun qui est conservée vis-à-vis des tiers et peut être exercée séparément, de l'action issue du risque professionnel. (En sens contraire à notre opinion : Cour Poitiers, 1<sup>er</sup> avril 1925, Gazette Tribunaux, 18 mai 1925).

Nous reconnâtrions toutefois une action postérieure en majoration de rente si les parties avaient inscrit des réserves à cet égard dans le P. V. de conciliation

(Cour Poitiers, 1<sup>er</sup> avril 1925 précitée ; Cour Douai, 29 janvier 1901, Gaz. Trib. 1901), bien que l'on puisse soutenir que le fait même de ces réserves, consacrant en réalité le désaccord des parties sur le montant de la rente à allouer ne soit juridiquement inopérant, le Président n'ayant pas le pouvoir d'apprécier et devant, semble-t-il, renvoyer la cause devant le Tribunal.

Donc, hormis le cas de réserves formelles dans l'ordonnance de conciliation, celle-ci ne peut être modifiée ultérieurement.

Nous étendrons la même solution, avec plus de force encore, au jugement du Tribunal Civil. La modification de l'indemnité, à raison d'une faute inexcusable doit être demandée lors du litige sur la rente principale. Elle ne peut l'être par une action introduite postérieurement à la solution de ce litige. La preuve de la faute doit être articulée dans la première instance, la majoration ou la diminution de l'indemnité se rattachant, comme la rente allouée, à l'accident du travail et ayant dès lors été implicitement déduite en justice. (En ce sens : Cas. Civ., 19 nov. 1919, Villetard, 1919).

Il n'est pas davantage permis, à notre sens, d'emprunter le détour de l'action en révision prévue par l'art. 19 de la loi. On sait que le droit en révision de la rente est ouvert pendant 3 ans au profit de l'employeur ou du blessé en cas d'atténuation ou d'aggravation de l'infirmité précédemment constatée. Les parties pourraient fort bien prétendre à une majoration ou une diminution de cette rente en invoquant la faute inexcusable lors de la demande en révision. Une telle attitude nous paraît absolument condamnée par les termes de l'art. 19 énumérant limitativement les causes de la révision dans le cadre strict d'une modification de l'état physique de l'accidenté. On ne saurait en ajouter d'autres en invoquant la faute inexcusable pour arriver ainsi à modifier la rente (En ce sens : T. C. du Havre, 22 mars 1924, Gaz. Trib. novembre 1924).

Une autre difficulté peut encore être soulevée lorsqu'une partie invoque la faute inexcusable pour la première fois en appel. Nous pensons que cet appel n'est pas recevable, d'une part parce qu'il s'agit d'une demande nouvelle et d'autre part parce que la faute inexcusable n'est pas une notion d'ordre public.

La jurisprudence est divisée sur la question. Un parti soutient que la faute inexcusable peut être invoquée pour la première fois en appel par suite du caractère d'ordre public de la Législation (Cour Lyon, 23 juin 1921, Villetard 1922) — ou parce qu'il n'y a pas là une demande nouvelle, mais simplement un moyen nouveau (Cour Bordeaux, 18 oct. 1910, Rec. Som. 1911, n° 2.975 ; Cour Lyon, 25 janv. 1926., Rec. Som. 1926 n° 2.612 ; Cour Lyon, 22 déc. 1932, Gaz. Palais, juin 1934). L'autre parti, voyant dans cette procédure une demande nouvelle rejette l'appel (Cour Rouen, 4-12-1929, Cantinau, novembre 1930).

La Cour de Cassation a pris récemment position sur la question. Elle estime « qu'il est sans intérêt de rechercher ni si la demande en majoration de rente pour faute inexcusable du préposé au patron a été faite par conclusions ou par note en délibéré, ni si elle constituait une demande nouvelle ou un moyen nouveau ; qu'en matière d'accident de travail et en raison du caractère d'ordre public de toutes les dispositions de la loi du 9 août 1898, les demandes formulées dans les conclusions des parties n'ont que la valeur de simples indications dont le dispositif ne peut jamais tendre qu'à l'application même de la loi. Qu'à bon droit l'arrêt a relevé qu'il lui appartenait de faire d'office application à la cause des dispositions d'ordre public de l'art. 20 de cette loi ». (Cass. Civ. 14-6-37, Villetard, septembre 1937).

Mais en règle générale, à notre sentiment, la faute inexcusable ne saurait donc être invoquée par un plaideur soit après la signature d'une ordonnance de conci-

liation, soit après un jugement du Tribunal, que l'action soit introduite sous le couvert d'une action en révision de l'infirmité ou d'un appel.

Nous avons ainsi éliminé les difficultés qui entravaient la marche normale de la procédure pour faute inexcusable. Nous avons rencontré un principe certain : l'incompétence du Président du Tribunal, la loi ayant expressément réservé aux Tribunaux Civils la connaissance de cette sorte de litige.

C'est en partant de ce principe que nous suivrons le cheminement de notre action depuis le moment où le plaideur a pris sa détermination jusqu'au jour où le Tribunal l'appréciera.

## § 2. — Voici, à cet égard, quelques solutions de la pratique

a) C'est au demandeur de rapporter la preuve d'une faute inexcusable. Ce principe de Droit Commun a reçu application dès les premières décisions de la jurisprudence sur la question (Cour Rouen, 28 fév. 1900, Rec. Som. 1900, n° 4.194 ; Trib. Civ. Mâcon, 20 mars 1900, Gaz. Trib. 1901 ; Trib. Civ. Vesoul, 26 juin 1900, Gaz. Trib. 1901 ; Trib. Civ. Bordeaux, 14 déc. 1921, Cantiniaux 1922).

b) Le doute sur les circonstances réelles de l'accident, générateur de la faute inexcusable, profite au défendeur (Cour Rouen précitée). Si le hasard a une part prépondérante dans l'accident, la faute inexcusable ne peut être retenue. Il en est ainsi quand un ouvrier a été tué par un paquet de sacs au moment où il passait fortuitement sous un grenier d'où un de ses camarades les jetait en direction de la cour (Rennes, 22 juillet 1929, Cant. 1929).

c) Il doit exister une relation entre la faute et l'accident. Il faut que la faute ait eu une influence sur l'accident. Serait-elle inexcusable, elle ne peut, sans cette

relation, entraîner majoration ou diminution de l'indemnité (C. Lyon, 31 juill. 1900, Gaz. Trib. 1902 ; Cass. Req., 9 déc. 1935, Cantinau, juin 1936).

d) En cas de faute inexcusable commune aux deux parties, il appartient au juge de faire compensation des griefs réciproques des parties, ce qui l'amènera, soit à ne pas modifier la rente, soit à fixer un chiffre d'indemnité oscillant autour du taux forfaitaire établi par l'article 3 de la loi, suivant que la responsabilité de l'une ou de l'autre des parties sera plus gravement engagée (Tr. Civ. Albi, 31 mai 1901, Rec. Som. 1901, n° 4453 ; C. Montpellier, 27 fév. 1902, Rec. Som. 1904, n° 37 ; Trib. Civ. Charleville, 5 nov. 1911 : VIOT c/ C<sup>ie</sup> LE LLOYD DE FRANCE).

e) Le Tribunal dispose de tous moyens d'investigation dans la recherche de la faute inexcusable. Il peut notamment ordonner une expertise technique (Trib. Civ. Amiens, 2 juin 1905, Rec. Som. 1907, n° 1.570) ; Trib. Civ. Nice, 20 juillet 1925, Rec. Som. 1926, n° 1.876).

f) Il nous apparaît illogique que le Tribunal reconnaisse une faute inexcusable avant d'avoir tranché, par voie d'expertise médicale, le caractère de l'incapacité dont se prévaut la victime. A tout le moins, l'existence d'une infirmité ne doit pas être discutable. En ce sens, Trib. Civ. d'Amiens, 2 juin 1905 (Rec. Som. 1907). Cette solution nous paraît rationnelle. Autrement, l'on préjuge du fond et sans intérêt (Contra : T. Civ. Le Havre, 14 déc. 1899, Rec. Som. 1900, n° 3.552 ; Cour Nancy, 21 janv. 1905, Rev. Jud. des A. T. 1905).

g) Le Tribunal a la faculté d'admettre ou de rejeter la faute inexcusable sous réserve du contrôle de la Cour de Cassation depuis l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 22 février 1932. Mais il doit motiver sa décision (Cass. Civ., 9 janv. 1907, S. 1907-1-60 ; Cass. Civ., 13 mai 1935, Villetard, juillet 1935).

## SECTION II

### *LES EFFETS DE LA FAUTE INEXCUSABLE DE L'OUVRIER*

Les conséquences de la faute de l'ouvrier sont régies par le paragraphe 2 de l'article 20 : « Le Tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension fixée au titre premier ».

Elles se résument à ceci :

1° La faute inexcusable n'a pas d'effet sur l'indemnité journalière.

Ce principe est admis depuis longtemps.

MM. ROUAST et GIVORD écrivent simplement dans leur Traité : « Rien n'est donc changé lorsqu'il y a faute « inexcusable de la victime à l'égard de l'indemnité du « demi-salaire et des frais médicaux et pharmaceutiques (n° 134) ».

M. CABOUAT écrivait déjà : « Mais qu'on observe bien « que la faculté de réduction ou de majoration reconnue « aux Tribunaux par le texte précité, ne peut s'appliquer qu'aux rentes et pensions, à l'exclusion de toutes « autres indemnités — demi-salaires, frais médicaux, « pharmaceutiques et funéraires — dont le taux et la « consistance demeurent indépendants du degré de la « faute imputable au patron ou à l'ouvrier » (1).

Le texte du § 2 de l'article 20 et les travaux préparatoires ne laissent d'ailleurs subsister aucun doute ; l'une des premières propositions de loi, celle de M. PERLEVEY (14 janvier 1882) posait déjà la règle : « En cas de « faute grave de la part de la victime, elle n'aura droit « qu'aux secours provisoires ».

Cette observation a facilité, plus tard, l'accord des deux Assemblées sur l'incorporation de la faute lourde

---

(1) Traité, des Accidents du Travail 1907, tome 2, livre 3, 1<sup>re</sup> partie, n° 637.

dans le risque professionnel. A la séance du 10 juin 1893, M. RICARD faisait habilement observer : « Ce texte « est un terrain transactionnel, car on a pu remarquer « que le projet de la Commission ne fait pas jouer la « faute lourde pour les cas d'incapacité temporaire, « c'est-à-dire pour 79 % des cas ».

L'orateur mit en valeur le même argument devant le Sénat (séance du 25 novembre 1895) :

« Cela fut une des conditions d'acceptation par la « Chambre de cette disposition transactionnelle, que, « pour les accidents donnant lieu à des indemnités « temporaires, il fallait éviter les procès et par suite « les recherches de la faute plus ou moins lourde de l'ou- « vrier. Quand il s'agit d'une réparation accordée à un « ouvrier blessé, même par sa faute, il est humain, il « est bon, il est sage de lui accorder une indemnité « temporaire, sans rechercher s'il y a eu ou non faute « lourde ».

M. Charles FLOQUET. — « Le projet le dit, puisqu'il ne « parle que de la pension ! »

M. RICARD, garde des Sceaux. — « Le gouvernement, « d'accord avec la Commission, pense donc que la faute « lourde ne peut être prise en considération lorsqu'il « s'agit d'incapacités temporaires de travail ».

La jurisprudence intervenue dès l'application de la loi de 1898 reflète exactement les sentiments du Législateur :

« La majoration ou la diminution de l'indemnité « temporaire due à l'ouvrier blessé, lorsqu'il y a faute « inexcusable, soit du patron, soit de l'ouvrier, n'a trait « qu'à la pension viagère. L'indemnité de demi-salaire « est invariable ». Trib. Paix Paris, 22 déc. 1899, Gaz. Trib., 13 janv. 1900 ; Trib. Civ. Le Havre, 14 déc. 1899, Gaz. Pal. 1900-1.415 ; Trib. Paix Neuilly-sur-Seine, 25 avril 1900 (Rec. des Somm. 1900, n° 4.875 ; Cass. Civ. 17 février 1902, Gaz. Trib., 23 février 1902 ; Trib. Paix Villeneuve-sur-Lot, 25 février 1903, Rec. des Som. 1905,

n° 2.198 ; Trib. Paix de Martigues, 5 mai 1908, Rev. Jud. des A. T. 1908, n° 1.365.

2° C'est donc seulement sur la pension viagère que la faute inexcusable exerce une influence.

C'est un droit pour le Tribunal, nous dit le texte, d'opérer la réduction de l'indemnité. Il a donc la faculté soit de la maintenir intacte, soit de la diminuer. En aucun cas, il ne peut la supprimer totalement. Civ. 31 juill. 1905 et 8 déc. 1909, D. P. 1911-1-91 ; Trib. Civ. de Rouen, 17 juill. 1913, Villetard 1913 ; Civ. 3 juin 1924, D. H. 1924-471.

Dans quelles limites peut jouer la diminution ? Le Tribunal peut, semble-t-il, réduire la pension jusqu'à 1 franc. Cette opinion s'appuie, à juste titre, sur une déclaration du Garde des Sceaux, M. RICARD : « La « pension à laquelle aura droit l'ouvrier peut être dimi-  
« nuée et comme on n'a fixé aucun minimum, elle peut  
« descendre même jusqu'à zéro, dans tous les cas jus-  
« qu'à 1 franc comme en matière d'expropriation pour  
« cause d'utilité publique » (Sénat, Séance du 25 novem-  
bre 1895).

Tels sont les effets de la faute inexcusable de l'ouvrier sur le montant de la rente qui lui est allouée. Les conséquences de la faute inexcusable de l'employeur offrent plus de ressource à la discussion.

### SECTION III

#### *LES EFFETS DE LA FAUTE INEXCUSABLE*

##### *DU PATRON*

Le paragraphe 3 de l'article 20 dit : « Lorsqu'il est  
« prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable  
« du patron ou de ceux qu'il s'est substitués dans la  
« direction, l'indemnité pourra être majorée, mais sans  
« que la rente ou le total des rentes allouées puisse  
« dépasser soit la réduction, soit le montant du salaire  
« annuel ».

Ce texte à tournure elliptique appelle des controverses plus nombreuses que celui du § 2 de l'article 20 :

1° Tout d'abord, c'est avec des motifs d'apparence plausible qu'on a pu soutenir que la faute inexcusable de l'employeur entraînait majoration de l'indemnité journalière. On a observé qu'à l'inverse du précédent paragraphe, le § 3 visait « l'indemnité » en général sans restreindre la signification de ce terme à la pension. Ce commentaire a conservé longtemps quelque vogue puisque l'on enregistre encore en 1916 un arrêt de la Cour de Cassation sur la question.

Cependant la solution contraire doit, à notre avis, être consacrée sans hésitation.

Après avoir considéré la faute inexcusable de la victime et l'influence négative qu'on lui reconnaissait sur le demi-salaire, M. RICARD ajoutait : « En ce qui concerne le patron, le même principe est établi dans les limites très sages. Le préjudice causé à un ouvrier qui est désormais incapable de travailler, quel est-il ? C'est la représentation du salaire qu'il gagnait. Cet ouvrier gagne 3, 4, 5 francs par jour, en lui accordant une indemnité qui représente 3, 4, 5 francs par jour, vous lui donnez tout ce à quoi il puisse avoir légitimement droit ».

En vain s'appuierait-on sur l'expression « indemnité » visée au paragraphe 3 de l'article 20. La fin de ce paragraphe « sans que la rente ou le total des rentes puisse dépasser... » prouve surabondamment qu'il ne peut s'agir que des accidents suivis de mort ou d'incapacité permanente, c'est-à-dire de sinistres donnant lieu à pension.

Une des premières décisions des Tribunaux de Paix reflète très fidèlement les intentions du Législateur. En voici quelques attendus :

« Attendu que la majoration, pour faute inexcusable du patron, ne s'étend nullement aux indemnités journalières ; que cela résulte formellement des termes

« de l'alinéa 3 de l'article 20 qui prévoit la majoration  
« de la pension ou des rentes ; que les rédacteurs de  
« ce texte, après avoir employé l'expression indemnité,  
« ont eu soin d'ajouter : « sans que la rente ou le total  
« des rentes allouées puisse dépasser soit la réduction,  
« soit le montant du salaire annuel ;

« Attendu que ce dernier membre de phrase démon-  
« tre péremptoirement qu'il ne s'agit pas ici des indem-  
« nités temporaires ressortissant à la compétence des  
« juges de paix ; qu'au demeurant, il eût été contraire  
« à l'esprit de la loi de soulever la question de faute  
« inexcusable à propos des allocations journalières, le  
« législateur ayant voulu éviter, pour le règlement de  
« ces sortes d'indemnités, toute controverse litigieuse  
« et toute recherche sur les causes de l'accident indus-  
« triel ». Trib. de Paix de Paris, XI<sup>e</sup> arrondissement,  
6 déc. 1899, Gaz. Trib. 1900. Dans le même sens : Trib.  
de Paix de Meulan, 28 nov. 1899, Gaz. Trib. 1901.

On conçoit les procès nombreux qui auraient été pro-  
voqués à l'occasion du règlement du demi-salaire, si  
la faute inexcusable avait pu s'appliquer à cette indem-  
nité, d'autant que l'ouvrier bénéficiait de l'assistance  
judiciaire. Ce sont donc les mêmes raisons de célérité  
et de pacification sociale qui ont incité le Législateur à  
ne pas admettre la faute inexcusable en matière d'in-  
capacité temporaire.

Un arrêt de la Cour de Cassation, Ch. Civ du 4 juil-  
let 1916. Rec. Spéc. des A. T. 1917, a mis le point final à  
une controverse d'ailleurs sans autre issue : « Attendu,  
« dit l'arrêt, qu'il résulte des termes de l'art. 20 que la  
« faute de la victime, alors même qu'elle aurait été  
« déclarée inexcusable, ce qui n'est pas le cas de l'es-  
« pèce, ne saurait exercer aucune influence sur la fixa-  
« tion de l'indemnité journalière ».

2<sup>e</sup> L'alinéa 3 de l'article 20 s'applique donc exclusivement  
à la pension. La majoration est d'ailleurs laissée à l'ap-  
préciation du juge. Toutefois, la loi a fixé un plafond

en dépit des efforts de ceux qui voulaient un retour au Droit Commun pur et simple sans limitation.

La tournure elliptique de cet alinéa 3 appelle des explications que nous diviserons suivant qu'il y a incapacité partielle, d'une part et incapacité totale ou décès d'autre part.

Si la victime est atteinte d'une *invalidité permanente partielle* l'article 3 de la loi de 1898 dispose que la rente est égale à la moitié de la réduction que l'accident a fait subir au salaire. Un ouvrier dont le gain annuel serait de 8.000 francs et l'incapacité de 20 % aurait droit à une rente de 800 francs. Le maximum de la majoration pour faute inexcusable de l'employeur porterait cette rente à un taux égal à la réduction totale que la victime subit dans son salaire, soit à 1.600 francs.

Le paragraphe 3 de l'article 20 prévoit un maximum différent quand l'ouvrier reste porteur d'une *infirmité permanente absolue* ou quand il *décède*. Dans ces deux cas, il pourra être alloué à la victime ou à ses ayants-droit une majoration allant jusqu'au montant du salaire annuel. S'il n'y a pas faute inexcusable, la rente est des  $\frac{2}{3}$  du salaire pour l'ouvrier atteint d'une incapacité absolue. Soit une rente de 5.333 francs pour un salaire de base de 8.000 francs. La majoration pour faute inexcusable variera donc en ce cas de 5.333 francs à 8.000 francs, sans pouvoir dépasser ce dernier chiffre.

De même *en cas d'accident suivi de mort*. Si le conjoint survivant est seul ayant-droit, sa pension, fixée légalement à 20 % du salaire du défunt pourra, en cas de faute inexcusable, être majorée dans la proportion de 20 à 100 % des salaires.

Une difficulté se présente ici *en cas de pluralité d'ayants-droit*. Dans quelle proportion chacun d'eux bénéficiera-t-il de la majoration ? Voici, par exemple, une veuve avec quatre enfants. D'après l'article 3 de la loi de 1898, s'il n'y avait pas faute inexcusable, elle ne pourrait prétendre pour elle-même qu'à 20 % du salaire de son mari et pour ses quatre enfants qu'à 40 %, soit

au total : 60 %. Dans ce cas, le Tribunal dispose donc d'une marge de 40 % pour faire jouer la majoration résultant de la faute inexcusable.

L'article 20 n'a pas réglé le mode d'attribution de cette majoration. On ne saurait en conclure qu'il est loisible au juge d'en attribuer le montant à tel ayant-droit par préférence aux autres. Cet arbitraire du Tribunal lèserait aussi bien l'employeur que les ayants-droit. Ceux-ci, en effet, sont appelés en la même qualité à partager l'indemnité due à raison du décès de leur auteur ; il n'y a aucun motif de favoriser l'un d'eux aux dépens des autres. Cette solution d'équité vaut également pour l'employeur. Si l'arbitraire du juge pouvait, par exemple, attribuer le bénéfice de la majoration totalement ou partiellement au profit du conjoint, les charges du chef d'entreprise se trouveraient aggravées. La majoration qui sera attribuée aux enfants cesse de produire ses effets dès qu'ils atteignent l'âge de 16 ans, tandis que la rente attribuée au conjoint l'est à titre viager et son existence pouvant se prolonger longtemps, ce serait imposer à l'employeur une charge sensiblement plus longue et lourde que de faire bénéficier le seul conjoint de la majoration pour faute inexcusable.

La solution équitable est de répartir la majoration entre tous les ayants-droit au prorata de leurs créances respectives. Dans notre exemple, les 40 % seront répartis proportionnellement à l'importance de la rente que leur attribuait déjà l'article 3 de la loi.

Cette solution proportionnelle est d'ailleurs la seule logique et en accord avec l'alinéa 2, § C de l'article 3, disposant que si les rentes cumulées par les divers ayants-droit dépassent le maximum prévu par la loi, elles seront réduites proportionnellement. Si la réduction doit être proportionnelle, la majoration doit normalement s'opérer de la même façon.

Cette opinion, qui est aujourd'hui unanimement acceptée par la doctrine n'a pas toujours été suivie par

la jurisprudence. Anciennement celle-ci décidait, au motif que la majoration pour faute inexcusable est pour le Tribunal une simple faculté, qu'en cas de pluralité d'ayants-droit, le juge pouvait ne pas majorer la rente de ceux pour lesquels il estimait que l'indemnité légale constituait réparation suffisante du préjudice subi. (En ce sens : Tr. Civ. Saint-Etienne, 4 fév. 1901, Rec. Som. 1901, n° 2.213 ; C. Limoges, 27 juillet 1905, Rec. Som. 1905, Rec. Som. 1906, n° 1613 ; Tr. Civ. Saint-Etienne, 3 mars 1913). La jurisprudence s'est, depuis, ressaisie. Un arrêt de la Cour de Lyon du 25 juillet 1913 (Villetard 1913), a infirmé le jugement précité du Tribunal de Saint-Etienne. La Cour de Cassation, Chambre Civile, dans l'arrêt du 13 mai 1930 (Rev. Gén. des Ass. Terr., juillet 1930), a terminé la controverse en décidant que la majoration de la quote-part des ayants-droit, au cas de faute inexcusable du patron, ne doit pas être faite arbitrairement par le juge, mais elle doit être proportionnelle à chaque quote-part. L'argument mis en avant est précisément qu'il convient de rester dans la logique du mode de calcul adopté par l'article 3, paragraphe C de la loi en cas de réduction de rente accordée à divers ayants-droit et dont le total dépasse le maximum fixé par la loi.

\*

\* \*

Un autre litige fort important par son incidence a été soulevé. *Il s'agit de savoir si la rente due en cas d'invalidité absolue ou de mort doit être majorée jusqu'au salaire annuel PLEIN ou seulement jusqu'au salaire annuel REDUCTIBLE selon l'article 2 de la loi.*

On sait que la loi du 8 juillet 1926 a décidé que toute portion du salaire annuel dépassant 8.000 francs serait réduite au 1/4 jusqu'au chiffre de 18.500 francs et au 1/8 au-delà. Pour un salaire annuel de 12.000 francs la majoration pour faute inexcusable peut-elle avoir pour

effet de porter la rente à 12.000 francs ou à 9.000 seulement ? Les deux thèses, à notre avis, peuvent valablement se soutenir. Nous opterons pour la première, mais la seconde qui a eu la consécration définitive de la Cour de Cassation est soutenue par M. ROUAST avec des éléments d'interprétation particulièrement efficaces.

M. ROUAST (1) donne le pas à l'article 20 sur l'article 2. Si la loi, dit-il, réduit le montant des rentes allouées à la victime au cas où elle reçoit un gros salaire, c'est parce que ces rentes ne sont pas la réparation d'une faute commise par le chef d'entreprise, mais qu'elles constituent une allocation légale d'aliments mise à la charge de l'employeur. (Sur le caractère alimentaire des rentes d'accidents du travail, voir Cass. Civ., 3 janv. 1927, Note Rouast, D. P. 1928-1-137). Mais les indemnités d'accidents du travail n'ont ce caractère alimentaire qu'autant que la notion de faute est écartée. Dans la mesure où la loi la fait réapparaître elles le perdent pour devenir une réparation délictuelle. Lorsqu'il y a faute inexcusable du patron les rentes auxquelles il est condamné sont la réparation de cette faute. On doit donc leur appliquer le principe de la réparation intégrale et c'est pourquoi il faut supprimer le forfait et donner jusqu'à 100 % du salaire plein.

Cette argumentation du savant professeur dont l'apport à l'interprétation de la loi de 1898 révèle toujours des vues aussi originales que sûres ne nous convainc pas entièrement. Elle est renforcée d'ailleurs par une raison d'équité si l'on considère qu'en cas de faute inexcusable de l'ouvrier la rente de ce dernier peut être réduite théoriquement jusqu'à 1 franc. N'est-il pas logique et équitable qu'en contre-partie la faute inexcusable du patron entraîne la majoration dans son intégralité et sans restriction ?

---

(1) Note sous Cass, Civ., 13 mai 1930, Rev. Gén. des A. T., juillet 1930.

Nous sommes cependant d'avis que l'article 2 de la loi a une portée beaucoup plus générale et absolue que celle de l'art. 20. Il est patent que c'est là une manifestation du caractère transactionnel de la loi de 1898. L'article 2 nous paraît d'ordre public, caractère que nous n'avons pas reconnu à l'article 20. Si celui-ci marque un retour au Droit Commun c'est en somme dans le cadre général du forfait et de la transaction. Les juges ont d'ailleurs le pouvoir, en cas de faute inexcusable, de majorer la rente ou de la laisser à son taux légal. C'est l'indication que le retour au Droit Commun n'est pas absolu. Des arguments tirés du texte viennent appuyer notre opinion. Tout d'abord, l'article 20 parle de « la pension fixée au titre 1<sup>er</sup> » ; elle doit donc supporter la réduction prévue à l'article 2. De plus, si l'art. 20 emploie bien l'expression « salaire annuel », celle-ci n'est pas synonyme de « salaire plein ». L'article 3 de la loi parle en effet à différentes reprises du salaire annuel et personne n'a jamais contesté qu'il s'agissait du salaire réduit selon les modalités de l'article 2.

•En d'autres termes, malgré le véritable caractère justement analysé des allocations attribuées par la loi, nous avons la conviction que le Législateur n'a pas entendu faire bénéficier l'ouvrier du salaire intégral en cas de faute inexcusable de l'employeur. L'expression de « salaire annuel » au cours des travaux préparatoires nous semble avoir toujours été entendue en fonction de l'article 2.

Pendant longtemps, d'ailleurs, la jurisprudence l'a compris ainsi (Cass. Civ., 22 mai 1920, Villetard 1921 ; C. Pau, 29 déc. 1926, Cant. 1929 ; Trib. Civ. d'Auxerre, 20 mars 1929, Villetard 1930 ; C. Nîmes, 17 juill. 1933).

La Cour de Cassation a opéré un revirement dans le sens de la thèse soutenue par M. ROUAST par l'important arrêt du 13 mai 1930 (Gaz. Pal. 1930-2-59). La Cour décide que « le texte de l'article 20, paragraphe 3, est général et absolu et accorde sans distinction la majora-

tion de l'indemnité pour faute inexcusable du patron à tous les ouvriers victimes d'accidents, que leur salaire dépasse ou non 4.500 francs (aujourd'hui 8.000) ». Nous pensons toujours que le caractère de généralité de l'article 20 ne ressort point du texte de la loi ni des travaux préparatoires et qu'en tout cas cette présomption jouerait avec plus de vérité encore au profit de l'article 2.

Consulter également dans le sens du salaire intégral : Tr. Civ. Orange, 4 nov. 1930 ; Cass. Req., 28 avril 1933, Gaz. Pal. 1933, p. 187 ; Cass. Civ. 19 nov. 1935, Rev. Gén. Ass. Terr., janvier 1936.

\*

\* \*

Les majorations, à raison d'une faute inexcusable de l'employeur, ne profitent qu'aux personnes qui ont normalement droit à la rente légale. Les juges ne peuvent allouer une indemnité même pour cas de faute inexcusable, *à des personnes ne remplissant pas ou ayant cessé de remplir les conditions prévues par l'article 3 de la loi*. Ainsi le Tribunal ne pourrait accorder une rente à un enfant qui a dépassé l'âge de 16 ans ou à un ascendant non reconnu à charge, bien que la faute inexcusable de l'auteur de l'accident soit certaine et en dépit de la situation intéressante des ayants-droit.

La loi est en effet formelle : en aucun cas une rente ne peut être accordée à un *enfant dépassant l'âge de 16 ans* ; a fortiori ne peut-on accorder la majoration d'une indemnité non légalement due.

La jurisprudence adopte sans difficulté cette interprétation rigoureuse mais inévitable en l'état des textes (Cass. Civ., 28 nov. 1922, Villetard 1923 ; Cass. Civ., 13 mai 1930, Rev. Gén. Ass. Terr., juillet 1930 ; Trib. Civ. de la Seine, 20 juin 1936, Gaz. Pal.).

La même solution est consacrée pour *l'ascendant* qu'on

n'a pas reconnu avoir été à la charge de la victime (Tr. Civ. de la Haute-Vienne, 15 fév. 1930, Rec. M. G. F.).

M. ROUAST poursuivant le raisonnement que nous avons déjà analysé l'applique avec la même logique au litige que nous soulevons. Puisque, dit-il, le forfait est supprimé, puisqu'il ne s'agit plus d'une allocation d'aliments mais de la réparation d'une faute on comprend mal que tous ceux qui pourraient agir en Droit Commun sur le fondement de l'art. 1382 ne puissent réclamer une pension dans les termes de l'article 20. L'auteur reconnaît que malheureusement les textes n'ont pas ici la même souplesse que dans la question examinée ci-dessus : la combinaison des articles 2 et 3 de la loi ne permettant en aucun cas d'accorder des indemnités aux enfants parvenus à l'âge de 16 ans. M. ROUAST considère que la logique et l'équité ont dû encore céder devant la lettre de la loi et il pense qu'il s'agit peut-être d'un oubli du Législateur. Nous ne le croyons pas, car alors à la Séance du 26 mars 1898, alors que la nouvelle Législation venait d'être votée à l'unanimité, le Président de la Chambre proposa une rectification matérielle à un texte, précisément celui de l'article 20, paragraphe 3. On avait indiqué par erreur : « Mais sans que la rente ou le total des rentes *viagères* allouées puisse dépasser soit la réduction, soit le montant du salaire annuel ». Le Président fit observer que le mot « viagère » ne devait pas figurer dans le texte et proposa la simple rédaction : « la rente ou le total des rentes allouées ». Le texte ainsi modifié fut adopté sans opposition. Il faut bien comprendre de cet incident que l'on visait les créanciers qui, comme les orphelins, ne pouvaient prétendre à une rente que jusqu'à l'âge de 16 ans.

## CHAPITRE V

### La Faute inexcusable des Préposés du Patron

---

Aux effets de la faute du patron, la loi identifie ceux de la faute inexcusable de ses « substitués dans la Direction ». Il s'agit d'une catégorie particulière de préposés visés au paragr. 3 de l'art. 20 :

« Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à une « faute inexcusable du patron *ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction* l'indemnité pourra être « majorée... ».

Pour apprécier la portée de cette expression à la fois neuve et restrictive dans le Droit Commun de la préposition, il nous faut considérer la doctrine et la jurisprudence généralement admises aujourd'hui en matière de commettants et de préposés. Nous examinerons ensuite, d'après les travaux préparatoires et la doctrine les caractères distinctifs de la notion inscrite au paragr. 3 de l'art. 20 et les cas particuliers d'une jurisprudence très positive.

#### SECTION I

#### *RESPONSABILITÉ DU FAIT D'AUTRUI D'APRÈS LE CODE CIVIL*

Selon le 3<sup>e</sup> alinéa de l'art. 1384 du C. Civ. « les maîtres et les commettants (sont responsables) du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés ».

Cette brève formule, note M. JOSSERAND (1) est inter-

---

(1) Note au D. P. 1934, page 5.

prétée largement et implacablement par une jurisprudence consciente des nécessités de la vie contemporaine. Ce n'est pas ici le lieu de nous étendre sur le fondement de cette responsabilité pour autrui : est-ce une responsabilité basée sur l'idée de faute ? Les partisans de la thèse classique expliquent que le commettant est responsable parce qu'il a personnellement commis une faute : soit une faute dans le choix du préposé, soit une faute de surveillance. Bertrand de GREUILLE, dans son rapport au Tribunat, fait intervenir à titre subsidiaire l'idée du profit : « N'est-ce pas le service dont le maître profite qui a produit le mal qu'on le condamne à réparer ? » (1). Sur cette idée, les partisans de la théorie du risque-profit ont rallié ou ébranlé les plus ardents partisans de la faute tels que MM. PLANIOL, COLLIN et CAPITANT. Quant à MM. MAZEAUD, ils repoussent et la faute du commettant et le risque. La véritable raison de l'article 1384, § 3 serait : la faute du préposé.

D'ailleurs M. JOSSERAND et MM. MAZEAUD, qui ont des opinions divergentes sur le concept de la faute comme fondement général de la responsabilité, arrivent ici à une explication identique :

« Celui qui recourt au service d'un préposé ne fait  
« que prolonger son activité propre ; le préposé n'est  
« qu'un instrument entre ses mains de telle sorte que,  
« quand le préposé agit, tout se passe exactement  
« comme si le commettant agissait lui-même. Pour les  
« tiers, l'acte du préposé est l'acte du commettant ».

Quant aux personnes dont on répond, ce sont les préposés au sens large du terme. Le préposé est celui qui remplit une fonction pour le compte du commettant (2). Mais pour que la responsabilité du commettant

---

(1) Voir DEMOGUE, *Traité des Obligations*, t. 5, n<sup>os</sup> 881 et 882 ; — R. DALLANT, note sous *Crim.* 9-1-1931. — *D. P.* 1931-1.171.

(2) Jacques FLOUR. — *Les rapports de commettant à préposé de l'art. 1384 du C. Civ.* — Thèse Caen 1933.

soit engagée les Tribunaux exigent la réunion de plusieurs conditions.

La plupart des décisions reproduisent le thème suivant : pour que la responsabilité du commettant soit engagée par un acte dommageable de son préposé, il faut : que le préposé ait été librement choisi, qu'il soit subordonné au commettant dans les instructions et ordres donnés, que le fait dommageable ait été commis dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions auxquelles le préposé était employé, même s'il a été commis par abus de la fonction du moment qu'il se rattache par un lien à l'exercice de la profession (Trib. Civ. de Rabat, 21-3-1934, Journ. des Ass. 1935-115 ; C. Paris, 5-4-1928, Gaz. Trib. 20-10-1928 ; C. Riom, 5-3-1935, Gaz. Pal., 1935-1-775 ; C. Lyon, 28-2-1936, Gaz. Pal. 6-11-1936 ; Cass. Civ., 4-5-1937, Gaz. Pal. 16-8-1937 ; C. Bourges, 11-5-1937, PAUL c/ LECUIR et JEANMAIRE, Recueil M. G. F. ; Cass. Civ., 3-1-1934, Gaz. Pal. 3-3-1934).

Le rapport de subordination peut même n'être qu'occasionnel et n'exige ni une rémunération ni l'existence d'un contrat quelconque. Le critérium d'une subordination économique et sociale est repoussé par la jurisprudence : Cass. Civ., 29 juillet 1931, Gaz. Pal., 1931-2-651 (Contra : C. Dijon, 24 juin 1931, D. H., 26-11-1931).

La préposition apparaît ainsi comme un des rapports juridiques les plus compréhensifs qui soient. Ainsi que l'a écrit très justement M. DEMOGUE la préposition « n'est pas un contrat, mais une situation de fait » (Traité des Obligations, tome 5, n° 914).

## LES PRÉPOSÉS

d'après la Loi de 1898

C'est pourquoi si un contrat a été passé entre deux personnes, bien que ce contrat soit nul, l'art. 1384 § 3 peut jouer. C'est là une différence avec la législation des accidents du travail : la jurisprudence s'attache dans

ce domaine au contrat de travail et exige, par suite, un contrat de travail valable (DEMOGUE, *op. cit.*, n° 890).

A cette condition, avant la loi de 1898, le chef d'entreprise était responsable de tous ses ouvriers et préposés. La faute quelconque de ces derniers l'obligeait à en réparer les conséquences dommageables, que la victime n'eût aucun lien avec le commettant ou qu'elle fût un autre préposé. La faute légère aussi bien que la faute lourde donnait ouverture à l'action en indemnité.

L'article 7 de la loi de 1898 est venu interdire au préposé-victime tout recours en Droit Commun contre le patron et ses préposés. Il bénéficie donc de la seule indemnité forfaitaire en vertu du risque professionnel.

Ainsi depuis la loi de 1898 l'accident survenu à un ouvrier par le fait d'un autre ouvrier de l'entreprise ne peut rendre le patron responsable en vertu de l'article 1384, que le préposé-auteur ait commis une faute légère ou inexcusable.

L'article 20 de la loi de 1898 a seulement laissé subsister la responsabilité patronale pour faute inexcusable des « substitués à la direction ». Nous en exposerons les raisons en constatant dès à présent que c'est par là que la notion de préposés du Code Civil est plus large qu'en loi de 1898.

A l'inverse, l'art. 20 déborde sur le champ d'application de l'article 1384. D'après la Cour de Cassation, en effet, l'employeur peut répondre de la faute de toute personne qu'il s'est substituée dans la direction, fût-elle étrangère à son entreprise. C'est le cas de prêt de main-d'œuvre où le patron emprunteur fait figure de préposé au sens large du terme, puisque la Cour Suprême n'admet pas qu'il soit considéré comme un tiers.

C'est le double problème qu'il nous faut traiter en examinant d'abord la notion de « substitué à la direction », d'après les travaux parlementaires la doctrine et la jurisprudence, et ensuite le cas de faute inexcusable du « second patron ».

## SECTION II

### LES « SUBSTITUÉS DANS LA DIRECTION »

---

#### § 1. — D'après les travaux préparatoires

La proposition PEULEVEY du 26-11-1883 (J. O. annexe 2421) nous paraît celle qui a, la première, envisagé clairement la responsabilité du patron en cas de faute lourde de ses préposés :

« La responsabilité des articles 1382, 1383 et 1384 « demeure entière en cas de faute lourde, soit que la « faute provienne du maître, soit qu'elle soit imputable « aux personnes dont il doit répondre ».

C'était la reproduction de l'art. 1384 du C. Civ., l'employeur restant responsable des actes dommageables de tous ses préposés au sens large, y compris le simple ouvrier.

Plus tard, M. BLAVIER intervint heureusement pour faire préciser le sens du mot préposé.

M. BLAVIER. — « C'est seulement le fait du chef d'entreprise ou des préposés chargés par lui de surveiller et diriger le travail, qui peut entraîner la responsabilité intégrale du patron et encore faut-il que ces « préposés aient commis une faute lourde dans l'exercice de leurs fonctions ». (Séance du 1-4-89).

Le Sénat ne se rallia pas à ces observations.

Lors de la seconde délibération sur le rapport BARDOUX, M. BLAVIER défendit à nouveau son amendement. (Séance du 24 mars 1890).

M. BLAVIER. — « Les mots « ou de ses préposés » (dans « le projet de la Commission, article 1<sup>er</sup>) doivent être « remplacés par la formule adoptée d'abord : « ou de « ceux qu'il a préposés à la direction et à la surveillance des travaux ». En sorte que la réparation intégrale ne sera due à un ouvrier victime d'un accident « que lorsqu'il sera démontré que cet accident est dû à

« la faute du patron ou à la faute des hommes qui  
« représentent le patron dans le travail, des contre-  
« maîtres chargés de la surveillance qu'il peut choisir  
« et dont par suite il doit répondre comme de lui-  
« même ».

Le rapporteur répliqua :

« Vous savez ce que la loi, ce que les commentateurs  
« appellent « préposé ». En d'autres termes, l'ouvrier  
« est-il ou n'est-il pas le préposé du patron ? Telle est  
« la question qui se pose. Il faut le reconnaître, avec les  
« principes juridiques les plus constants, l'ouvrier est  
« en général le préposé du patron. La question est de  
« savoir si à l'égard des tiers la faute lourde de l'ou-  
« vrier peut engager le patron. Je prends votre hypo-  
« thèse (il répond à M. BLAVIER) : celle où l'ouvrier  
« ayant dévissé sa lanterne de mineur, a amené une  
« explosion dans la mine : cette faute là peut-elle avoir  
« pour effet d'engager indéfiniment le patron à l'égard  
« des tiers ? »

M. BLAVIER. — « Voilà la question... ».

Le rapporteur :

« La difficulté est dans l'art. 1384, dernier paragra-  
« phe. Que décider lorsque le patron aura fait tout ce  
« qu'il était possible, à l'égard de l'ouvrier, pour l'em-  
« pêcher de commettre cette faute lourde qui a causé  
« l'accident ? Ce patron pourra-t-il être responsable *in*  
« *integrum*, ou ce cas ne rentre-t-il pas dans le risque  
« professionnel ? »

M. TRARIEUX. — « Je demande que la responsabilité  
« du patron soit limitée à sa faute lourde personnelle  
« ou à la faute lourde de ceux qui auront été ses *alter*  
« *ego*, des ingénieurs, des contremaîtres par exemple.

« Le rapporteur entend maintenir dans leur intégrité,  
« nous dit-il, les dispositions de l'art. 1384 du C. Civ. et  
« et il se plaint que nous voulions porter atteinte à un  
« principe général de droit.

« En effet, aux termes de l'art. 1384, le commettant

« ou le patron est responsable de la faute de ses commis  
« et de ses ouvriers, et c'est bien d'une dérogation à ce  
« principe qu'il s'agit. Mais n'avons-nous pas dérogé  
« aussi aux principes des articles 1382 et 1383 ? Nous  
« faisons une législation nouvelle, et le but de cette  
« législation est précisément de modifier la législation  
« existante.

« L'article 1384 n'est pas plus sacro-saint que ceux  
« qui le précèdent.

« La question qui se pose, et la seule qui nous puisse  
« intéresser, est de savoir si l'article 1384 ne ferait pas  
« peser sur le patron des responsabilités exagérées ».

M. LACOMBE appuya. — « On comprend très bien que  
« le patron soit rendu responsable du fait de ses ingé-  
« nieurs, du fait même de ses contremaîtres, parce  
« qu'alors il a fait un choix personnel dont la responsa-  
« bilité peut lui incomber. Mais ce qui n'est plus vrai,  
« c'est qu'il en soit de même de l'ouvrier proprement  
« dit. Dans l'état actuel d'un grand nombre d'indus-  
« tries, l'ouvrier ne fait pas l'objet d'un choix. Nous  
« restons dans les traditions du Code Civil en disant :  
« là où il y a eu un choix la responsabilité est engagée ;  
« mais comme c'est sa seule raison d'être, elle cesse  
« d'exister si la possibilité de choisir n'existe plus ».

Malgré ces excellents discours, le rapporteur tint bon pour l'interprétation large du terme « préposé ». Il fut cependant battu, car le Sénat, justement alarmé de l'expression si vague employée par la commission et des responsabilités considérables qui pèseraient sur le patron, se rangea au parti de M. BLAVIER dont l'amendement fut voté.

Cette solution fut favorablement accueillie à la Chambre où le rapporteur, M. RICARD, fit sien le texte voté par le Sénat :

Article 32. — « Lorsqu'il est prouvé que l'accident  
« est dû à la faute lourde du chef d'entreprise ou de  
« l'un de ceux qu'il a préposés à la direction ou à la

« surveillance des travaux... » (Séance du 25 février 1892).

De retour au Sénat (Séance du 26 juin 1893) cet article 32 est reproduit intégralement dans l'art. 28 du texte de la Commission sénatoriale.

Ce même texte qui accueillait définitivement la notion de « substitué à la direction » formulait comme suit l'article 29 :

« La victime ou ses ayants-droit conserve contre les  
« auteurs de l'accident autres que le chef d'entreprise  
« et ses ouvriers ou préposés... »

On voit donc que le Sénat ne confondait pas les préposés visés aux articles 7 et 20 actuels.

Les tribulations de cet art. 28 n'étaient pas terminées. La nouvelle Commission, présidée par M. THEVENET (Séance du 19 mars 1896) ne prévoyait dans l'art. 3 de son projet aucune disposition concernant la faute des préposés : « Si l'accident a eu pour cause la faute inexcusable du chef d'entreprise, il n'est en rien dérogé  
« à l'art. 1382 ».

Aussi M. BERNARD propose l'amendement : « S'il est  
« prouvé par la victime ou ses ayants-droit que l'accident est dû à la faute lourde du chef d'entreprise ou  
« de ceux qu'il a préposés à la direction ou à la surveillance des travaux... ». Amendement repoussé par 159 voix contre 94, sans que le revirement du Sénat ait été assorti de la moindre justification.

Cette omission singulière était renouvelée dans le projet présenté de nouveau à la Chambre. Le rapporteur, M. MARUEJOULS, proposa le texte :

« Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la  
« faute du patron ou de ses préposés... ». Ainsi on perdait complètement de vue la distinction du préposé ordinaire et du « substitué à la direction »...

Le projet d'ensemble était voté par la Chambre par 529 voix contre 13.

Le projet de retour au Sénat fut discuté dans la séance du 4 mars 1898.

Sur l'article 21 (article 20 actuel) M. GARREAU déposa l'amendement : « Si l'accident a eu pour cause la faute  
« inexcusable du chef d'entreprise ou de ses préposés,  
« ou celle de l'ouvrier ou employé, il n'est dérogé en rien  
« à l'art. 1382 du C. Civ. ».

Cet amendement qui bouleversait les résultats acquis, notamment en ce qui concernait les conséquences de la faute inexcusable de la victime, fut repoussé par 172 voix contre 72. Du moins attira-t-il l'attention du Sénat sur la rédaction très vague du texte qui engageait la responsabilité de l'employeur en raison de la faute lourde d'un préposé quelconque. Aussi M. le Sénateur Félix MARTIN intervint-il d'une façon décisive :

« Voici, dit-il, un ouvrier qui est chargé d'allumer une  
« chaudière ; par sa faute inexcusable il fait éclater  
« cette chaudière et il blesse un camarade. Cet ouvrier  
« là est un préposé du patron à l'égard du blessé ; par  
« conséquent le Tribunal pourra majorer la pension.  
« N'est-ce pas exagéré et même peu équitable ? Je  
« comprends que l'on majore la pension lorsque l'ac-  
« cident sera dû à la faute inexcusable du directeur  
« de travail, du chef d'atelier investi de l'autorité  
« patronale, mais je trouve excessif de faire supporter  
« au patron des charges supérieures au risque profes-  
« sionnel quand c'est un simple ouvrier qui a causé  
« l'accident à un de ses camarades, même par sa faute  
« inexcusable. Au lieu d'employer ce terme trop gencé-  
« ral de « préposé » on pourrait dire : ceux qu'il a  
« préposés à la direction du travail ». Ce sont là réel-  
« lement des agents engageant la responsabilité *in*  
« *infinitum* du patron ».

Cette rédaction fut adoptée et peu de temps après la Commission la retouchant légèrement donna la formule définitive : « faute inexcusable du patron ou de  
« ceux qu'il s'est substitués dans la direction ».

§ 2. — D'après la Doctrine et la Jurisprudence

C'est donc seulement dans le cas où l'acte générateur de faute inexcusable a été commandé par un préposé du patron auquel ce dernier a délégué son autorité dans la direction et l'exécution du travail que l'art. 20, § 3, peut recevoir application. La loi exige que l'auteur de l'accident soit un agent mis aux lieu et place de l'employeur, gérant effectif, ayant pour l'accomplissement de son service l'autorité et les pouvoirs du patron ; de même que la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels n'applique de sanctions pénales qu'aux manufacturiers, directeurs ou gérants (Cass. crim. 18-12-1936, D. H. 1937-102).

« Les substitués dans la direction sont, d'après  
« M. SACHET, toutes les personnes à qui il délègue, à  
« titre définitif ou d'une façon provisoire une partie  
« de ses pouvoirs. Dans une usine, toute personne qui  
« tient du patron le droit de donner des ordres est un  
« substitut du patron dans la direction » (Tome 2,  
n° 1.454).

« Pour MM. ROUAST et GIVORD il faut entendre tous  
« ceux qui constituent des intermédiaires entre l'ou-  
« vrier et le patron et qui sont comme des échelons  
« hiérarchiques de l'entreprise : chefs du personnel,  
« ingénieurs, chefs d'équipe, etc. » (op. cit., n° 135).

Ces auteurs rappellent d'ailleurs avec M. SACHET qu'un ouvrier peut recevoir momentanément du patron l'autorité sur un autre ouvrier ; l'employeur répond alors de sa faute inexcusable à condition qu'elle soit commise dans l'exercice de son commandement et non dans son propre travail.

M. LOUBAT précisait déjà : « On doit considérer  
« comme des substitués tous ceux à qui le patron a  
« délégué ses pouvoirs pour le remplacer dans la  
« direction et le commandement ».

Et M. CABOUAT. — « La condition visée par l'art. 20, § 3, doit s'entendre d'une délégation d'autorité assez étendue pour que le préposé puisse être considéré comme effectivement substitué au patron dans la direction du travail ; une simple mission de surveillance exercée sous l'autorité supérieure du chef d'entreprise ne constituerait pas la condition exigée par l'art. 20, § 3 ».

Seuls MM. BAUDRY et WAHL prétendent que la loi parlant de direction et non de surveillance vise exclusivement les directeurs d'exploitations et non ceux qui sont chargés de la surveillance.

En tout cas la responsabilité du patron ne saurait être aggravée par la faute inexcusable d'un simple ouvrier ou employé :

Nancy, 13 juin 1901, Rev. Jud. 1902-146 ; Trib. Civ. Lyon, 22 juin 1900, Rec. Min. Com., p. 354 ; Trib. Civ. Lyon, 16 mars 1901, Rec. Som. 1901-2.976 : « Le patron n'a pas à supporter des charges supérieures au risque professionnel ordinaire quand c'est un simple ouvrier qui, même par sa faute inexcusable, a occasionné un accident à un autre ouvrier ».

Trib. Civ. Saint-Gaudens, 25 mars 1907, Gaz. Trib. 1907 : « Serait-elle inexcusable, la faute commise par un aiguilleur ne saurait entraîner contre une Compagnie de Chemin de Fer la majoration de rente. Il en serait autrement si la faute avait été commise par un chef de gare... »

Douai, 16 mars 1910, Rec. Som. 1911-31 : « La faute inexcusable ne donne lieu à la majoration de la rente que lorsqu'elle a été commise par le patron ou par ceux qu'il s'est substitués dans la direction ».

Cass. Req., 23 mars 1917, Villetard, p. 292 : « L'art. 20 ne s'applique pas à la faute d'un simple homme d'équipe placé sous les ordres et la direction immédiate du chef de gare, cet homme d'équipe n'étant pas substitué à la Compagnie ».

Cass. Req., 8 janv. 1929, Villetard, février 1929 : « Attendu que la Cour d'Appel constate que BUTTERLIN n'était pas un préposé de l'Administration et qu'il n'était qu'un ouvrier chargé de l'exécution du travail ; qu'il s'ensuit

« implicitement mais nécessairement que le chef d'entreprise ne lui avait délégué aucune part d'autorité ».

Cour de Rennes, 22 juillet 1929, Gaz. Pal., 11 octobre 1929.

Cass. Req., 15 juin 1931, Villetard, nov. 1931 : « Un mécanicien qui, contrairement au règlement et aux ordres formels de la Compagnie prend l'initiative d'une manœuvre sans aucune assistance ni surveillance se substitue, en réalité, à la direction de l'entreprise ».

Trib. Civ. Saint-Etienne, 10 juillet 1931 (GIGNOUX c/ MATHEVON, Recueil M. G. F.) : « Que par « ceux qu'il s'est substitués dans la direction » il faut entendre qui conque à qui le chef d'entreprise délègue, ne serait-ce que provisoirement, une partie de ses pouvoirs qu'un simple ouvrier ne saurait être considéré comme un substitué du patron que s'il avait été investi du pouvoir de surveiller ou s'il commettait cette faute dans l'exercice des attributions pour lesquelles le patron lui aurait délégué ses pouvoirs ».

Cass. Civ., 15 juillet 1935, Villetard, oct. 1935 : « Lorsque la responsabilité de l'accident incombe à un homme d'équipe qui est chargé par le patron de la direction d'une manœuvre et que celui-ci néglige de prendre les précautions nécessaires, la Cour d'Appel est fondée à déclarer qu'il y a faute inexcusable du préposé substitué au chef d'entreprise ».

La faute inexcusable, pour engager la responsabilité du patron doit donc émaner de lui-même ou encore de ceux qu'il s'est substitués dans la direction du travail. Cette formule, on le voit, diffère sensiblement de celle employée par l'art. 1.384. Le patron ne répondra donc pas de toutes les fautes inexcusables commises par le personnel placé sous ses ordres, mais seulement de celles provenant du fait d'un agent mis en ses lieu et place et ayant, pour l'accomplissement de son service, la même autorité et les mêmes pouvoirs que lui.

La jurisprudence a tantôt dégagé et tantôt retenu la responsabilité de ces substitués.

Dans le sens de l'exonération :

Trib. Saint-Sever, 23 mars 1906, Recueil des Sommaires, 1906-4.284 ; Cour Bordeaux, 22 mars 1915, Villetard, 1915 ; Trib. Civ. Saint-Brieuc, 17 février 1937, Gaz. Pal.

Dans le sens de la responsabilité :

Riom, 4 avril 1900, Gaz. Pal., 1900-1-805 ; Pau, 2 août 1900,

Gaz. Trib., 24 octobre 1900 ; Chambéry, 13 août 1902, Dalloz, 1905-2-22 ; Caen, 20 nov. 1912, Villetard 1913 ; Nancy, 29 mai 1929, Villetard, novembre 1929 ; Cass. Req., 15 juin 1931, Villetard, novembre 1931 ; Cass. Req., 21 juillet 1932, Rev. gén. Ass. Terr. 1932 ; Cass. Civ., 15 juillet 1935, Villetard, oct. 1935).

Il est curieux d'observer que parmi les substitués dans la direction dont la faute inexcusable a été retenue, figurent principalement *les mécaniciens et chefs de train* des Compagnies de Chemin de Fer.

Sont-ils ou non des préposés du patron vis-à-vis d'un employé ou d'un ouvrier transporté dans le train ?

On considère généralement, dit M. ROUAST, que le mécanicien et le chef de train bénéficient de cette substitution vis-à-vis des employés transportés dans le train. La Compagnie, indiquait SACHET, se les est substitués dans la direction d'un travail déterminé, *la conduite du train*, et c'est précisément dans la direction de ce travail qu'ils ont commis la faute inexcusable génératrice de l'accident.

En apparence, la solution semble excessive, ces substitués se trouvant, le plus souvent, au bas des échelons hiérarchiques. Nous avons vu toutefois qu'un simple ouvrier peut recevoir momentanément du patron une fraction de son autorité dans l'exercice d'une fonction déterminée ; a fortiori peut-il en être ainsi des mécaniciens et chefs de train en raison de leur responsabilité considérable.

De fait, la jurisprudence les a presque toujours considérés comme des substitués à la Compagnie.

(Trib. Civ. Montbrison, 13 avril 1900 ; Cour de Pau, 1900 ; Cas. Req., 11 novembre 1901 ; Cass. Civ., 21 janvier 1903 ; Trib. Saint-Sever, 23 mars 1906 ; Caen, 20 novembre 1912 ; Bordeaux, 22 mars 1915 ; Cour de Nancy, 29 mai 1929 ; Cass. Req., 15 juin 1931) et a même étendu cette solution aux mécaniciens d'une entreprise privée (Trib. Civ. Briey, 24 janv. 1929, Cantiniaux, 1929). Le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour de Nancy confirmatif de ce jugement a été rejeté par un arrêt du 15 juin 1931 de la Chambre des Requêtes, Cantiniaux, nov. 1931.

Contra : Trib. Civ. Boulogne-sur-Mer, 18 nov. 1910, *Rev. Som.* 1911-30) : « Le mécanicien d'un train manœuvrant « dans une gare n'est qu'un agent subalterne dont le rôle « est d'exécuter les ordres à lui donnés et qui, n'ayant pas « la direction de la manœuvre ne saurait être considéré « comme substitué au chef d'entreprise »

Trib. Civ. Saint-Brieuc, 17 fév. 1937, *Gaz. Pal.*

« Attendu que le 23 mars 1936 le sieur OLLIVERO, chauffeur « de route des chemins de fer de l'Etat fut écrasé par la « locomotive conduite par le manœuvre LE GUEN, tandis « qu'il travaillait à l'avant de sa machine, stationnée sur « la voie de rentrée au dépôt de Saint-Brieuc... Attendu que « LE GUEN n'est qu'un simple manœuvre sans autorité sur « OLIVERO, d'un grade inférieur à lui et que par consé- « quent s'il y avait faute inexcusable celle-ci ne pourrait « être prise en considération que si elle émanait du patron « ou de son délégué et que par conséquent cette condition « n'est pas remplie ».

La question de savoir si, à raison de ses fonctions, un préposé doit être considéré comme substitué au patron dans la direction, est une question de droit dont l'appréciation rentre dans les pouvoirs de la Cour de Cassation. Nous avons vu que sur le caractère inexcusable ou non de la faute alléguée, l'appréciation des juges du fait est demeurée longtemps souveraine, tandis que sur le point de savoir si l'auteur de ladite faute doit ou non être considéré comme étant substitué à la direction, la Cour de Cassation a toujours réservé son contrôle (*Cass. Civ.*, 21 janvier 1933, *Gaz. Trib.* 1903).

L'exercice par la Cour de Cassation de son droit de contrôle a un double objet : elle doit vérifier si le « substitué » est bien un agent mis aux lieu et place du patron et, en outre, que la faute de ce dernier a été commise dans l'exercice des attributions du commandement.

A cet égard, l'arrêt de Cassation, *Ch. des Req.* du 28 avril 1933, *Gaz. Pal.*, 1933, p. 187, *TURC* et *M. G. F.* c/ *Veuve PETRICCIOLO*, nous paraît encourir quelques critiques.

Il s'agissait de rechercher si un sieur AUTRAN, conducteur de l'automobile lors de l'accident où la dame

PETRICCIOLO a été blessée, pouvait être rangé au nombre des substitués visés par l'art. 20, § 3.

« Bien que la Cour prétende que le sieur AUTRAN « étant chargé des transports de la troupe lyrique et de « la direction ainsi que de l'organisation du voyage en « automobile pour cette partie de la tournée, était non « le préposé de la dame TURC, mais réellement substitué à elle dans l'administration même de l'entre- « prise » ce conducteur était en réalité un simple chauffeur et, en tous cas la faute qui lui est reprochée n'a point été commise dans ses attributions prétendues d'organisateur et de directeur du voyage en automobile de la tournée, mais exclusivement alors qu'il conduisait l'automobile et en tant que chauffeur imprudent.

L'appréciation de la Cour de Cassation a certainement été influencée par la jurisprudence visant les mécaniciens et chefs de train, qui sont considérés comme substitués à la Compagnie de Chemins de Fer dans la direction d'un travail déterminé, la conduite du train.

L'extension de cette solution à notre espèce nous paraît abusive. Si un chauffeur devait en effet être considéré comme substitué dans un travail déterminé, la conduite d'une automobile, il n'y aurait pas de raison de ne pas admettre non plus que tout employé ou tout ouvrier se trouverait substitué par le patron dans le travail déterminé qu'il a à accomplir, ce qui serait en contradiction formelle avec les intentions du législateur et le texte même de la loi.

L'excès de vitesse imputé au sieur AUTRAN est un fait accompli en la simple qualité de chauffeur, transportant une troupe sur un parcours déterminé et dans l'exercice de fonctions qui n'impliquent par elles-mêmes aucune délégation d'autorité quelconque, ni aucun élément de direction ou d'organisation.

L'arrêt de la Cour de Montpellier nous paraissait donc devoir encourir la Cassation et nous regrettons que la Chambre des Requêtes n'ait point exercé son contrôle sur la qualification du substitué.

### SECTION III

#### LA FAUTE INEXCUSABLE DU PATRON

##### « SUBSTITUÉ », EMPRUNTEUR DE MAIN-D'ŒUVRE

Nous avons indiqué que le champ d'application de l'art. 20, § 3, était plus étendu que celui de l'art. 1384. D'après la Cour de Cassation en effet, l'employeur répond encore de la faute inexcusable du patron emprunteur de main-d'œuvre, alors que ce dernier est étranger à son entreprise.

Le problème se pose ainsi : un patron auquel un ouvrier a été prêté par un autre chef d'entreprise commet une faute inexcusable génératrice de l'accident. Celui-ci est-il responsable selon l'art. 20, § 3, qui vise les « substitués dans la direction » ?

La réponse est affirmative si l'on considère que l'ouvrier prêté est au service du second patron, ou encore si l'on considère que celui-ci est devenu effectivement un « substitué dans la direction ».

La première hypothèse doit être abandonnée, car la jurisprudence a toujours considéré que la responsabilité spéciale édictée par la loi de 1898 dérive directement du contrat de travail. L'ouvrier prêté doit donc être considéré comme toujours lié à l'employeur qui l'a embauché. Sur ce point, l'arrêt de Cassation, Ch. Réunies, du 8 janvier 1908, Dalloz 1908-1-185, ne laisse aucun doute. Il n'y a dérogation à ce principe que dans le cas où une convention est intervenue avec la volonté de toutes les parties de créer et modifier les rapports juridiques entre elles (C. Dijon, 10 janvier 1933, FAUCHET et C<sup>ie</sup> LA PROVIDENCE c/ DESCOMBES et FOILLARD ; Trib. Civ. de Chalon-sur-Saône, 29 juin 1937, FOURNIER c/ LEFLAIVE et M. G. F. (1).

---

(1) Le cas du second patron a été étudié par M. de LABOULAYE : *La Responsabilité des Tiers en matière d'Accident du Travail*. L'auteur considère le second patron comme le patron véritable et nous pensons après M. Rouast que cette thèse ne peut être acceptée, contre laquelle proteste toute la jurisprudence, hormis la dérogation que nous venons de signaler.

La seconde hypothèse a seule été retenue et inaugurée par l'arrêt de Cassation, Ch. Réunies de 1908. Il s'agissait d'un accident survenu à un ouvrier d'un patron camionneur que celui-ci avait mis à la disposition d'une Compagnie de Chemins de Fer. Ce second patron ne pouvait être considéré comme un chef d'entreprise parce qu'il n'a pas embauché l'ouvrier. Il n'est pas davantage un tiers, puisqu'il a la direction du travail. L'arrêt de 1908 déclarant expressément que le second patron ne peut être considéré comme un tiers soumis par l'art. 7 à l'action de Droit Commun, il s'ensuit implicitement qu'il ne peut être considéré que comme un préposé du premier patron.

Comment justifier cette solution qui lèse, selon toutes les apparences, les droits de l'ouvrier prêté, en lui refusant un recours selon le Droit Commun contre l'employeur occasionnel ?

On a bien essayé de soutenir que le terme « préposé » de l'art. 7 avait la même signification que celui de « substitué » de l'art. 20, afin de limiter le nombre des préposés susceptibles de ne pas être considérés comme des tiers et de permettre, contre ceux-ci, le recouvrement intégral des débours engendrés par l'accident. Cette opinion, qui était celle de la Ch. Civile, notamment dans l'arrêt du 14 mars 1904, a été abandonnée par les Chambres Réunies. Il ne fait pas de doute que l'art. 20, § 3, est dissemblable de l'art. 7. L'art. 20 vise exclusivement les préposés d'un ordre supérieur chargés de la direction du travail et nullement tous les employés du patron. En d'autres termes, les mots « substitué » de l'art. 20 et « préposé » de l'art. 7 ne sont pas synonymes. Par ailleurs, l'art. 20 ne concerne que les rapports entre l'ouvrier et le patron, alors que l'art. 7 vise les relations entre l'ouvrier et les auteurs de l'accident.

Pour la Cour de Cassation, c'est la substitution dans la direction du travail qui est la raison de la solution adoptée. Elle estime en un mot que la personne substi-

tuée au premier employeur n'est pas un tiers au sens de l'art. 7, car qui dit tiers, dit personne étrangère à la victime, n'étant rattachée à elle par aucun lien, n'ayant exercé sur elle aucune autorité et ne lui ayant imposé aucune direction. Par suite, pour la Cour de Cassation si le second patron n'a pas la qualité de préposé au sens strict, il est du moins l'ayant cause du premier patron, par l'effet de la convention intervenue entre eux. C'est de lui qu'il a reçu le droit de le remplacer dans la direction et la surveillance. La situation, d'après M. DUPUICH, s'analyse ainsi : « Le patron camionneur, « tout en restant engagé avec son ouvrier dans les liens « du contrat de travail a momentanément abdiqué la « direction du travail entre les mains d'une personne « étrangère ; il est demeuré le patron de ses ouvriers, « mais il leur a préposé un chef qui au lieu d'être son « chef d'équipe ordinaire, est un agent de la Compagnie « de Chemins de Fer. Celui-ci ne leur commande que « par délégation du patron ; donc il est un préposé de « ce patron » (1).

Quelles que soient les critiques qu'ait suscitées cet arrêt des Chambres Réunies, il demeure acquis que le patron emprunteur de main-d'œuvre doit dorénavant être considéré comme un préposé du premier patron. A plus forte raison s'il commet une faute inexcusable génératrice d'un accident, la victime pourra-t-elle invoquer contre le locateur de services l'art. 20, § 3, visant la faute de ceux que le patron s'est substitués dans la direction.

Ce cas de faute inexcusable avait d'ailleurs été expressément réservé par la Chambre Civile dans l'arrêt du 14 mars 1904, D. P. 1904-1-553 : « La victime de l'accident n'a d'action que contre le chef d'entreprise avec

---

(1) Sur les réactions et commentaires suscités par l'arrêt des Ch. Réunies de 1908, voir notamment : Note Savatier (Dalloz, 1908-1-117). — Note Dupuich (Dalloz, 1908-1-185). — Note Sarrut (Sirey 1911-1-25). — Note Rouast (Dalloz Péc., 1929-1-57).

« lequel elle a traité ; mais elle a le droit de relever  
« contre lui, conformément à l'art. 20 de la susdite loi,  
« la faute inexcusable de celui qu'il s'est ainsi substitué  
« dans la direction du travail et contre lequel il pourra  
« exercer un droit de recours ».

Ce recours, depuis l'arrêt de 1908, ne peut être basé sur l'art. 7 de la loi, mais peut trouver sa raison d'être dans une clause de la convention intervenue entre les deux patrons. Il s'agira alors d'un simple remboursement en vertu d'une responsabilité purement conventionnelle, laissant à l'écart l'ouvrier (Cass. Civ., 17 janvier 1933, D. P. 1933-1-77, note Rouast).

Ainsi l'application du § 3 de l'art. 20 corrige-t-elle l'injustice de la solution consacrée par l'arrêt des Chambres Réunies. La faute de celui qui dirige le travail au moment de l'accident, si elle est inexcusable, va assurer à l'ouvrier un bénéfice supérieur à l'exercice de l'action normale résultant du risque professionnel. La majoration de rente peut aller jusqu'à la réparation intégrale du dommage, c'est-à-dire qu'elle s'apparente étroitement à l'action qui appartiendrait à la victime dans le cas où le substitué à la direction aurait été considéré comme un tiers au sens de l'art. 7. En somme pour la victime, que son action soit basée sur le terrain de l'art. 20, § 3, ou sur celui de l'art. 7 l'indemnisation sera à peu près équivalente ; c'est en ce sens que M. DUPUICH a pu dire : « que les art. 7 et 20 se complètent l'un par l'autre et que l'injustice qui semblait devoir résulter de l'application du premier se trouve réparée par l'application du second ».

Ainsi, par le truchement de la faute inexcusable se trouve compensée l'insuffisance de la solution adoptée par les Chambres Réunies dans leur arrêt du 8 janvier 1908 et la Chambre Civile n'avait pas eu tout à fait tort, dans son arrêt du 14 mars 1904, de rapprocher par un lien de connexité, sans doute trop strict, les art. 7 et 20 de la loi de 1898, qui, sur le terrain bien délimité de la faute inexcusable, se complètent mutuellement.

## TITRE II

---

# La Faute inexcusable dans la Législation des Maladies Professionnelles

---

La loi du 25 octobre 1919 a étendu aux maladies d'origine professionnelle la loi du 9 avril 1898.

La responsabilité de l'unique employeur ou des employeurs successifs est aménagée par l'art. 3 qui constitue le dernier employeur garant pour l'indemnité totale, sauf son recours. Mais cette règle de répartition des indemnités entre employeurs ne vaut qu'autant que leur responsabilité ne présente aucune différence de degrés :

« S'il est établi (art. 3, § 4) qu'un des employeurs a commis une faute inexcusable ayant pu avoir une répercussion sur la santé de la victime, le Tribunal pourra augmenter sa part de responsabilité. »

C'est là un correctif nécessaire au par. 3 du même article, selon lequel en cas d'employeurs successifs, la responsabilité, présumée égale pour tous, est proportionnelle à la durée de chaque embauchage. Cette responsabilité, qui a pour commune mesure le temps, doit être modifiée si un facteur personnel à l'un des patrons a joué dans la réalisation du risque une part prépondérante. La faute lourde de celui-là rompt la parité des charges et lui fait supporter, selon la justice distributive, la majeure partie de l'indemnité.

Nous allons rechercher la nature et les effets de la faute inexcusable prévue par la loi de 1919 et la similitude que cette notion présente avec celle qu'a consacrée l'art. 20 de la loi de 1898.

La loi de 1919 — tout comme l'art. 20 — n'apporte ni une définition de la faute inexcusable, ni un critérium du degré de gravité de la faute. Toutefois et c'est un caractère original, elle fournit une orientation formelle en stipulant que la faute inexcusable de l'employeur doit avoir « une répercussion sur la santé de la victime ».

A la différence de la faute de l'art. 20 qui doit être la cause directe ou occasionnelle de l'accident, il suffit, selon la loi de 1919, que cette faute ait été susceptible d'altérer la santé de la victime sans cependant avoir été la cause efficiente de la maladie. Tout fait imputable au patron indépendamment des suites médicales, pourra donc constituer la faute inexcusable du moment qu'il aura diminué gravement la sécurité et la protection de l'ouvrier contre la maladie.

L'effet de la faute inexcusable sera donc d'augmenter la part de responsabilité du patron fautif pour diminuer d'autant celle des autres. Il ne semble pas que le Tribunal puisse lui imposer le fardeau total de l'indemnité, contrairement à l'opinion de SACHET. Le texte de l'art. 3, en effet, indique bien que le Tribunal doit faire supporter aux autres employeurs une part, si minime soit-elle, de l'indemnité. En somme, l'interprétation littérale et restrictive de la loi de 1919 consisterait à dire qu'en cas de faute inexcusable de plusieurs employeurs le problème est de répartir l'indemnité entre tous les employeurs, mais sans majorer le *quantum* même de cette indemnité. Cette solution qu'approuve SACHET est battue en brèche par M. CABOUAT et par MM. ROUAST et GIVORD. Nous adoptons la position de ces derniers auteurs.

Tout d'abord, la loi du 25 octobre 1919, par son article 1<sup>er</sup>, étend de la manière la plus générale la Législation de 1898 aux Maladies Professionnelles. Si le cas de la faute inexcusable a reçu un aménagement spécial, c'est parce que le Législateur a sagement prévu la faute

lourde personnelle de l'un des co-patrons, sans amoindrir la portée très générale et le champ d'application de l'art. 20. La loi de 1898 est la loi fondamentale et ses dispositions se conjuguent avec celles particulières des lois postérieures. Cela veut dire que le parag. 4 de l'article 3 a seulement pour objet de modifier le partage de la responsabilité en cas de faute inexcusable de l'un des patrons successifs, mais ne contredit nullement la règle selon laquelle la part de responsabilité de l'employeur fautif suivra le Droit Commun de l'art. 20, c'est-à-dire que l'indemnité mise à la charge dudit employeur pourra atteindre soit la réduction intégrale des salaires, soit le montant du salaire annuel.

Comment en serait-il autrement, si l'on réfléchit que le principe forfaitaire qui est à la base de la Législation est plus avantageux pour le patron en cas de *maladie* qu'en cas d'accident ? La responsabilité du chef d'entreprise dans la survenance des Maladies Professionnelles n'est-elle pas beaucoup plus lourde qu'en matière d'Accidents du Travail et n'est-il pas quelque peu excessif de le faire bénéficier, grâce au forfait, d'une large exonération de fautes qui souvent engagent sa responsabilité personnelle ? Les statistiques démontrent au contraire que *l'accident* incombe encore plus souvent aux cas fortuits et à la faute de l'ouvrier qu'à la faute du patron. Par suite, la notion de faute inexcusable prend une importance exceptionnelle dans la matière des Maladies Professionnelles et permet de rétablir, au profit de l'ouvrier, l'équilibre qu'avait rompu l'établissement du principe du forfait.

Cette opinion s'appuie encore sur les travaux préparatoires. Voici un passage du rapport de M. GILBERT-LAURENT (1) :

« Un industriel qui, dans une usine, néglige de pren-

---

(1) Rapport GILBERT-LAURENT du 23-12-1910 (Doc. Parl. n° 644, p. 403) ; du 6-6-1913 (Doc. Parl. n° 2.882, p. 84) ; et du 20-6-1913 (Doc. Parl. n° 2.895, p. 1.108).

« dre certaines précautions qui rendraient moins dan-  
« gereux le travail de ses ouvriers peut toujours invo-  
« quer, pour sa défense en cas d'accident, qu'il croyait  
« que son insouciance n'aurait pas de si graves consé-  
« quences et qu'il espérait que les choses, le hasard,  
« l'adresse de ses ouvriers, auraient remédié à son  
« manque de prévoyance ; cet accident, en somme,  
« n'est pas fatal et on ne peut l'accuser d'avoir volon-  
« tairement et sciemment estropié un homme pour réali-  
« ser quelque profit supplémentaire. Il n'en est pas de  
« même pour le patron employant des ouvriers à des  
« industries malsaines. Il ne peut ignorer que l'ouvrier  
« qu'il force à effectuer un travail malsain sera inexo-  
« rablement, quelle que soit sa santé et sa robustesse,  
« dans un temps plus ou moins éloigné, frappé dans sa  
« santé et dans sa vie. Il le sait d'autant mieux que son  
« expérience lui a prouvé que tous ou presque tous ceux  
« qu'il a successivement employés pour son travail  
« sont tombés les uns à la suite des autres. Il n'y a pas,  
« dans ce cas, de chance à courir : le hasard, l'adresse  
« des ouvriers ne joue plus aucun rôle et faute d'un  
« ventilateur, d'un masque protecteur, de mesures de  
« précautions, l'ouvrier paiera fatalement son tribut à  
« la maladie ».

Sans doute ne convient-il pas de prendre ces réflexions à la lettre. Mais elles amènent à conclure que la faute inexcusable possède ici une plus large part d'application qu'en matière d'accidents du travail et qu'elle doit fournir la sanction logique et normale d'un risque quasi inéluctable.

Cette sanction, nous l'avons dit, est réservée implicitement par l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 25 octobre 1919 et il serait vraiment contraire aux intentions du Législateur de n'envisager la faute inexcusable qu'à propos de la répartition de l'indemnité totale entre patrons successifs ; il convient, par surcroît, de majorer dans les

limites permises par l'art. 20, de la loi de 1898, la part distributive accordée à l'employeur fautif.

C'est précisément parce que l'ouvrier peut moins se prémunir des Maladies Professionnelles que des accidents que l'on proposa d'augmenter la part de responsabilité du patron sur la démonstration de toute faute, même légère.

Le rapporteur, M. GILBERT-LAURENT, rejeta sans doute cette condition qui rompait avec la théorie du risque professionnel, mais renforça l'argumentation de ceux qui pensent que l'art. 20 trouve ici son inévitable application :

« Dans un projet, dit-il, qui se propose de s'éloigner  
« le moins possible de la Législation existante, il ne  
« peut être introduit un principe qui lui est contraire  
« et il n'y a lieu de maintenir dans le texte que la faute  
« inexcusable. Il y a d'ailleurs une autre raison d'em-  
« ployer ces mêmes termes de faute inexcusable, c'est  
« que, suivant l'art. 20 de la loi du 9 avril 1898, cette  
« faute inexcusable peut avoir à jouer au profit de l'ou-  
« vrier pour la majoration de son indemnité. »

D'ailleurs, le § 4 de l'art. 3 vise seulement le cas où l'indemnité doit être répartie entre plusieurs employeurs et non le cas où l'indemnité est due par un seul. Si un patron ayant commis une faute inexcusable est seul débiteur, il faut donc lui appliquer l'art. 20, § 3 (1). Il doit en être de même, au cas de pluralité d'employeurs et de faute inexcusable de l'un d'eux. La part de ce dernier doit être majorée dans les termes de l'art 20 de la loi de 1898. C'est le blessé qui doit profiter de la pénalité infligée par le Tribunal à l'employeur coupable et non les autres employeurs qui verraient ainsi leur quote-part diminuer d'autant.

---

(1) En ce sens DES GEORGES, Thèse 1935, Lyon. Réparation des conséquences des Maladies Professionnelles.

On peut donc déduire avec certitude que l'art. 20 s'applique implicitement, mais nécessairement, à la faute inexcusable en matière de Maladies Professionnelles.

De même, nous concluons également avec MM. ROUAST et GIVORD et contre SACHET (t. 3, n° 2.107) que la loi de 1919, bien que ne visant pas la faute inexcusable de l'ouvrier entend que celle-ci soit également soumise à l'empire de l'art. 20.

Par contre, nous partageons difficilement l'opinion de M. CABOUAT (1) qui, en raison même de la suprématie qu'il reconnaît au fait personnel du patron dans l'apparition de la maladie, déclare que l'effet de la faute inexcusable permet la majoration non seulement de la rente, mais encore de l'indemnité journalière et des frais médicaux. Nous ne pouvons reconnaître à la faute inexcusable une pareille amplitude d'application qui n'a pas été reconnue en matière d'accident. L'art 3, § 4, de la loi de 1919 laissant bien au contraire subsister les règles générales de l'art. 20, il s'ensuit que la faute inexcusable n'a pas de répercussion sur les indemnités autres que les pensions.

Nous devons reconnaître, d'ailleurs, que si le principe du forfait désavantage l'ouvrier en matière de maladies, une sorte de compensation s'établit à son profit par le bénéfice de la présomption légale d'imputation qui, non seulement supprime la preuve, mais rend possible l'indemnisation de certaines maladies alors qu'en fait la responsabilité patronale peut ne pas être engagée.

Aussi bien le Ministre du Travail pouvait-il déclarer à la Chambre (Séance du 26 juin 1913, p. 2.215 : « Strictement, rigoureusement, ce n'est pas tout à fait le même forfait que celui de la loi de 1898. C'est un autre forfait, mais qui s'inspire de tous les principes et de

---

(1) CABOUAT. — De l'extension du risque professionnel aux maladies d'origine professionnelle (Article Rev. Cantiniaux 1921, p. 192, p 220).

« toutes les considérations qui ont guidé le Législateur  
« de 1898 dans la substitution d'une Législation du  
« risque professionnel à une Législation de responsa-  
« bilité. »

La part qui revient à la doctrine dans l'interprétation de l'art. 3 de la loi de 1919 nous paraît considérable en raison des références implicites, mais certaines à la Législation-mère de 1898. La jurisprudence ne permet pas une grande lumière sur ce point, car elle est peu fertile en décisions. Un arrêt de Cassation de la Chambre des Requêtes, rendu le 20 octobre 1929, Sirey 1930, n'a pas permis de trancher la question de faute inexcusable soumise à la Cour, celle-ci ayant rejeté le pourvoi au motif que la loi de 1919 n'était pas encore applicable à l'espèce.

---



## TITRE III

---

# La Faute inexcusable dans la Législation des Inscrits maritimes

---

La loi du 9 avril 1898 ne s'applique pas aux gens de mer. Les accidents étant sur mer généralement collectifs, on a craint de ruiner la marine marchande en mettant les risques professionnels à la charge des armateurs.

L'art. 84 du projet voté au Sénat le 24 mars 1896 prévoyait qu'une loi spéciale réglerait les conséquences des accidents dont les inscrits sont victimes dans l'exercice de leur profession : ce fut la *loi du 21 avril 1898* qui organisa, au profit des marins français, la Caisse Nationale de Prévoyance alimentée par les cotisations des participants, des taxes sur les armateurs et par d'autres ressources. La *loi du 29 décembre 1905* a abrogé celle de 1898. Les participants ou, s'ils sont morts, leurs veuves, ascendants ou descendants, sous certaines conditions, ont droit à une pension viagère ou à un secours annuel.

*La loi du 13 décembre 1926*, modifiée par le décret du 30 juin 1934, en remplaçant certains articles du Code de Commerce, constitue le Code du Travail Maritime. Le marin qui tombe malade ou qui est blessé au service du navire a droit au paiement de ses salaires dans la limite de 4 mois et aux soins jusqu'à guérison ou jusqu'au moment où la maladie devient chronique. Les rentes dues en cas d'incapacité permanente ou de décès sont assurées, nous l'avons vu, par la Caisse de Prévoyance.

Il existe donc, par la nature des réparations, un paral-

lélisme certain entre la loi du 9 avril 1898 et les lois de 1905 et 1926 qui constituent la charte des obligations de l'armateur.

Le Législateur de 1905 et de 1926 a eu, comme en 1898, à se préoccuper de l'incidence de la faute de l'armateur et du marin sur le risque maladie ou accident. Comme pour les professions terrestres, il a paru impossible de couvrir la faute lourde ou inexcusable des deux parties contractantes.

Nous avons ainsi à examiner, au regard de l'armateur et du marin, les signes distinctifs qui caractérisent leur faute inexcusable. Nous retiendrons au passage la comparaison de la notion nouvelle avec celle que consacre l'art. 20 de la loi du 9 avril 1898.

## SECTION I

### *FAUTE INEXCUSABLE DE L'ARMATEUR*

Sous l'empire de l'art. 262 du Code de Commerce, le marin malade ou blessé au service du navire, pouvait demander à l'armateur des indemnités minima dont les modalités n'ont pas sensiblement été modifiées par la loi de 1926 précitée. Il ne lui était pas interdit de rechercher une réparation supérieure, selon le Droit Commun, dans le cas où il pouvait démontrer que sa blessure ou sa maladie avait été provoquée par la faute de l'armateur, d'un préposé de celui-ci ou du capitaine. Toute faute de l'armateur engageait sa responsabilité au-delà des termes de l'art. 262 : C. Aix, 5 mai 1884, Journal de Jurisprudence de Marseille, 1884-1-777; Cassation, 31 mai 1886, S. 87-1-209 ; Tr. Marseille, 15 juin 1886, Journal de Jurisprudence, 1887-1-62 ; C. Aix, 4 nov. 1896, Recueil de Marseille, 1898-1-293.

La loi du 21 avril 1898 est venue limiter la responsabilité de l'armateur aux faits intentionnels et aux fautes lourdes. Voici le texte de l'article 12 :

« Les dispositions ci-dessus ne font pas obstacle à ce

« que l'Inscrit, ses ayants-cause ou la Caisse de Prévoyance  
« subrogée à leurs droits demandent directement, suivant  
« les principes et les règles de Droit Commun des indem-  
« nités aux personnes responsables de faits intentionnels ou  
« fautes lourdes ayant déterminé la réalisation des acci-  
« dents ou risques dont lesdits Inscrits auraient été vic-  
« times ».

Plusieurs Tribunaux avaient tout d'abord décidé que cet article 12 était simplement énonciatif et non limitatif, que par suite l'armateur pouvait être actionné par l'Inscrit toutes les fois qu'il y avait eu faute, même légère, de sa part (Trib. Dieppe, 26 mars 1900 ; Trib. Comm. Marseille, 27 mars 1901, R. I. D. M., t. 16, p. 490 et 669).

Mais cette solution, qui était en contradiction manifeste avec le texte de la loi, ne pouvait prévaloir. La majorité de la jurisprudence s'est prononcée en ce sens que l'armateur n'était responsable qu'autant qu'il était établi qu'il s'était rendu coupable d'une faute lourde ou d'un fait intentionnel (Aix, 2 août 1899 et 13 juin 1901 ; Trib. Comm. Marseille, 13 mars 1903 ; Rennes, 25 mai 1904). Cette opinion fut d'ailleurs consacrée par la Cour de Cassation dans un arrêt du 15 juin 1903 (S. 1907-1-357).

La loi du 29 décembre 1905 a définitivement exonéré l'armateur de sa faute légère et même de sa faute lourde puisque l'article XI de cette loi substitue intentionnellement au terme de « faute lourde » celui de « *faute inexcusable* » : « Il ne répond que de sa faute  
« personnelle, intentionnelle ou inexcusable et sous  
« déduction des indemnités et pensions dues par la  
« Caisse de Prévoyance ». Il y a là un argument important en faveur de la thèse qui attribue à la faute inexcusable un rang plus élevé dans l'échelle des fautes.

L'armateur est également exonéré de sa faute, dans les limites ci-dessus, à l'égard des marins, membres de la Caisse de Prévoyance, qu'ils fassent partie de son équipage ou ne soient pas à son service (Trib. Comm. Le Havre, 24 mars 1908 ; C. Rouen, 1<sup>er</sup> février 1911 ; Cass.

24 nov. 1913, D. 1915-1-113 ; Trib. Com. Nice, 24 juillet 1937). Cette règle d'exonération ne peut profiter à l'armateur à l'égard de la victime qui n'est pas membre de la Caisse de Prévoyance ou des marins étrangers. Dans ce cas, il reste responsable dans les termes du Droit Commun.

L'art. XI de la loi du 29 décembre 1905 a eu encore pour l'armateur l'avantage de le libérer de la responsabilité qui pesait sur lui en raison de la faute quelconque de ses préposés.

Si l'art. 12 de la loi du 21 avril 1898 restreignait la responsabilité personnelle de l'armateur à son fait intentionnel ou à sa faute lourde (devenue faute inexcusable dans l'art. XI de la loi de 1905), il laissait subsister, par contre, sa responsabilité à raison des actes ou omissions de ses *préposés*. En d'autres termes, l'armateur était soumis à la responsabilité civile de l'article 1384 du Code Civil. Le Législateur de 1905 a répondu aux protestations très légitimes qu'avaient élevées les armateurs et qui étaient d'autant plus fondées que pour les patrons des industries terrestres l'art. 7 de la loi du 9 avril 1898 les exonère de la responsabilité civile de l'art. 1384 et ne les laisse soumis à la responsabilité des art. 1382 et 1384 qu'au cas de faute inexcusable de leur part. La même solution devait être admise en faveur des armateurs, car si les cotisations dues à la Caisse de Prévoyance ne sont pas entièrement payées par eux, ils supportent des taxes qui ont le caractère d'une contribution obligatoire à une œuvre de mutualité organisée au profit de marins victimes de la navigation. La Caisse ne procure aux armateurs aucun avantage. En compensation des sacrifices qu'on leur demande, il était juste de les garantir contre toute revendication de la part des participants ou de leurs ayants-droit.

Ces motifs ont incité le Législateur de 1905 à exonérer l'armateur de la responsabilité civile en raison de fautes commises par ses préposés : capitaine ou mem-

bres de l'équipage : « Par dérogation aux art. 1384 du « Code Civil et 216 C. Comm. l'armateur ou le propriétaire du navire est affranchi de la responsabilité « civile des fautes du capitaine ou de l'équipage. Il ne « répond que de sa faute personnelle intentionnelle ou « inexcusable... »

On a soutenu que l'armateur n'était exonéré que de la faute du capitaine et des membres de l'équipage, mais nullement des fautes commises par son *service médical à terre*, car le médecin du bord fait partie de l'équipage. On a dit que le texte de l'art. XI contient une énumération, mais nous pensons que cette énumération n'est pas limitative, car le texte que nous avons cité ajoute impérativement que l'armateur ne répond que de sa faute personnelle intentionnelle ou inexcusable. Dans ces conditions, c'est qu'il ne répond en aucun cas de la faute d'autrui quelle que soit la qualité du préposé. C'est d'ailleurs une question controversée que de savoir s'il peut exister un lien de préposition entre le médecin et un entrepreneur quelconque tel que l'armateur. La jurisprudence est partagée. Dans le sens de la responsabilité civile de l'armateur à raison d'une faute inexcusable commise par son Corps Médical : Trib. Comm. Marseille, 19 février 1925. En sens contraire : C. Aix, 24 juin 1925 ; Trib. Le Havre, 22 nov. 1933.

En résumé, l'armateur est complètement déchargé de la responsabilité civile selon l'art. 1384 et il ne demeure personnellement responsable, selon le Droit Commun, qu'en cas de faute intentionnelle ou inexcusable de sa part.

Quant à ses préposés, capitaine ou hommes d'équipage, l'art. XI de la loi de 1905 dispose qu'ils ne sont tenus à réparation que dans la mesure et dans les conditions indiquées pour l'armateur, c'est-à-dire s'ils ont eux-mêmes commis une faute intentionnelle ou inexcusable. Ce principe est admis par une jurisprudence constante : C. Rouen, 1<sup>er</sup> février 1911, S. 1912-2-73 ;

C., Aix, 9 mars 1914, Dalloz 1915-2-99 ; Cass. Crim. 3 août 1933, Gaz. Pal., nov. 1933 ; Trib. Comm. Le Havre, 9 juin 1936, Gaz. Pal., décembre 1936.

Il nous reste maintenant à apprécier la nature de la faute inexcusable dans le cas où elle est retenue à la charge personnelle de l'armateur et de ses préposés (Art. XI de la loi du 29 décembre 1905).

Il est évident que de larges emprunts ont été faits aux travaux préparatoires de la loi du 9 avril 1898 et à la jurisprudence des accidents du travail terrestres. Nous avons déjà vu qu'en employant le terme de « faute inexcusable » la loi de 1905 avait voulu marquer davantage la qualification de la faute lourde dont les termes figurent dans la loi du 21 avril 1898.

Un jugement du Tribunal de Rouen en date du 30 Septembre 1912 déclare :

« Que par l'expression « faute inexcusable » de l'art. XI de « la loi de 1905 on doit entendre un acte bien précis, commis « volontairement non avec l'intention de provoquer un acci-  
« dent, mais cependant en pleine conscience du danger que  
« cette négligence ou cet acte ont fait courir à autrui ou à  
« soi-même ».

Un arrêt de la Cour de Rouen du 1<sup>er</sup> février 1911, S. 1912-2-73, a déclaré :

« Qu'on ne saurait considérer comme faute inexcusable  
« au cas d'abordage ayant causé la mort d'une partie de  
« l'équipage du navire abordé, le fait par un capitaine du  
« navire abordeur soit de ne s'être pas écarté de la route  
« du navire abordé et de n'avoir pas fait en temps utile les  
« manœuvres nécessaires pour éviter la collision, soit  
« d'avoir hésité un instant sur la manœuvre urgente qu'il  
« convenait de faire pour éviter la collision et d'avoir  
« commis une erreur d'appréciation ».

En général les erreurs d'appréciation, les négligences, les hésitations au cours d'une manœuvre ne sauraient constituer une faute inexcusable (Jugements du Tribunal de Marseille en date des : 14 nov. 1910, 6 mai 1913, 11 janvier 1916 ; arrêts de la Cour d'Aix en date des :

8 mai 1912, 18 fév. 1914 et 9 mars 1914 ; Cass. 24 nov. 1913).

L'arrêt précité de la Cour d'Aix du 9 mars 1914 décide que ne constitue pas une faute inexcusable

« la fausse manœuvre ordonnée par le capitaine alors  
« même qu'elle constitue une erreur grossière au point de  
« vue technique, du moment que cette manœuvre a été  
« inspirée par le souci de la sécurité et par l'intérêt com-  
« mun ».

Un arrêt de Cassation, Chambre des Requêtes du 5 août 1929 déclare que l'art. XI de la loi de 1905 a voulu laisser aux Tribunaux le soin d'apprécier le degré de gravité de cette faute qui est une question de fait ; à cette époque, la Cour de Cassation n'avait pas encore exercé son pouvoir de contrôle sur la qualification de faute inexcusable.

Un jugement du Tribunal Civil du Havre du 24 janvier 1930 déclare que constitue une faute inexcusable engageant la responsabilité personnelle de l'armateur le fait qui dénote de sa part une incurie ou une imprévoyance coupable et impardonnable : qu'ainsi constitue la faute prévue à l'art. XI de la loi de 1905 le fait de confier à un personnel insuffisant, inexpérimenté et au surplus d'une intempérance notoire la conduite d'un bac qui n'est même pas muni des feux réglementaires.

Pour le Tribunal de Commerce du Havre (9 juin 1936, Gaz. Pal., 2 déc. 1936) la faute inexcusable est

« une faute impardonnable, exceptionnellement lourde  
« commise sans nécessité ni utilité et consistant à ne point  
« voir ou comprendre ce que tout homme normal aurait vu  
« ou compris ».

L'effet particulier de la faute inexcusable, et c'est une différence capitale d'avec l'article 20 de la loi du 9 avril 1898, est de soumettre l'armateur à la responsabilité totale de l'art. 1382 sous déduction, il est vrai, des indemnités dues par la Caisse de Prévoyance. L'art 20, au contraire, ne prévoit qu'une majoration de l'indemnité, en sorte que le retour au Droit Commun, comme nous l'avons vu, n'est pas intégral.

## SECTION II

### FAUTE INEXCUSABLE DU MARIN

La réglementation des effets de la faute du marin n'avait pas été prévue par le Code de Commerce, sauf dans l'article 264 qui vise le cas particulier du marin « *sorti du navire sans autorisation et blessé à terre* ». En ce cas, les frais de traitement restaient à sa charge.

Mais il a toujours été admis que le marin qui tombe malade ou est blessé par sa faute ne peut demander réparation à l'armateur. Celui-ci en rapportant la preuve d'une faute, quelle qu'elle soit, du marin, pouvait repousser sa demande.

La loi du 21 avril 1898 qui retenait la responsabilité de l'armateur pour faute lourde ne comportait aucune disposition à l'égard du marin.

La loi du 29 décembre 1905 est venue combler partiellement la lacune des textes. L'art. 5 dispose en effet : « qu'aucune pension ou indemnité n'est due au participant qui a intentionnellement provoqué l'accident » ou la maladie. La preuve doit être faite par la partie « qui allègue la faute ». Ce texte ne règle donc que la situation des marins à l'égard de la Caisse de Prévoyance, s'agissant d'une demande de pension pour incapacité permanente ou décès. Il faut en conclure que *l'indemnité ou pension sera due même au cas où il y aura eu imprudence, faute lourde ou faute inexcusable du participant*. En somme la loi de 1905 ne vise que la faute volontaire et ses effets sur la pension.

Le marin continuait donc d'avoir droit à ses salaires et aux soins médicaux en cas de faute inexcusable en vertu de l'art. 262 du Code de Commerce ; la seule exception que nous avons signalée était enfermée dans l'article 264 du même Code. Il y avait à ce moment analogie avec l'art. 20 de la loi du 9 avril 1898 qui n'a aucune influence sur les indemnités journalières. Cette similitude a été détruite par la loi du 15 décembre 1926

abrogeant les articles précités du Code de Commerce. L'art. 86 de cette loi est entièrement nouveau puisqu'il vise expressément la faute inexcusable du marin (1).

« Les dispositions des articles 79 à 86 ci-dessus ne  
« sont pas applicables si la maladie ou la blessure a été  
« déterminée par un fait intentionnel ou par une *faute*  
« *inexcusable du marin* ».

Jadis l'armateur pouvait décliner la charge du paiement des salaires et des soins médicaux en démontrant une faute quelconque de son préposé. Aujourd'hui, il ne sera exonéré que par sa faute inexcusable. Nous notons encore une différence d'avec l'art. 20 de la loi du 9 avril 1898 : c'est la suppression radicale de toute indemnité de salaires et de participation aux soins.

La jurisprudence n'a pas tardé à appliquer l'art. 86 de la loi de 1926 auquel le décret du 30 juin 1934 n'a apporté aucune modification.

Le Tribunal de la Manche, section de Cherbourg (26 juin 1928, Villetard, février 1929) décide « que le  
« marin commet une faute inexcusable excluant l'ap-  
« plication de l'art. 79 de la loi de 1926 alors que pour  
« rejoindre le bord à 10 heures du soir il passe à travers  
« champ et suit, par une nuit noire le bord d'un quai  
« non éclairé et présentant des dangers évidents ». Le Tribunal, pour caractériser la faute inexcusable, déclare explicitement qu'il se réfère à la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail ; « qu'en effet si, dans la journée, on peut, sans courir de gros dangers suivre le quai sans parapet, il en est tout autrement la nuit, alors surtout que le temps est mauvais et le ciel obscur ; que la nuit où l'accident s'est produit il faisait une véritable tempête ; que la plus élémentaire prudence recomman-

---

(1) Sur la question, voir les études de M<sup>r</sup> Pierre FOURNIER, avocat au Barreau de Marseille et notamment : « Les art. 79 à 86 du Code du Travail Maritime ». Les Recueils de Jurisprudence spécialisés nous ont été aimablement communiqués par l'auteur.

daît à la victime de prendre la route qui passait à travers les terres et qui était absolument sûre ».

Cette décision constitue, à notre connaissance, la première en date qui ait suivi l'application de la loi de 1926. La Cour de Cassation (Requêtes 2 avril 1930, Gaz. Pal. 18 juin 1930) a d'ailleurs rejeté le pourvoi du blessé en déclarant que le motif de faute inexcusable retenu était surabondant, le marin n'ayant pas été blessé au service du navire et ne pouvant, par suite, réclamer le bénéfice de la loi.

Le Tribunal de Paix de Fécamp, 20 sept. 1929, Gaz. Pal., nov. 1929, pose également le principe que les salaires et les soins sont dus au marin, sauf toutefois si la maladie ou l'accident a été déterminé par sa faute inexcusable.

La faute peut être constituée par un fait antérieur ou *postérieur* à la maladie ou à l'accident. C'est là encore une différence d'avec la Législation des Accidents du Travail terrestres où nous avons vu que seules pouvaient être prises en considération les circonstances génératrices de fautes inexcusables antérieures à l'accident.

En notre matière constitue au contraire une faute inexcusable le fait, par le marin, de laisser l'armateur dans l'ignorance de son état ou de se soustraire à son droit de contrôle médical ou de ne pas accepter une hospitalisation nécessaire pour tenter un traitement (Jugements du Tribunal Maritime de Marseille en date des : 7 sept. 1928, 3 mai 1929, 30 juill. 1930 ; Trib. Civ. Dunkerque, 20 juill. 1933 ; Trib. Civ. Marseille, 2 juill. 1931 et 17 nov. 1933).

Les armateurs avaient pensé qu'il leur était possible aussi de dégager leur responsabilité lorsque le marin se trouvait atteint d'une *maladie vénérienne* en arguant de sa faute inexcusable.

La jurisprudence ancienne admettait en effet que la

maladie vénérienne étant la conséquence de la débâche du marin ne pouvait être indemnisée.

Un jugement du Tribunal de Dunkerque en date du 18 janvier 1926 considère que cette maladie résulte d'un acte personnel du matelot, sans aucun lien avec le voyage et les risques professionnels. De même un jugement du Tr. Civ. de Marseille en date du 21 juillet 1929 a décidé que « l'armateur est irresponsable lorsque la maladie « provient de la faute, des excès ou de l'inconduite du « marin ».

C'est en ce sens que la jurisprudence s'oriente. Les dispositions de la loi de 1926 ne devraient pas être appliquées aux marins atteints de maladies vénériennes, à moins que ceux-ci n'établissent qu'ils ont contracté leur maladie à bord par contagion.

Une décision de la Justice de Paix du Havre (12 juin 1934, *Gaz. Trib.*, décembre 1934) déclare cependant que la maladie vénérienne ne peut faire échec aux obligations de l'armateur, car la loi de 1926 ne permet de faire aucune distinction entre les différentes maladies dont les marins embarqués peuvent être atteints et qui sont la conséquence des risques nombreux que la navigation comporte et que justifie, dans une certaine mesure, pour notre espèce particulière, la longue contenance du bord.

Mais s'il a toujours été admis que le marin tombé malade au cours de son embarquement est couvert par une présomption suivant laquelle cette maladie a été contractée au service du navire, cette présomption n'est pas irréfragable et il est toujours possible à l'armateur de rapporter la preuve contraire. C'est de ce côté que s'oriente une jurisprudence récente (*Cass. Civ.* 24 nov. 1936, *Gaz. Trib.*, janvier 1937). Cet arrêt a cassé un jugement qui décidait que la nature de la maladie était sans influence sur l'application de la loi de 1926. S'il n'incombe pas au marin d'établir que la maladie dont il est atteint a été contractée au service du navire,

l'armateur a toujours le droit de démontrer que la maladie est étrangère à la navigation ou au service du navire. Il s'agissait en l'espèce d'une maladie vénérienne dont la constatation avait décidé l'armateur à refuser les salaires. Il est donc admis que par tous moyens ce dernier pourra détruire la présomption d'imputabilité qui profite au marin et qu'à propos de maladies vénériennes, notamment, la preuve lui sera facilitée.

Les maladies vénériennes ne sont donc pas à la charge de l'armement non parce qu'elles sont nécessairement la conséquence d'une faute inexcusable, mais surtout parce qu'elles sont étrangères à la navigation ou au service du bord. Un jugement du Tribunal Civil de Bordeaux en date du 15 avril 1937, se conformant à ces principes, a rejeté la demande en indemnité du marin, l'armateur établissant que la maladie vénérienne dont il était porteur n'avait pas été contractée au service du navire, ni aggravée par celui-ci. [C<sup>ie</sup> DES CHARGEURS RÉUNIS c/ LE GALL].

\*

\* \*

En résumé, le parallélisme de la réparation des accidents et maladies maritimes avec la réparation des accidents terrestres ne peut être soutenu efficacement au regard de la faute inexcusable.

En ce qui concerne la faute inexcusable de l'armateur, la loi du 29 décembre 1905 (art. XI) la retient, qu'elle soit personnelle à l'armateur ou aux capitaine et membres de l'équipage. Mais le risque professionnel ne limite plus, comme le fait l'art. 20 pour l'employeur terrestre, la réparation établie selon le Droit Commun de l'article 1382. L'art. 20 de la loi de 1898, au contraire, ne prévoit que la majoration de la rente.

Quant à la faute inexcusable du marin, elle est sans influence sur le droit à l'indemnité ou pension servie par la Caisse Nationale de Prévoyance. L'art. XI de la loi de 1905 ne régit en effet que la faute intentionnelle du marin. La loi du 13 décembre 1926, dans son article 86, régit la faute inexcusable du marin uniquement pour les salaires et les soins médicaux. Cette solution est assez rigoureuse, car l'art. 20 de la loi de 1898 est sans influence, nous l'avons vu, sur l'indemnité journalière et les frais médicaux et pharmaceutiques.

Les éléments caractéristiques de la faute inexcusable de l'armateur sont empruntés à la théorie de la faute inexcusable telle que l'ont consacrée la doctrine et la jurisprudence dernière de la Cour de Cassation. La même référence est visée pour l'application de la loi du 13 décembre 1926, en cas de faute inexcusable du marin.

Nous avons toutefois le sentiment que la faute inexcusable au point de vue maritime, s'apparente à la faute lourde du Droit Commun et que dans la recherche de ses signes distinctifs les Tribunaux n'appliquent pas la rigueur du critérium défini par la Cour de Cassation dans son arrêt du 22 février 1932. Il semble qu'en ce qui concerne la faute inexcusable de l'armateur, cette situation tienne à la nature et à l'importance des accidents maritimes, bien que le Législateur ait pris soin, dans la loi de 1905, de substituer l'expression de faute inexcusable à celle de faute lourde.

---



## CONCLUSION

---

Les critiques apportées à la Législation de 1898, archaïque selon certains, ont laissé subsister le principe de la faute inexcusable. Hommage rendu à la responsabilité issue du fait personnel, en un mot à la notion de faute inscrite dans la conscience des individus.

Des retouches à l'article 20 ont toutefois été proposées.

*Le Projet de M. GODART*, Ministre du Travail et de l'Hygiène, en date du 15 janvier 1925 (J. O., 13 mai 1925, p. 10 ann. n° 1042) renvoyé d'ailleurs à la Commission, proposait un additif en ce qui concerne la situation des ascendants. La jurisprudence actuelle décide, à leur sujet, que s'ils ne sont pas strictement « à la charge » de la victime, leur droit à indemnité ne peut être reconnu. Cette solution est critiquable, disait-on, de même que pour les frères et sœurs, en cas de faute inexcusable reconnue de l'employeur : « On a fait remarquer, dit le projet GODART, que des parents qui comp-  
« taient sur l'aide de leurs enfants pour leurs vieux  
« jours sont lésés lorsqu'on leur oppose que n'étant pas  
« à la charge de la victime au moment de l'accident ils  
« n'ont droit en aucun cas à aucune compensation.  
« Cette décision est plus cruelle, encore, dans l'hypo-  
« thèse d'un accident dû à une faute inexcusable de  
« l'employeur qui se dérobe, ainsi, à toute responsabi-  
« lité ».

D'où l'art. 3 de la loi de 1898 qui était complété comme

suit : « En cas de faute inexcusable du chef de l'entre-  
« prise, la rente de l'ascendant pourra être majorée  
« sans pouvoir toutefois dépasser le salaire de la vic-  
« time ».

*La proposition* CHAUSSY du 18 déc. 1925 (J. O., 11 mai 1926, p. 398, ann. n° 2.273) introduit à l'article 20 l'amendement suivant : « Il y a faute inexcusable à la charge  
« du patron lorsqu'un manquement aux lois, règle-  
« ments ou décrets touchant la sécurité des ouvriers ou  
« l'emploi des enfants aura été régulièrement constaté  
« par une simple mise en demeure de l'Inspecteur du  
« Travail ou du délégué à la sécurité ». Nous rappelons pour mémoire que lors des Débats Parlementaires les mêmes idées avaient été suggérées sans jamais être prises en considération. Ce projet n'envisage par ailleurs aucune mesure en faveur des ascendants, au cas de faute inexcusable du patron.

La plus importante refonte de notre système législatif ouvrier est sans conteste le *Projet de loi voté par la Chambre le 29 décembre 1927*, à la suite du rapport de M. GROS. Lors des débats, M. Marcel ARNOULD introduisit un paragraphe 5 à l'art. 20 : « Il y aura, notam-  
« ment, faute inexcusable à la charge du patron lors-  
« qu'un manquement aux dispositions du titre 2 du  
« livre 2 du Code de Travail, relatif à l'hygiène et à la  
« sécurité des travailleurs, ayant un rapport direct avec  
« les causes de l'accident, constaté par un procès-verbal  
« régulier d'un Inspecteur du Travail, aura été l'objet  
« d'une sanction judiciaire ». Cet amendement accepté par la Commission, fut adopté par la Chambre.

*Le Sénat* n'a pas encore exercé son pouvoir législatif, mais sa Commission de l'Hygiène, de l'Assistance, de l'Assurance et de la Prévoyance Sociales a établi un volumineux rapport par l'organe de M. CHAUVEAU. Ce rapport fait table rase de l'amendement ARNOULD et par suite le fait disparaître du texte voté par la Cham-  
bre.

Voici les raisons qu'en donne le rapport CHAUVEAU (J. O. Débats Parlementaires, ann. n° 423) : « Il nous  
« paraît tout à fait impossible d'admettre cette modifi-  
« cation introduite par la Chambre dans le texte de  
« l'art. 20. Cette disposition, en effet, semble contraire  
« au principe même sur lequel repose notre Législation  
« du risque professionnel. Le forfait qui la caractérise  
« ne peut être majoré qu'en cas de faute inexcusable  
« de l'employeur ou de ceux qu'il s'est substitués dans  
« la direction. D'après la jurisprudence de la Cour de  
« Cassation il n'y a faute inexcusable de l'employeur  
« que si celui-ci a exposé volontairement son ouvrier  
« à un danger en connaissance de cause, le péril étant  
« connu. L'exemple classique est celui du patron qui  
« fait usage de câbles usagés, prêts à se rompre et qui,  
« averti, n'en impose pas moins l'usage à ses ouvriers,  
« les exposant volontairement à un péril grave. En cas  
« de rupture du câble, il aurait commis une faute inex-  
« cusable ».

« Or, si regrettable qu'elle soit dans ses conséquences,  
« l'inobservation des dispositions légales concernant  
« l'hygiène et la sécurité du travail ne résulte le plus  
« souvent que de simples négligences et n'a pas néces-  
« sairement le caractère juridique de la faute inexcu-  
« sable ».

Nous dirons pourquoi ce langage est celui du vrai droit. Aussi bien, pouvons-nous nous étonner que la Chambre ait eu sur la question des vues aussi inexactes que tendancieuses.

A propos de la discussion, à la Chambre, du Budget du Ministère du Travail, M. ESCOFFIER déclarait en effet (Séance du 18 déc. 1924) : « La jurisprudence a  
« considéré que cette faute inexcusable était un vérita-  
« ble mythe. Pour qu'elle soit relevée il ne faut pas  
« moins qu'il y ait tentative de meurtre... Elle est inexis-  
« tante au point que la jurisprudence — c'est un scan-  
« dale auquel il faut mettre fin par un texte précis —

« a déclaré que même lorsque l'employeur commettait  
« une infraction à une loi protectrice du travail il n'y  
« avait pas lieu de proclamer que la faute était pour cela  
« inexcusable ». (Séance du 18 décembre 1924).

De son côté M. GROS écrit à la page 67 de son rapport : « Le seul fait d'être assuré ne doit point suffire  
« pour libérer le patron de ses devoirs et des charges  
« qui pèsent sur lui en vue d'assurer la sécurité de son  
« personnel. La doctrine a longuement discuté la ques-  
« tion de la faute inexcusable. La jurisprudence, qui  
« n'a pas souvent occasion de se prononcer a tenu à  
« l'ignorer. Il y a lieu, pour le Législateur, de dire que  
« désormais il y aura faute inexcusable à la charge du  
« patron lorsqu'un manquement aux lois, règlements  
« ou décrets touchant l'hygiène ou la sécurité des  
« ouvriers aura été régulièrement constaté par un Ins-  
« pecteur du Travail ».

Nous pensons de telles déclarations, qu'elles sont en marge de la vérité et des solutions consacrées par la jurisprudence...

Nous avons, en effet, cité abondamment les décisions des Tribunaux et des Cours d'Appel mentionnant à l'envi que ni l'infraction à une disposition quelconque du Code du Travail, ni la condamnation correctionnelle de l'employeur ne pouvait a priori constituer la faute inexcusable. Ce ne serait pas une amélioration, mais une régression que d'adopter le texte de la Chambre repoussé à juste titre par la Commission Sénatoriale. Ce n'est pas en vain que la Cour de Cassation elle-même, dans des arrêts récents, est venue consacrer ces mêmes idées. Le projet de la Chambre n'est d'ailleurs plus défendable depuis que par l'arrêt du 22 février 1932 la Cour de Cassation a étendu son contrôle à la qualification de la faute inexcusable. Ce faisant, elle a donné à cette notion des contours plus précis. Elle en a permis même une définition aussi rigoureuse que possible et le simple rapprochement de la jurisprudence de la Cour

de Cassation d'avec le projet voté en 1927 condamne irrémédiablement les conceptions de la Chambre.

L'additif introduit par la Chambre dans le texte de l'article 20 n'est-il pas, au surplus, un paradoxe, à une époque où la *prévention* fait incontestablement progrès, sur l'initiative même des Compagnies d'Assurances ?

L'équité proteste aussi contre l'imposition aux employeurs d'une sanction aussi rigoureuse consacrant une responsabilité quasi-dolosive, alors que la plupart du temps il ne s'agira que de violations involontaires et bénignes au Code du Travail.

Si nous sommes partisan du maintien de la faute inexcusable, la vigilance de l'employeur pouvant s'émousser par suite de l'assurance et le sentiment de responsabilité personnelle de l'ouvrier pouvant s'affaiblir en raison de l'immunité conférée à ses fautes légères et lourdes, nous ne pouvons admettre une aggravation à sens unique qui ne se justifie pas.

Encore moins d'ailleurs défendrions-nous la conception du risque professionnel intégral, c'est-à-dire la suppression de la faute inexcusable. Un coup d'œil jeté sur deux importantes Législations étrangères nous permet de penser que l'idée de faute n'est pas exclue des systèmes de réparation basés sur le risque. Sans doute la *Législation allemande* n'admet pas la réduction des indemnités en cas de faute lourde, mais le juge se montre particulièrement sévère dans l'application même de la loi lorsqu'une faute de la victime est à l'origine de l'accident. S'il estime que ce dernier n'a pas un caractère industriel, il refuse toute indemnité. Quant au *Droit anglais*, il applique la règle de Pomponius que nous citions aux premières lignes de notre Introduction. La loi de 1897 dispose en effet dans son article 2 que « s'il est prouvé que le dommage est imputable à un manquement grave et volontaire de l'ouvrier à ses devoirs, toute demande d'indemnité sera repoussée ». Depuis

la loi du 31 décembre 1906 cette exclusion ne s'applique qu'aux victimes atteintes d'invalidité partielle ou d'incapacité temporaire (1). Les Anglo-Saxons ont une très haute idée de la justice; pour avoir le droit de demander secours aux Tribunaux il faut être soi-même sans reproche. Le juge n'a pas à protéger celui qui ne sait pas sauvegarder ses intérêts : « *vigilantibus, non dormiantibus jura subveniunt* ».

Notre Législation française manifeste, au contraire, un caractère profondément social. Nous en verrions la seule preuve dans l'impuissance manifestée par la doctrine à faire plier l'article 1382 aux nécessités urgentes de l'époque. Dans le vaste mouvement de *socialisation* du droit, inspiré par le souci de la protection de la victime, il semble que la Cour de Cassation a été heureusement inspirée en précisant sans équivoque les limites du risque professionnel qui doit être largement et socialement appliqué, jusqu'au cran d'arrêt que constitue la faute inexcusable. Celle-ci n'est pas, en notre matière, une fiction mais une réalité qui rend hommage à la véritable nature de la personnalité humaine.

Qu'est-ce, en effet, que la faute ? « Notion fuyante, » dit M. Henri CAPITANT, qu'il est bien difficile d'« serrer dans une formule et qui pourtant répond à « quelque chose de réel, car quand on dit à quelqu'un : « c'est de votre faute » chacun comprend ce que cela « signifie. Il y a ainsi en Droit comme dans tous les « ordres de recherches certaines idées essentielles qui « résistent à la définition » (2).

---

(1) En cas de décès ou d'invalidité permanente absolue, la réparation légale reste due. Sachet relève que, dans leur sens pratique, les Anglais aiment mieux mettre les invalides et les orphelins à la charge des chefs d'entreprise qu'à celle de l'Assistance Publique.

(2) Préface au Traité de Responsabilité Civile de MM. MAZEAUD.

Nous approuvons les efforts fructueux de la doctrine et de la jurisprudence récentes à édifier le statut juridique de la faute inexcusable au regard du risque professionnel. La consolidation de la construction entreprise par l'ancienne jurisprudence marque au fond la primauté, si sapée ailleurs, de l'idée de faute sur l'idée de risque.

Vu : le Doyen,  
H. NÉZARD.

Vu : le Professeur,  
Président de la thèse,  
H. LEMONNIER.

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR.

*Pour le Recteur,*  
Le Vice-Président du Conseil délégué,  
H. NÉZARD.



## BIBLIOGRAPHIE

---

- BERTHELEMOT. — *De la responsabilité de Droit Commun dans ses rapports avec la loi de 1898.* — Thèse Paris 1903.
- BIENVENU H. — *Le dol et la faute lourde dans le domaine de la loi de 1898.* — Thèse Poitiers 1909.
- BLEMAUD. — *Des modifications à apporter à la loi de 1898.* — Thèse Lille 1926.
- BRAVARD G. — *La faute inexcusable en matière d'accidents du travail.* — Thèse Paris 1909.
- CABOUAT. — *Traité des Accidents du Travail.* — 2 vol. 1901-1907, Paris.
- COLIN et CAPITANT. — *Cours Élémentaire de Droit Civil Français.* — 3 vol., 4<sup>e</sup> édition.
- DALLANT. — *La notion du préposé dans l'art. 1.384 du C. Civ.* — Thèse Poitiers 1927.
- DE LABOULAYE. — *De la responsabilité des tiers en matière d'accidents du travail.* — Thèse Dijon 1929.
- DES GEORGES. — *Réparation des conséquences des maladies professionnelles.* — Thèse Lyon 1925.
- FOURNIER. — *Etude sur les art. 79 à 86 du Code du Travail Maritime 1934.* — Imp. Ged. Marseille.
- FLOUR. — *Les rapports de commettant à préposé dans l'art. 1384 C. Civ.* — Thèse Caen 1933.

GAUGUIER. — *Etude critique de Législation et de Jurisprudence sur le risque professionnel 1925* (Les Lois Nouvelles).

JOSSERAND. — *Cours de Droit Civil Positif français.* — 3 vol. 1930.

LAUGIER. — *Contribution aux projets de refonte de la loi de 1898.* — Thèse Toulouse 1935.

LIDON. — *De l'influence de la faute lourde sur le risque professionnel.* — Thèse Paris 1903.

LOUBAT. — *Traité sur le risque professionnel.* — 1907, Paris, 3<sup>e</sup> édition, 2 vol.

MARTY. — *La distinction du fait et du droit.* — Thèse Toulouse 1929.

MAZEAUD. — *Traité théorique et pratique de la Responsabilité Civile.* — 2 vol. 1931.

POLLET. — *Les maladies professionnelles et leur législation.* — Thèse Paris 1935.

ROUAST et GIVORD. — *Traité du Droit des Accidents du Travail et des Maladies Professionnelles* 1934.

SACHET. — *Traité théorique et pratique de la Législation sur les accidents du travail.* — 3 vol., 7<sup>e</sup> édition 1926.

SALEILLES. — *Les accidents du travail et la responsabilité civile* 1897.

SALVY. — *Le risque professionnel et l'art.* 1382. — Thèse Paris 1910.

VOISENET. — *La faute lourde en Droit privé français.* — Thèse Dijon 1931.

# RECUEILS

---

Dalloz Hebdomadaire : D. H.

Dalloz Périodique et Critique : D.

Gazette du Palais : Gaz. Pal.

Gazette des Tribunaux : Gaz. Trib.

Recueil des Sommaires de la Jurisprudence : Rec. Som.

Recueil de la Mutuelle Générale Française : Rec. M.G.F.

Revue Générale des Assurances Terrestres : Rev. Gén.  
Ass. Terr.

Revue Générale des Assurances Sociales et des Acci-  
dents du Travail ou Cantiniaux : Cant.

Recueil spécial des Accidents du Travail : Villetard de  
Prunières.

Sirey : S.

---



# TABLE des MATIÈRES

---

|                           |   |
|---------------------------|---|
| <i>Introduction</i> ..... | 1 |
|---------------------------|---|

## TITRE I<sup>er</sup>. — LA FAUTE INEXCUSABLE DANS LA LEGISLATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

### CHAPITRE I

|                                        |   |
|----------------------------------------|---|
| <i>Les travaux préparatoires</i> ..... | 9 |
|----------------------------------------|---|

### CHAPITRE II

#### *Les éléments distinctifs de la faute inexcusable*

|                                                                                                               |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| SECTION I. — RAPPEL DES TRAVAUX PRÉPARATOIRES                                                                 | 37 |
| SECTION II. — LA JURISPRUDENCE .....                                                                          | 41 |
| SECTION III. — LE CONTRÔLE DE LA COUR DE CAS-<br>SATION SUR LA QUALIFICATION DE<br>LA FAUTE INEXCUSABLE ..... | 47 |
| SECTION IV. — L'ESSAI D'UN CRITÈRE EN DOCTRINE.                                                               | 51 |

### CHAPITRE III

#### *Les causes génératrices de faute inexcusable*

|                                                                     |    |
|---------------------------------------------------------------------|----|
| SECTION I. — FAUTES INEXCUSABLES ANTÉRIEURES<br>A L'ACCIDENT .....  | 67 |
| § 1 <sup>er</sup> . — <i>Fautes inexcusables de l'ouvrier</i> ..... | 68 |
| a) Infractions à des prescriptions for-<br>melles .....             | 68 |
| b) Actes de témérité .....                                          | 71 |

|                                                                      |    |
|----------------------------------------------------------------------|----|
| c) Ivresse .....                                                     | 73 |
| d) Provocation -- Rixe .....                                         | 75 |
| § 2. — <i>Fautes inexcusables du patron</i> .....                    | 76 |
| a) Infractions à des prescriptions formelles .....                   | 76 |
| b) Actions ou omissions de lourde imprudence .....                   | 80 |
| SECTION II. — FAUTES INEXCUSABLES POSTÉRIEURES<br>A L'ACCIDENT ..... | 81 |
| § 1 <sup>er</sup> . — <i>Fautes inexcusables du patron</i> .....     | 81 |
| § 2 <sup>e</sup> . — <i>Fautes inexcusables de l'ouvrier</i> ....    | 84 |

#### CHAPITRE IV

|                                                                        |    |
|------------------------------------------------------------------------|----|
| <i>Les effets de la faute inexcusable sur la réparation</i>            | 86 |
| SECTION I. — LA PROCÉDURE DE L'ACTION EN<br>INDEMNITÉ .....            | 87 |
| SECTION II. — LES EFFETS DE LA FAUTE INEXCUSABLE<br>DE L'OUVRIER ..... | 92 |
| SECTION III. — LES EFFETS DE LA FAUTE INEXCUSABLE<br>DU PATRON .....   | 94 |

#### CHAPITRE V

|                                                                                                  |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>La faute inexcusable des préposés du patron.</i>                                              | 104 |
| SECTION I. — RESPONSABILITÉ DU FAIT D'AUTRUI<br>D'APRÈS LE CODE CIVIL ET LA LOI<br>DE 1898 ..... | 104 |
| SECTION II. — LES « SUBSTITUÉS DANS LA DIRECTION » .....                                         | 108 |
| § 1 <sup>er</sup> . — <i>D'après les travaux préparatoires</i> ..                                | 108 |
| § 2 <sup>e</sup> . — <i>D'après la doctrine et la jurisprudence</i>                              | 113 |

|                                                                                                 |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| SECTION III. — LA FAUTE INEXCUSABLE DU PATRON<br>SUBSTITUÉ EMPRUNTEUR DE MAIN-<br>D'ŒUVRE ..... | 119 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

|                                                                                                  |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| TITRE II. — LA FAUTE INEXCUSABLE DANS<br>LA LEGISLATION DES MALADIES PROFES-<br>SIONNELLES ..... | 123 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

TITRE III. — LA FAUTE INEXCUSABLE  
DANS LA LEGISLATION DES INSCRITS  
MARITIMES

|                                               |     |
|-----------------------------------------------|-----|
| SECTION I. — FAUTE INEXCUSABLE DE L'ARMATEUR  | 132 |
| SECTION II. — FAUTE INEXCUSABLE DU MARIN..... | 138 |
| <i>Conclusion</i> .....                       | 145 |
| <i>Bibliographie</i> .....                    | 153 |
| <i>Recueils</i> .....                         | 155 |





